



CHAPITRE 83

Loi de la Communauté urbaine de Québec

[Sanctionnée le 23 décembre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent respectivement:

« Communauté urbaine »; a) « Communauté urbaine » ou « Communauté »: la corporation constituée par l'article 2;

« comité exécutif »; b) « comité exécutif »: le comité exécutif de la Communauté;

« Conseil »; c) « Conseil »: le conseil de la Communauté;

« territoire de la Communauté »; d) « territoire de la Communauté »: l'ensemble du territoire des municipalités mentionnées à l'annexe A;

« secteur »; e) « secteur »: un secteur mentionné à l'annexe A;

« Commission de transport »; f) « Commission de transport »: la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec;

« territoire périphérique »; g) « territoire périphérique »: le territoire formé de celui des municipalités énumérées à l'annexe C;

CHAPTER 83

Québec Urban Community Act

[Assented to 23rd December 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

QUÉBEC URBAN COMMUNITY

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context imposes a different meaning, the following expressions and words mean respectively:

(a) "Urban Community" or "Community": the corporation constituted by section 2;

(b) "executive committee": the executive committee of the Community;

(c) "Council": the Council of the Community;

(d) "territory of the Community": the whole of the territory of the municipalities mentioned in Schedule A;

(e) "sector": any sector mentioned in Schedule A;

(f) "Transit Commission": the Québec Urban Community Transit Commission;

(g) "peripheral territory": the territory which is constituted by that of the municipalities enumerated in Schedule C;

« entreprise de transport en commun »;

« Bureau d'assainissement »;

« Commission d'aménagement »;

« ministre ».

h) « entreprise de transport en commun »: toute entreprise de transport en commun de passagers, et tout service d'ascenseur pour la même fin;

i) « Bureau d'assainissement »: le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

j) « Commission d'aménagement »: la Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec créée par la présente loi;

k) « ministre »: le ministre des affaires municipales.

(h) "public transport undertaking": "public transport undertaking" for the public transport of passengers and any elevator service for the same purpose;

(i) "Purification Board": the Greater Québec Water Purification Board; "Purification Board";

(j) "Planning Commission": the Québec Urban Community Planning Commission established by this act; "Planning Commission";

(k) "Minister": the Minister of Municipal affairs. "Minister".

SECTION II

CONSTITUTION DE LA COMMUNAUTÉ

Constitution.

2. Les habitants et contribuables des municipalités du territoire de la Communauté et leurs successeurs ainsi que les municipalités elles-mêmes forment une corporation publique sous le nom, en français, de « Communauté urbaine de Québec » et, en anglais, de « Québec Urban Community ».

Nom.

Pouvoirs d'une corporation.

3. La Communauté est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Siège social.

4. La Communauté a son siège social dans son territoire, à l'endroit qu'elle détermine par règlement dont avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; elle peut aussi le transporter de la même façon à tout autre endroit de ce territoire.

Secteurs.

5. Le territoire de la Communauté est divisé en cinq secteurs.

Exercice de pouvoirs.

6. Les pouvoirs de la Communauté sont exercés par le Conseil, sauf quant aux matières qui sont déclarées être du ressort du comité exécutif.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

§ 1.—Composition

Composition.

7. Le comité exécutif se compose de sept membres désignés de la façon ci-

DIVISION II

CONSTITUTION OF THE COMMUNITY

2. The inhabitants and ratepayers of the municipalities in the territory of the Community and their successors, and the municipalities themselves, shall be a public corporation under the name of "Québec Urban Community" in English and "Communauté urbaine de Québec" in French.

3. The Community shall be a corporation within the meaning of the Civil Code; it shall have the general powers of such a corporation and such special powers as are assigned to it by this act.

4. The corporate seat of the Community shall be within its territory, at such place as it shall determine by by-law, a notice of which shall be published in the *Québec Official Gazette*; it may also in the same manner transfer such corporate seat to any other place within such territory.

5. The territory of the Community shall be divided into five sectors.

6. The powers of the Community shall be exercised by the Council, except as regards those matters which are declared to be within the jurisdiction of the executive committee.

DIVISION III

EXECUTIVE COMMITTEE

§ 1.—Composition

7. The executive committee shall consist of seven members appointed in the

après prévue, dont un président et un vice-président.

Nomina-
tion de
membres.

Trois membres sont désignés par résolution du conseil de la Ville de Québec parmi les membres de son conseil.

Idem.

Un membre pour chacun des autres secteurs est désigné par l'assemblée des délégués des municipalités du secteur dont il s'agit, convoquée et tenue de la manière ci-après prévue.

Convoca-
tion des
délégués.

8. Ces délégués sont convoqués à une assemblée par le secrétaire de la Communauté au moyen d'un avis qu'il adresse à chacune des municipalités du secteur au moins quinze jours avant la date de l'assemblée; cet avis doit indiquer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée.

Nombre
de délé-
gués.

9. Chaque municipalité a droit à un délégué à cette assemblée; le maire y est d'office délégué.

Rempla-
cement du
maire.

Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant l'assemblée.

Quorum.

La majorité des délégués des municipalités constitue le quorum.

Secrétaire
préside.

10. Le secrétaire de la Communauté préside cette assemblée et détermine la procédure qui y est applicable, sous réserve des dispositions qui suivent.

Candida-
tures.

11. Un délégué peut proposer, par écrit remis au secrétaire, la candidature de toute personne éligible à la charge de membre du comité exécutif.

Contenu
de l'écrit.

L'écrit doit indiquer les nom, prénoms et qualités du candidat et être signé par le délégué qui le propose.

Ferme-
ture de
mise en
candida-
ture.

12. La mise en candidature se termine une heure après qu'elle a été déclarée ouverte par le secrétaire au cours de l'assemblée.

Acclama-
tion.

13. Si, à l'expiration du délai fixé pour la mise en candidature, il n'y a pas

manner hereinafter provided, including a chairman and a vice-chairman.

Three members shall be appointed by a resolution of the council of the City of Québec from among the members of its council.

Appoint-
ment of
members.

One member for each of the other sectors shall be appointed by the meeting of the delegates of the municipalities of the sector concerned, called and held in the manner hereinafter provided.

Idem.

8. Such delegates shall be convened to a meeting by the secretary of the Community by a notice which he shall send to each of the municipalities of the sector at least fifteen days before the date of the meeting; such notice shall indicate the date, hour and place of the meeting.

Calling
meeting
of dele-
gates.

9. Each municipality shall be entitled to one delegate at such meeting; the mayor shall be the delegate *ex officio* thereat.

Delegates.

If the mayor refuses or is unable to act, the council of the municipality shall appoint as delegate another of its members by a resolution a copy of which must be sent to the Community before the meeting.

Replace-
ment of
major.

A majority of the delegates of the municipalities shall constitute a quorum.

Quorum.

10. The secretary of the Community shall preside over such meeting and shall determine the procedure applicable thereto, subject to the provisions which follow.

Secretary
to preside.

11. A delegate may, by a writing delivered to the secretary, nominate any eligible person as a candidate for the office of member of the executive committee.

Nomina-
tions.

The writing must state the surname, given names and qualifications of the candidate and be signed by the delegate making the nomination.

Contents
of writing.

12. The nomination of candidates shall cease one hour after it has been declared open by the secretary during the meeting.

Closing
of nomina-
tions.

13. If, at the expiry of the delay fixed for the nomination of candidates, there

Acclama-
tion.

plus de candidats que de charges à remplir, le secrétaire les déclare élus.

Scrutin. Dans le cas contraire, il ordonne un scrutin.

Vote. **14.** Chaque délégué a droit à un vote et l'élection se fait à la majorité des voix des délégués présents.

Secret. **15.** Le vote a lieu au scrutin secret.

Addition des votes, etc. **16.** Immédiatement après la clôture du scrutin, le secrétaire compte les bulletins et additionne les votes donnés en faveur de chaque candidat. Il déclare ensuite élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de votes.

Égalité. Au cas d'égalité des votes entre deux candidats, un nouveau scrutin est tenu pour les départager.

Mandat des membres. **17.** La durée du mandat des membres du comité exécutif est de quatre ans mais si un tel membre cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Expiration de mandat de maire ou conseiller. Pour les fins de l'alinéa précédent, un membre du comité exécutif ne cesse pas d'être membre du Conseil à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de membre du conseil d'une municipalité pourvu qu'il soit mis en candidature à un tel poste à l'élection qui suit, qu'il y soit élu et dans le cas d'un membre désigné par la Ville de Québec qu'il soit désigné de nouveau par son conseil pour siéger au comité exécutif de la Communauté.

Démission. En cas de démission d'un membre du comité exécutif, y compris le président, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire.

Vacances. **18.** Toute vacance au sein du comité exécutif sauf quant au président doit être comblée dans les trente jours de la date où elle survient, de la même manière,

are not more candidates than offices to be filled, the secretary shall declare them elected.

In every other case, he shall order a Poll. poll to be held.

14. Each delegate shall be entitled to one vote and the election shall be by a majority vote of the delegates present. Voting by delegates.

15. The vote shall be by secret ballot. Secrecy.

16. Immediately after the close of the poll, the secretary shall count the ballots and add up the votes given in favour of each candidate. He shall then declare elected the candidates who have obtained the greatest number of votes. Counting of votes and declaration.

In the case of a tie vote between two candidates, a new poll shall be held to decide the matter. Tie vote.

17. The term of office of the members of the executive committee shall be four years, but if such a member ceases to be a member of the Council before the expiry of such four years, his term of office shall expire on the date on which he ceases to so be a member of the Council; in such case, he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed. Term of office of members.

For the purposes of the preceding paragraph, a member of the executive committee shall not cease to be a member of the Council upon the expiry of his term of office as mayor or as a member of the council of a municipality, provided that he is nominated as a candidate for such a position at the ensuing election, is elected thereat and, in the case of a member appointed by the City of Québec, is reappointed by its council to sit on the executive committee of the Community. Term of office continued.

In the case of the resignation of a member of the executive committee, including the chairman, the resignation shall take effect upon the date of receipt by the secretary of the Community of a written notice to such effect, signed by the person resigning. Resignation.

18. Any vacancy on the executive committee except as regards the chairman shall be filled, within thirty days of the date on which it occurs, in the same Vacancies.

mutatis mutandis, que pour la désignation du membre à remplacer.

Désignation du président, etc.

19. Le président et le vice-président du comité exécutif sont désignés par résolution du Conseil; ils sont choisis parmi les membres du comité exécutif.

Nombre de membres pour l'élection.

20. Aucune élection à la présidence ou à la vice-présidence du comité exécutif ne peut avoir lieu pendant que ce comité compte moins de sept membres et en ce cas, le délai de trente jours visé à l'article 18 est allongé en conséquence.

Conseillers.

21. Sont adjoints au comité exécutif, à titre de conseillers sans droit de vote, le président du Bureau d'assainissement, le président-directeur général de la Commission de transport et le président de la Commission d'aménagement.

Rémunération et pension.

22. Le président et le vice-président du comité exécutif ainsi que les autres membres de ce comité ont droit à la rémunération et à la pension fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Celles-ci sont cependant payées par la Communauté.

Dépenses autorisées.

Le comité exécutif peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un de ses membres pour le compte de la Communauté pourvu qu'elles aient été autorisées par ce comité.

§ 2.—Fonctions

Responsabilité de l'administration.

23. Le comité exécutif est responsable de l'administration des affaires de la Communauté. Il veille à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les décisions du Conseil ainsi que les contrats soient observés et exécutés.

Relations avec les fonctionnaires.

À ces fins, il peut, de sa propre initiative, prendre toutes les mesures qu'il juge utiles et transmettre aux fonctionnaires de la Communauté les instructions appropriées; le comité exécutif peut requérir directement de tout fonctionnaire de la Communauté tout renseignement dont il a besoin.

mutatis mutandis, as for the appointment of the member to be replaced.

19. The chairman and the vice-chairman of the executive committee shall be appointed by resolution of the Council; they shall be chosen from among the members of the executive committee.

Appointment of chairman, etc.

20. No election for the chairmanship or vice-chairmanship of the executive committee shall be held while such committee consists of less than seven members and in such case, the thirty day delay contemplated in section 18 shall be extended accordingly.

Election for chairmanship, etc.

21. The chairman of the Purification Board, the chairman and general manager of the Transit Commission and the chairman of the Planning Commission shall be attached to the executive committee as advisers and shall not have the right to vote.

Advisers.

22. The chairman and the vice-chairman of the executive committee and the other members of such committee shall be entitled to the remuneration and pension fixed by the Lieutenant-Governor in Council. However, such remuneration and pension shall be paid by the Community.

Remuneration of chairman, etc.

The executive committee may authorize the payment of the expenses actually incurred by one of its members on behalf of the Community, provided they have been authorized by such committee.

Payment of members' expenses.

§ 2.—Functions

23. The executive committee shall be responsible for the management of the affairs of the Community. It shall see that the law, the by-laws, the resolutions and decisions of the Council and contracts are complied with and carried out.

Responsibility for management.

For such purposes, it may of its own motion take all such steps as it deems expedient and give appropriate instructions to the officers of the Community; the executive committee may require directly of any officer of the Community any information that it needs.

Dealings with officers of Community.

Préparation de plans, etc.

24. Le comité exécutif veille à la préparation des plans et devis et aux demandes de soumissions.

24. The executive committee shall see to the preparation of plans and specifications, and to the calling for tenders.

Matières soumises au Conseil.

25. Le comité exécutif prépare et soumet au Conseil :

25. The executive committee shall prepare and submit to the Council:

a) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

(a) every application for the appropriation of the proceeds of loans or for any other credit required;

b) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés;

(b) every application for a transfer of funds or credits already voted;

c) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

(c) every report recommending the granting of franchises and privileges;

d) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la Communauté et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

(d) every report concerning the exchange or rental by emphyteutic lease of an immovable belonging to the Community and in addition the rental of its moveable and immovable property, when the term of the lease exceeds one year;

e) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la compétence exclusive du comité exécutif;

(e) every other application the object whereof has not been declared to be within the exclusive competence of the executive committee;

f) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

(f) every plan of classification of functions and of the salaries attached thereto.

Crédits à la disposition du comité.

26. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le Conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du Conseil.

26. Except where otherwise provided, the appropriations voted by the council, either by the budget or out of the proceeds of loans or otherwise, shall remain at the disposal of the executive committee which shall see that they are used for the purposes for which they were voted, without further approval by the Council.

Nomination de fonctionnaires, etc.

27. Sauf prescription contraire de la présente loi, le comité exécutif nomme tous les fonctionnaires de la Communauté et fixe leurs traitements.

27. Save where otherwise provided in this act the executive committee shall appoint all the officers of the Community and shall fix their salaries.

Autorisation de paiements.

28. Le comité exécutif autorise le paiement de toutes les sommes dues par la Communauté, en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.

28. The executive committee shall authorize the payment of all sums due by the Community, observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act.

Contrats soumis au Conseil.

29. Le comité exécutif doit soumettre au Conseil tous les projets de contrats entraînant une dépense excédant \$5,000 ou une dépense non prévue au budget.

29. The executive committee must submit to the Council every draft contract involving an expenditure of more than \$5,000 or an expenditure not provided for in the budget.

Octroi de certains contrats.

Le comité exécutif peut, s'il y est autorisé par règlement du Conseil, octroyer au plus bas soumissionnaire des contrats entraînant une dépense n'excé-

The executive committee may, if so authorized by by-law of the Council, grant to the lowest bidder contracts involving an expenditure of not more

dant pas \$10,000; il peut aussi, sous réserve des dispositions de l'article 104, après demande de soumissions et sans l'autorisation du Conseil, consentir tout contrat dont le prix n'excède pas le montant mis à sa disposition pour cette fin.

Cas d'urgence. Cependant dans les cas d'urgence, le comité exécutif à la requête écrite du gérant a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité doit alors faire un rapport motivé au Conseil à la première assemblée qui suit.

than \$10,000; it may also, subject to section 104, after calling for tenders and without the Council's authorization, award any contract the price whereof does not exceed the amount placed at its disposal for such purpose.

Nevertheless, in urgent cases, the executive committee shall, upon the written application of the manager, be entitled to incur any expenses which it shall deem necessary; the committee shall then submit to the Council, at its next meeting, a report stating the reasons therefor.

Urgent cases.

Règlement de régie interne. 30. Le comité exécutif peut, avec l'approbation du Conseil, adopter un règlement relatif à sa gouverne et à sa régie interne, sous réserve des dispositions de la présente loi.

30. The executive committee, with the approval of the Council, may make a by-law respecting its government and its internal management, subject to the provisions of this act.

By-law for internal management.

Rapport au Conseil. 31. Le comité exécutif peut, de son propre chef, faire rapport au Conseil sur toute matière relevant de la compétence du comité exécutif ou du Conseil.

31. The executive committee may in its own right make a report to the Council on any matter within the competence of the executive committee or of the Council.

Reports to Council.

Renseignements. Le comité exécutif doit fournir au Conseil tout renseignement qui lui est demandé par écrit par un membre du Conseil.

The executive committee shall furnish the Council with any information requested of it in writing by a member of the Council.

Information to Council.

Devoirs du président. 32. Le président du comité exécutif a la direction des affaires et des activités de la Communauté ainsi que de ses fonctionnaires et employés sur lesquels il a droit de surveillance et de contrôle. Il veille à l'observance et à l'exécution fidèle et impartiale de la présente loi et des règlements de la Communauté et des décisions prises par cette dernière.

32. The chairman of the executive committee shall direct the affairs and activities of the Community and its officers and employees over whom he shall have a right of supervision and control. He shall see that this act, the by-laws of the Community and the decisions taken by it are faithfully and impartially observed and carried out.

Duties of chairman.

Membre des comités, etc. Il est d'office membre de tout comité et de toute commission constitués par la Communauté.

He shall be a member *ex officio* of every committee and of every commission constituted by the Community.

Member of committees, etc.

Pouvoirs du vice-président. 33. Le vice-président du comité exécutif exerce tous les pouvoirs du président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

33. The vice-chairman of the executive committee shall exercise all the powers of the chairman if the latter is absent or unable to act.

Vice-chairman.

§ 3.—Procédure

Présidence des assemblées. 34. Les assemblées du comité exécutif sont présidées par le président de ce comité; au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou de vacance de sa

§ 3.—Procedure

34. The meetings of the executive committee shall be presided over by the chairman of such committee; in the case of absence or inability to act of the chair-

Presiding officers.

charge, elles le sont par le vice-président; au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'un et de l'autre ou de vacance de leur charge, les membres présents désignent l'un d'entre eux pour remplacer le vice-président temporairement.

man, or of a vacancy in his office, they shall be presided over by the vice-chairman; in the case of absence or inability to act of both, or of a vacancy in the office of both, the members present shall appoint one of their number to replace the vice-chairman temporarily.

Séances. 35. Les séances du comité exécutif ont lieu à l'endroit, aux jours et aux heures fixés par le règlement adopté en vertu des dispositions de l'article 30 de la présente loi.

Sittings. 35. The sittings of the executive committee shall be held at the place and time and on the day fixed by the by-law passed under section 30 of this act.

Quorum. 36. Le quorum du comité exécutif est de quatre membres.

Quorum. 36. Four members shall constitute a quorum of the executive committee.

Vote. 37. Chaque membre du comité exécutif a un vote.

Voting. 37. Each member of the executive committee shall have one vote.

Disposition applicable. Le troisième alinéa de l'article 52 de la présente loi s'applique, *mutatis mutandis*, aux membres du comité exécutif sauf que le président n'est pas tenu de voter.

Provisions to apply. The third paragraph of section 52 of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to the members of the executive committee except that the chairman shall not be required to vote.

Signature des rapports, etc. 38. Tout rapport et toute résolution du comité exécutif sont signés par la personne qui a présidé l'assemblée où ils ont été adoptés et par le secrétaire de la Communauté.

Signing of reports, etc. 38. Every report and resolution of the executive committee shall be signed by the person who presided over the meeting at which they were adopted, and by the secretary of the Community.

SECTION IV

CONSEIL

§ 1.—Composition

Composition du Conseil. 39. Le conseil de la Communauté se compose d'un représentant par municipalité; le maire y est d'office délégué.

Remplacement du maire. Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant l'assemblée.

Fonctions compatibles. 40. Les fonctions de membre du Conseil et de membre du comité exécutif ne sont pas incompatibles.

Sièges conservés au Conseil. Les membres du Conseil nommés membres du comité exécutif conservent leur siège au Conseil et ont droit de voter

DIVISION IV

COUNCIL

§ 1.—Composition

Composition of Council. 39. The Council of the Community shall consist of one representative from each municipality; the mayor shall be the delegate *ex officio* thereat.

Replacement of mayor. If the mayor refuses or is unable to act, the council of the municipality shall appoint another of its members as delegate by a resolution a copy of which must be sent to the Community before the meeting.

Compatible functions. 40. The functions of member of the Council and of member of the executive committee shall not be incompatible.

Seats in Council retained. The members of the Council who are appointed members of the executive committee shall retain their seats on the

sur toute proposition, question ou rapport soumis au Conseil.

Council and shall be entitled to vote on any motion, matter or report presented or submitted to the Council.

Adresse
des com-
muni-
cations.

41. Tout membre du Conseil doit dans les quinze jours du début de son mandat faire connaître par écrit au secrétaire de la Communauté l'adresse dans le territoire de la Communauté où toutes les communications officielles de la Communauté doivent lui être adressées. Il peut de la même façon changer cette adresse.

41. Within the first fifteen days of his term of office, every member of the Council shall inform the secretary of the Community in writing of the address in the territory of the Community at which all official communications of the Community must be sent to him. He may in the same manner change such address.

Address
for official
commu-
nications.

§ 2.—Assemblées

Date des
assem-
blées.

42. Les assemblées régulières du Conseil ont lieu au moins tous les trois mois. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le Conseil et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière.

42. The regular meetings of the Council shall be held at least every three months. The date of each of such meetings shall be fixed by the Council and the notice of convocation shall mention that it is for a regular meeting.

Regular
meetings.

Proposi-
tion pour
que le co-
mité fasse
rapport.

À une assemblée régulière du Conseil, tout membre peut, à la condition qu'il en ait avisé par écrit le secrétaire de la Communauté en temps utile pour que ce dernier inscrive cette question à l'ordre du jour, proposer que le comité exécutif fasse rapport au Conseil sur toute matière de la compétence de ce dernier; ce membre peut alors exposer les motifs à l'appui de sa proposition et, si cette dernière est secondée, tout autre membre du Conseil a le même droit de parole sur cette proposition; si cette proposition est adoptée par le Conseil ou, si elle concerne un ou plusieurs secteurs, par la majorité des membres de ce ou ces secteurs, le comité exécutif doit faire rapport au Conseil à la prochaine assemblée régulière.

At a regular meeting of the Council, any member, provided he has notified the secretary of the Community in writing thereof within the prescribed delay in order to have such secretary enter such matter on the agenda paper, may make a motion that the executive committee report to the Council on any matter within the Council's competence; such member may then state the reasons in support of his motion and, if such motion is seconded, any other member of the Council shall have the same right to speak on such motion; if such motion is passed by the Council or, if it concerns one or more sectors, by the majority of the members of such sector or sectors, the executive committee shall report to the Council at the next regular meeting.

Motion
for com-
mittee to
report.

Ordre
du jour.

43. L'ordre du jour de chaque assemblée régulière du Conseil doit être dressé par le comité exécutif.

43. The agenda paper for each regular meeting of the Council must be prepared by the executive committee.

Agenda
paper.

Assem-
blées spé-
ciales.

44. Les assemblées spéciales du Conseil sont convoquées par le secrétaire de la Communauté à la demande du président du Conseil, du président du comité exécutif, du comité exécutif lui-même, ou à la demande écrite d'au moins cinq membres du Conseil; l'avis de convocation tient lieu de l'ordre du jour.

44. The special meetings of the Council shall be called by the secretary of the Community upon the request of the chairman of the Council, of the chairman of the executive committee or of the executive committee itself, or upon the written application of not less than five members of the Council; the notice of convocation shall be in lieu of the agenda paper.

Special
meetings.

Affaires
considé-
rées.

À une assemblée spéciale du Conseil, et à tout ajournement d'une telle assemblée, seules les affaires spécifiées dans l'avis de convocation sont prises en considération.

At a special meeting of the Council, and at any adjournment of such a meeting, only the business specified in the notice of convocation shall be considered. Business to be considered.

Expédi-
tion de
l'ordre du
jour.

45. Une copie de l'ordre du jour de toute assemblée régulière et l'avis de convocation doivent être expédiés par le secrétaire de la Communauté et livrés par un fonctionnaire de la Communauté ou un agent de la paix, à chaque membre du Conseil, au moins trois jours avant l'assemblée.

45. A copy of the agenda paper for every regular meeting and of the notice of convocation must be sent by the secretary of the Community and delivered by an officer of the Community or a peace officer to each member of the Council, at least three days before the meeting. Copy of agenda paper, etc., to be sent.

Ajour-
nements.

46. Lorsqu'à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées la première journée, le Conseil doit ajourner à une date ultérieure qui ne doit pas être postérieure au huitième jour suivant la date de cette assemblée.

46. Whenever, at a special or regular meeting, the business submitted could not be entirely disposed of on the first day, the Council must adjourn to a subsequent date which must not be later than the eighth day following the date of such meeting. Adjournments.

Suspen-
sion à mi-
nuit.

Lorsqu'à l'heure de minuit le Conseil n'a pas décidé lui-même de l'ajournement, la séance est automatiquement suspendue à compter de ce moment, sauf pour les fins de déterminer la date de l'ajournement, et à défaut par le Conseil de fixer une date d'ajournement avant une heure du matin, l'assemblée est automatiquement ajournée au jour juridique suivant, à sept heures trente du soir.

When, at the hour of midnight, the Council itself has not decided as to the adjournment, the sitting shall be automatically suspended from such time, except for the purposes of fixing the date of adjournment, and if the Council fails to fix a date of adjournment before one o'clock in the morning, the meeting shall automatically be adjourned to the next following juridical day, at seven thirty in the evening. Suspension at midnight.

Jour non
juridique.

Pour les fins du présent article, le samedi est considéré comme non juridique.

For the purposes of this section, Saturday shall be considered a non-juridical day. Saturday not juridical.

Élection
du prési-
dent, etc.

47. 1. Le Conseil élit un président et un vice-président du Conseil.

47. (1) The Council shall elect a chairman and a vice-chairman of the Council. Election of chairman, etc.

Mandat.

La durée du mandat du président ou du vice-président du Conseil est de quatre ans, mais s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

The term of office of the chairman or of the vice-chairman of the Council shall be four years, but if he ceases to be a member of the Council before the expiry of such four years, his term shall end on the date when he ceases so to be a member of the Council; in such case, he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed. Term of office.

Idem.

Pour les fins de l'alinéa précédent, une telle personne ne cesse pas d'occuper un tel poste à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de conseiller d'une municipalité pourvu qu'elle soit candidat

For the purposes of the preceding paragraph, no such person shall cease to hold such a position at the expiry of his term of office as mayor or councillor of a municipality provided that he is a can- Idem.

Démis- sion.	à l'élection qui suit et qu'elle soit subsé- quemment réélue. En cas de démission du président ou du vice-président du Conseil, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démission- naire.	didate at the ensuing election and is subsequently re-elected. If the chairman or the vice-chairman of the Council resigns, the resignation shall take effect upon the date on which the secretary of the Community receives a written notice to that effect, signed by the person resigning.	Resigna- tion.
Mandat du vice- président.	Le mandat du vice-président du Conseil expire en même temps que celui du prési- dent du Conseil et se termine dans les mêmes circonstances.	The term of office of the vice-chairman of the Council shall expire at the same time as that of the chairman of the Council and shall terminate in the same circumstances.	Expiry of term of vice-chair- man.
Vacances.	Toute vacance doit être comblée, dans les trente jours de la date où elle survient.	Every vacancy shall be filled within thirty days of the date when it occurs.	Vacancy.
Représen- tation.	Si le président du Conseil est un mem- bre du conseil de la Ville de Québec, le vice-président du Conseil doit être un représentant d'une autre municipalité et vice versa.	If the chairman of the Council is a member of the council of the City of Québec, the vice-chairman of the Council shall be a representative of another municipality and vice-versa.	Condi- tions for vice-chair- manship.
Rénumé- ration addition- nelle.	Le président et le vice-président du Conseil ont droit à la rémunération addi- tionnelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.	The chairman and the vice-chairman of the Council shall be entitled to the additional remuneration fixed by the Lieutenant-Governor in Council and paid by the Community.	Additional remu- neration.
Vote.	2. Le président et le vice-président du Conseil peuvent voter comme membres du Conseil, mais n'ont pas de voix pré- pondérante au cas d'égalité des voix.	(2) The chairman and the vice-chair- man of the Council may vote as members of the Council but shall not have a casting- vote in the case of a tie-vote.	Vote of chairman, etc.
Fonction du président.	Le président du Conseil préside les as- semblées du Conseil. Il maintient l'ordre et le décorum pendant les séances du Con- seil; il peut faire expulser d'une séance du Conseil toute personne qui en trouble l'ordre.	The chairman of the Council shall preside over the meetings of the Council. He shall maintain order and decorum during the sittings of the Council; he may cause to be expelled from any sitting of the Council any person who disturbs order there.	Chair- manship of meet- ings.
Pouvoirs du vice- président.	Le vice-président du Conseil exerce tous les pouvoirs du président du Conseil au cas d'absence, de refus ou d'incapacité d'agir de ce dernier.	The vice-chairman of the Council shall exercise all the powers of the chairman of the Council if the latter is absent or refuses or is unable to act.	Exercise of powers.
Assem- blées pu- bliques.	3. Les assemblées du Conseil sont pu- bliques.	(3) The meetings of the Council shall be public.	Meetings public.
Quorum.	48. Le quorum des séances du Conseil est formé par la majorité des membres.	48. A majority of the members shall constitute a quorum at sittings of the Council.	Quorum of Council.
Partici- pation aux séances, etc.	49. Les membres du comité exécutif, le président du Bureau d'assainissement, celui de la Commission d'aménagement et le président-directeur général de la Com- mission de transport ont droit de participer aux séances du Conseil, mais sans droit de vote en ces qualités.	49. The members of the executive committee, the chairman of the Purifica- tion Board, the chairman of the Planning Commission and the chairman and general manager of the Transit Commission shall be entitled to participate at sittings of the Council, but shall not be entitled to vote as such.	Delibera- tion powers of of mem- bers, etc.

Décisions. 50. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix.

Nombre de voix. Chaque membre du Conseil dispose d'une voix pour chaque millier d'habitants de la municipalité qu'il représente. Le président peut voter comme membre du Conseil, mais il n'a pas de voix prépondérante au cas d'égalité des voix.

Obligation de voter. 51. Tout membre du Conseil présent à une assemblée est tenu de voter. Cependant, aucun membre du Conseil ne peut voter sur une question dans laquelle il a, par lui-même ou par son associé, un intérêt pécuniaire et direct; n'est pas considérée un intérêt pécuniaire et direct l'acceptation ou la réquisition de services mis à la disposition du public suivant un tarif établi.

Intérêt personnel. Le Conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question et ce membre ne peut voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Rémunération. 52. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération des membres du Conseil.

Paiement des dépenses autorisées. Le Conseil peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un de ses membres pour le compte de la Communauté pourvu qu'elles aient été autorisées par ce Conseil.

Réduction de traitement au cas d'absence, etc. Il est retranché le montant fixé par règlement de la Communauté du traitement de tout membre du Conseil pour chaque jour où le Conseil siège, si ce membre du Conseil n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour là, à moins que son absence soit motivée par une impossibilité en fait d'assister à la séance ou s'il s'est abstenu de voter à cause d'un intérêt pécuniaire relativement à la question mise aux voix et qu'il a déclaré cet intérêt à la séance du Conseil.

Décision sur absence. 53. Il appartient au Conseil de décider en dernier ressort, à la demande d'un de ses membres qui s'est absenté d'une séance, si ce membre a été dans l'impossibilité en fait d'assister à cette séance. Cette demande doit être faite à la prochaine séance

50. The decisions of the Council shall **Decisions.** be taken by a majority vote.

Each member of the Council shall have **Number of votes.** one vote for every one thousand inhabitants of the municipality which he represents. The chairman may vote as a member of the Council, but he shall not have a casting-vote in the case of a tie vote.

51. Every member of the Council who **Duty to vote.** is present at a meeting must vote. However, no member of the Council shall vote on any matter in which he has a direct pecuniary interest either through himself or through a partner; the acceptance of or requisition for services made available to the public according to an established tariff shall not be deemed a direct pecuniary interest.

In case of dispute, the Council shall **Personal interest.** decide whether the member has a personal interest in the matter, and such member shall not vote on the matter of his interest.

52. The Lieutenant-Governor in **Remuneration.** Council shall fix the remuneration of the members of the Council.

The Council may authorize the payment **Expenses of members.** of the expenses actually incurred by one of its members on behalf of the Community provided that they have been authorized by such Council.

Such amount as is fixed by by-law of **Deduction from salary in case of absence, etc.** the Community shall be deducted from the salary of any member of the Council for each day that the Council sits, if such member of the Council does not attend such sitting or does not vote on a matter put to a vote on such day, unless his absence is due to its being impossible in fact for such member to attend such sitting or if he has abstained from voting by reason of a pecuniary interest relating to the matter put to a vote and he has declared such interest at the sitting of the Council.

53. At the request of one of its **Decision on non-attendance.** members who has absented himself from a sitting, it shall be the duty of the Council to decide finally whether it was in fact impossible for such member to attend such sitting. Such request must

à laquelle assiste ce membre du Conseil, qu'il s'agisse d'une séance régulière ou spéciale et que cet article apparaisse ou non à l'ordre du jour de cette séance.

be made at the next sitting which such member of the Council attends, whether such sitting is regular or special and whether or not such item appears on the agenda paper for such sitting.

Procès-verbaux.

54. Les procès-verbaux des votes et délibérations du Conseil sont tenus et inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Communauté; après avoir été lus et ratifiés à l'assemblée suivante, ils sont signés par le président du Conseil et par le secrétaire de la Communauté; ils sont accessibles à tous les intéressés qui désirent les examiner.

54. The minutes of the votes and proceedings of the Council shall be kept and entered in a book kept for such purpose by the secretary of the Community; after being read and confirmed at the following meeting, they shall be signed by the chairman of the Council and by the secretary of the Community; they shall be open to the inspection of all interested persons who wish to examine them. Minutes.

Rapport du comité exécutif.

55. Toute matière qui est de la compétence du Conseil doit, sauf prescription contraire, être soumise au comité exécutif pour rapport à ce sujet.

55. Except where otherwise provided, every matter within the competence of the Council must be submitted to the executive committee for a report on such subject. Report of executive committee.

Approbation, etc.

Ce rapport peut être approuvé, modifié, retourné ou rejeté.

Such report may be approved, amended, referred back or rejected. Approval, etc.

§ 3.—Règlements

§ 3.—By-laws

Copie de règlement proposé, etc.

56. Un exemplaire de tout règlement proposé par le comité exécutif au Conseil, doit accompagner l'avis de convocation de l'assemblée au cours de laquelle il doit être considéré.

56. A copy of every by-law which the executive committee proposes to the Council shall be sent with the notice of convocation of the meeting at which it is to be considered. Copy of proposed by-law, etc.

Signatures.

57. Pour être authentique, l'original d'un règlement doit être signé par le président du Conseil et par le secrétaire.

57. To be authentic, the original of a by-law shall be signed by the chairman of the Council, and by the secretary. Signature.

Effet des approbations.

58. L'approbation, par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre ou la Commission municipale de Québec, d'un règlement ou d'autre procédure adopté par le Conseil, dans le cas où cette approbation est prescrite par une disposition de la présente loi, n'a pas d'autre effet que celui de rendre exécutoire, suivant la loi, ce règlement ou cette procédure; cette approbation peut être remplacée par une autorisation.

58. The approval, by the Lieutenant-Governor in Council, the Minister or the Québec Municipal Commission, of a by-law or other proceeding adopted by the Council, in the cases where such approval is prescribed by a provision of this act, shall have no other effect than that of rendering such by-law or proceeding executory according to law; such approval may be replaced by an authorization. Effect of approval.

Approbation partielle.

Cette approbation peut être partielle ou restreinte.

Such approval may be of a part only, or qualified. Partial approval.

Livre des règlements.

59. L'original de tout règlement est enregistré au long dans un livre spécial intitulé: « Livre des règlements de la Communauté urbaine de Québec ».

59. The original of every by-law shall be registered at length in a special book entitled: "Book of the by-laws of the Québec Urban Community". Book of by-laws.

Entrée
de l'avis
de publi-
cation.

Le secrétaire doit aussi entrer dans ce livre, à la suite de chaque règlement enregistré, une copie certifiée de l'avis de publication de ce règlement.

The secretary shall also enter in such book, at the end of every by-law registered therein, a certified copy of the notice of publication of such by-law.

Entries.

Garde.

Le secrétaire a la garde des règlements de la Communauté.

The secretary shall be the custodian of the by-laws of the Community.

Custody.

Plusieurs
objets
dans un
règlement.
Idem.

60. Il peut être disposé de plusieurs objets dans un même règlement.

60. Several subject-matters may be provided for in one and the same by-law.

Several

subject-

matters

in one

by-law.

Idem.

Dans le cas où plusieurs objets dont il est disposé dans un règlement requièrent certaines approbations pour entrer en vigueur, il n'est pas nécessaire que chacun de ces objets reçoive ces approbations séparément, mais il suffit qu'elles soient données au règlement tout entier.

Where several subject-matters provided for in one and the same by-law require certain approvals before coming into force, it shall not be necessary that each of such subject-matters receive such approvals separately and it shall be sufficient that they be given to the by-law as a whole.

Entrée en
vigueur.

61. Sauf les cas autrement prévus par la loi, les règlements de la Communauté entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est pas autrement prescrit, le jour de leur publication.

61. Except where otherwise provided by law, every by-law of the Community shall come into effect and have force of law, if not otherwise provided for therein, on the day of the publication thereof.

Coming

into

effect.

Publica-
tion.

62. Les règlements sont publiés, après leur passation ou leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations, sous la signature du secrétaire, par affichage au bureau de la Communauté et par insertion une fois dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la Communauté, d'un avis dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date de son adoption et de l'endroit où il peut en être pris communication.

62. Every by-law shall be published, after the passing thereof or its final approval in the case where it has been submitted to one or several approvals, under the signature of the secretary, by being posted up at the office of the Community and by one insertion in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in the territory of the Community, of a notice mentioning the object of the by-law, the date on which it was passed, and the place where communication thereof may be had.

Publica-

tion.

Mentions
des appro-
bations.

Si le règlement est revêtu d'une ou plusieurs approbations, l'avis doit mentionner la date de chacune de ces approbations.

If the by-law has received one or several approvals, the notice shall mention the date of each of these approvals.

Mention

in notice.

Durée des
règle-
ments.

63. Les règlements sont exécutoires et restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, abrogés, désavoués ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du temps pour lequel ils ont été adoptés.

63. Every by-law shall be executory and remain in force until amended, repealed, disallowed or annulled by competent authority, or until the expiry of the period for which it has been made.

Duration.

Modifica-
tions, etc.

64. Les règlements qui, avant d'entrer en vigueur, ont été soumis à une ou plusieurs approbations, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière.

64. No by-law which, before coming into force, was submitted to one or several approvals, may be amended or repealed except by another by-law approved in the same manner.

Amend-

ment, etc.

Lois
publiques.

65. Les règlements de la Communauté, lorsqu'ils sont promulgués, sont

65. Every by-law passed by the Community shall, when published, be

Public

law.

considérés comme des lois publiques et il n'est pas nécessaire de les plaider spécialement.

deemed public law, and it shall not be necessary to allege it specially.

Force
probante
des copies.

66. Toute copie d'un règlement fait preuve de son contenu pourvu qu'elle soit certifiée par le secrétaire et qu'elle porte le sceau de la Communauté, sans qu'il soit nécessaire de prouver la validité du sceau ni la signature du secrétaire, sauf le droit de toute personne attaquant le règlement d'en contester l'authenticité par inscription de faux.

66. Any copy of a by-law shall make evidence of its contents, provided that it is certified by the secretary and sealed with the corporate seal of the Community, without any proof being necessary of the validity of the seal, or of the signature of the secretary, saving the right of any party attacking the by-law to proceed against the same by improbation.

Certified
copies.

Infractions
et
peines.

67. La Communauté peut imposer pour chaque infraction aux dispositions d'un règlement, une amende, avec ou sans frais, ou un emprisonnement.

67. The Community may impose, for each offence against the provisions of any by-law, either a fine, with or without costs, or imprisonment.

Penalties
for in-
fringe-
ments.

Idem.

Lorsque la peine imposée est une amende, avec ou sans frais, le règlement peut prescrire l'emprisonnement du contrevenant à défaut de paiement du montant de la condamnation dans le délai imparti par le tribunal, mais l'emprisonnement cesse dès que ce montant est payé.

When the penalty imposed is a fine, with or without costs, the by-law may provide for the imprisonment of the offender failing payment of the amount of the condemnation within the delay prescribed by the court, but the imprisonment shall cease upon payment of such amount.

Idem.

Idem.

Sauf prescription contraire de la présente loi, l'amende ne doit en aucun cas excéder cinq cents dollars, ni l'emprisonnement durer plus de soixante jours. Cependant, dans le cas de récidives dans les douze mois de la date de la première offense, l'amende pour la première récidive peut être d'un minimum de cent dollars et d'un maximum de cinq cents dollars et toute récidive subséquente d'un minimum de cinq cents dollars et d'un maximum de mille dollars.

Save where otherwise provided by this act, the fine shall in no case exceed five hundred dollars nor shall the imprisonment last longer than sixty days. However, in the case of subsequent offences committed within twelve months of the date of the first offence, the fine for a first subsequent offence may be of a minimum of one hundred dollars and a maximum of five hundred dollars and for any subsequent offence, of a minimum of five hundred dollars and a maximum of one thousand dollars.

Idem.

Infraction
continue.

Si l'infraction à un règlement est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

If the offence against a by-law continues, such continuation shall constitute a separate offence, day by day.

Contin-
uous
offence.

Frais
inclus.

Les frais comprennent, dans tous les cas, les frais d'exécution du jugement.

The costs shall include in all cases the costs of the execution of the judgment.

Costs.

Discretion
du
tribunal.

Toutefois, lorsque, au lieu d'une pénalité fixe, un règlement prévoit soit une pénalité maximum et une pénalité minimum, soit une pénalité maximum seulement, le tribunal peut, à sa discrétion, imposer, dans le premier cas, la pénalité qu'il juge à propos dans les limites de ce maximum et de ce minimum, et, dans le second cas, celle qu'il juge à propos jusqu'à concurrence de ce maximum.

Nevertheless, whenever, instead of a fixed penalty, a by-law provides either a maximum and minimum penalty or a maximum penalty only, the court may, at its discretion, impose, in the first instance, such penalty as it sees fit within the limits of such maximum and such minimum, and, in the second instance, such penalty as it sees fit up to the extent of such maximum.

Judicial
discretion.

Requête
en cassa-
tion de
règlement.

68. Toute personne inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la Communauté ou dans une municipalité jusqu'à l'entrée en vigueur du rôle de la Communauté, ainsi que toute municipalité et toute autre personne intéressée peuvent, par requête, demander et obtenir pour cause d'illégalité la cassation de tout règlement ou de toute partie d'un règlement de la Communauté, avec dépens contre la Communauté.

Présen-
tation.

Cette requête est présentée à la Cour provinciale siégeant dans le district judiciaire de Québec qui a juridiction exclusive en ces matières.

Recours
non exclu.

Ce recours n'exclut pas ni n'affecte celui que permet l'article 33 du Code de procédure civile.

Contenu
de la
requête.

69. La requête doit articuler d'une manière claire et précise les moyens invoqués à l'appui de la demande, et être accompagnée d'une copie certifiée du règlement attaqué, si telle copie a pu être obtenue.

Produc-
tion de
copie de
règlement.

Si cette copie n'a pu être obtenue, le tribunal ou le juge de la Cour provinciale, sur demande, doit en ordonner la production par le secrétaire de la Communauté, et, pour cette fin, ce fonctionnaire est considéré comme un officier du tribunal.

Significa-
tion.

70. La requête est signifiée au secrétaire de la Communauté au moins quatre jours avant d'être présentée au tribunal.

Caution
pour les
frais.

71. Avant la signification de la requête, le requérant donne caution pour les frais en la manière ordinaire, à défaut de quoi cette requête ne peut être reçue par le tribunal.

Réponses.

72. Le tribunal ou le juge peut permettre de répondre par écrit à la requête, s'il le juge à propos.

Jugement
de cassa-
tion.

73. 1. Le tribunal peut casser ce règlement, en tout ou en partie, et ordonner la signification du jugement au secrétaire de la Communauté, et sa publication en tout ou en partie dans un ou plusieurs journaux quotidiens de langue française

68. Any person entered on the valuation roll in force in the Community or in a municipality until the coming into force of the roll of the Community, and any municipality and any other person concerned may, by motion, apply for and obtain, on the ground of illegality, the quashing of any by-law or part of a by-law of the Community, with costs against the Community.

Motion
to quash
valuation
roll.

Such motion shall be presented to the Provincial Court sitting in the judicial district of Québec, which shall have exclusive jurisdiction in such matters.

Presenta-
tion.

Such recourse shall not exclude or affect the recourse allowed by article 33 of the Code of Civil Procedure.

Recourse
not
excluded,
etc.

69. The motion shall set forth, in a clear and precise manner, the reasons alleged in support of the application, and shall be accompanied by a certified copy of the by-law impugned, if such copy could be obtained.

Allega-
tions of
motion.

If such copy could not be obtained, the court or the judge of the Provincial Court, upon application, shall order the production thereof by the secretary of the Community, and such officer shall for such purposes be deemed to be an officer of the court.

Produc-
tion of
copy of
by-law.

70. The motion shall be served upon the secretary of the Community, four days at least before it is presented to the court.

Service.

71. Before service of the motion, the applicant shall give security for costs in the usual manner; otherwise such motion shall not be received by the court.

Security
for costs.

72. The court or the judge may, if it or he deems it expedient, allow the motion to be answered in writing.

Answer.

73. (1) The court may quash such by-law in whole or in part, order the service of the judgment upon the secretary of the Community, and order the same to be published in whole or in part in one or more English-language daily news-

Judg-
ment
ordering
quashing.

et de langue anglaise circulant dans le territoire de la Communauté.

Effet. 2. Tout règlement, ou toute partie de règlement, ainsi cassé, cesse d'être en vigueur à compter de la date du jugement.

Dépens. 74. Le tribunal peut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation, et ces dépens sont recouvrables tant contre elles que contre les cautions.

Exécution contre les cautions. Trente jours après la signification du jugement aux cautions, il est exécutoire contre elles, quant aux dépens.

Responsabilité pour les dommages. 75. La Communauté est seule responsable des dommages et des actions provenant de la mise en vigueur d'un règlement ou de partie d'un règlement dont la cassation a été ainsi obtenue.

Prescription. 76. Le droit de demander la cassation d'un règlement se prescrit par trois mois à compter de son entrée en vigueur.

Aucun appel. 77. Il n'y a pas d'appel des jugements interlocutoires rendus au cours d'une instance en cassation de règlement; ils peuvent être révisés en même temps que le jugement final si ce dernier est porté en appel.

Cassation de procès-verbaux, etc. 78. Les procès-verbaux, rôles, résolutions et autres ordonnances de la Communauté peuvent être cassés par la Cour provinciale du district de Québec, pour cause d'illégalité, de la même manière, dans le même délai et avec les mêmes effets qu'un règlement de la Communauté.

Action en nullité. Le recours spécial donné par le présent article n'exclut pas ni n'affecte l'action en nullité dans les cas où elle peut avoir lieu en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile.

Règlements au ministre. 79. Un exemplaire de tout règlement de la Communauté doit être transmis sans retard au ministre.

Désaveu. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans les trois mois suivant la réception de cet exemplaire par le ministre, désavouer le règlement, en entier ou en

papers and French-language daily newspapers circulating in the territory of the Community.

(2) Every by-law or part of a by-law so quashed shall cease to be in force from the date of the judgment. **Effect of quashing**

74. The court may condemn either of the parties to pay the costs of the contestation, and such costs may be recovered from them and from the sureties. **Payment of costs.**

The judgment, as far as the costs are concerned, shall be executory against the sureties, thirty days after a copy thereof has been served upon them. **Execution against sureties.**

75. The Community shall alone be responsible for the damages and suits which may arise from the putting into force of any by-law or part of a by-law the quashing of which has been so obtained. **Responsibility for damages.**

76. The right to apply for the quashing of a by-law shall be prescribed by three months from the coming into force of such by-law. **Prescription.**

77. There shall be no appeal from interlocutory judgments rendered in an action to quash a by-law; they may be revised at the same time as the final judgment if an appeal is brought from the latter. **No appeal, etc.**

78. Any *procès-verbal*, roll, resolution and other order of the Community may be set aside by the Provincial Court of the district of Québec, by reason of illegality, in the same manner, within the same delay and with the same effect as a by-law of the Community. **Setting aside procès-verbal, etc.**

The special recourse granted by this section shall not exclude or affect the action to annul in cases where such action may be brought under article 33 of the Code of Civil Procedure. **Action to annul.**

79. A copy of every by-law of the Council must be transmitted forthwith to the Minister. **Copy of by-law to Minister.**

The Lieutenant-Governor in Council, within the three months following the receipt of such copy by the Minister, may disallow the by-law, in whole or in part, **Disallowance.**

partie, à moins qu'il ne l'ait antérieurement approuvé ou que le ministre ne l'ait antérieurement approuvé.

Publication d'avis.

L'avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et du jour de cette publication, le règlement est nul et de nul effet.

unless he or the Minister has previously approved it.

Notice of such disallowance shall be published in the *Québec Official Gazette* and from the day of such publication the by-law shall be null and void.

Publication of notice.

§ 4.—Commissions du Conseil

Commissions.

80. Le Conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales, composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires, pour l'exercice d'un mandat relevant de la compétence du Conseil et déterminé par ce dernier.

Remplacement de membres.

Le Conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre des commissions.

Président membre d'office.

Le président du comité exécutif fait partie d'office de toutes les commissions.

Rapports.

Les commissions rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions au moyen de rapports signés par leur président, ou par la majorité des membres qui les composent.

Ratification, etc.

Nul rapport d'une commission nommée en vertu du présent article n'a d'effet s'il n'est ratifié ou adopté par le Conseil.

Interrogatoire des témoins et enquêtes.

81. Si, dans les affaires soumises au Conseil ou à ses commissions, il est nécessaire, dans l'intérêt de la Communauté, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment ou de toute autre manière, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la Communauté, de faire des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au Conseil concernant les matières de son ressort, toute commission chargée par le Conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, ou la commission devant laquelle ces questions sont soulevées, peut faire signifier une citation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant elle, afin de donner son témoignage sur les faits ou questions faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, et qui sont décrits dans la citation.

§ 4.—Committees of the Council

80. The Council may appoint permanent or special committees, composed of as many of its members as it deems necessary, to exercise a mandate within the competence of the Council and determined by it.

Committees.

The Council may replace any member of the said committees whenever it sees fit.

Replacing members.

The chairman of the executive committee shall be a member *ex officio* of all committees.

Chairman.

Every committee shall render account of its labours and decisions by reports signed by its chairman or by a majority of the members who compose it.

Reports.

No report of a committee appointed under this section shall have any effect until it has been ratified or adopted by the Council.

Ratification, etc.

81. If questions of fact arise in matters before the Council or any of its committees, which the interest of the Community requires to be investigated by the examination of witnesses on oath or otherwise, or if it also becomes necessary, in the like interest, to institute inquiries into the truth of representations which may be made to the Council respecting matters within its jurisdiction, any committee appointed by the Council to investigate the same, or to make such inquiry, or the committee before which any such question arises, may cause to be issued a summons signed by its chairman requiring any person to appear before such committee, for the purpose of giving evidence on the facts or question under inquiry, and also, if deemed expedient, to produce any papers or documents in his possession or under his control, bearing upon such question or inquiry, and described in such summons.

Examination of witnesses and inquiries.

Refus de
comparaître,
etc.

Si une personne ainsi assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans la citation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous serment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les documents mentionnés dans la citation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de la citation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au comité exécutif, qui doit alors contraindre cette personne à comparaître et la forcer à répondre à toutes les questions légales, par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province.

Peines.

Toute personne qui néglige ou refuse de comparaître ou refuse de produire des documents ou d'être interrogée comme susdit est passible, si elle est trouvée coupable par le tribunal ayant juridiction pour le recouvrement des pénalités édictées par les règlements de la Communauté, des peines prévues à l'article 67.

Serments.

Le président de toute commission du Conseil est autorisé à faire prêter le serment aux témoins.

If any person so summoned neglects or refuses to appear at the time and place appointed by such summons, or if, appearing, he refuses to be examined on oath respecting the said inquiry, or to obey any order to produce documents mentioned in such summons, insofar as he is able so to do, a return of the issue and service of the summons and of such default or refusal may be made to the executive committee, which shall thereupon compel the attendance of such person, and compel him to answer all lawful questions by such means as are used for such purposes in the ordinary courts of civil jurisdiction in the Province.

Recalcitrant
witness.

Every person neglecting or refusing to appear, or refusing to produce documents or to be examined as aforesaid, shall, on conviction therefor by the Court which has jurisdiction to recover the penalties enacted by the by-laws of the Community, be liable to the penalties provided in section 67.

Penalties.

The chairman of any committee of the Council may administer the oath to the witnesses.

Oath.

SECTION V

SERVICES ADMINISTRATIFS ET FONCTIONNAIRES

Nomina-
tions.

82. Le Conseil nomme un secrétaire, un gérant et un trésorier.

Devoir
définis
par ré-
glement.

Le Conseil peut, par règlement, définir leurs devoirs non déterminés par la présente loi. S'il le juge opportun, le Conseil peut nommer une seule personne pour remplir les charges de secrétaire et de trésorier. Le fonctionnaire remplissant ces charges est alors désigné sous le nom de secrétaire-trésorier, et il possède les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et est soumis aux mêmes obligations et pénalités que ceux déterminés et prescrits à l'égard de ces charges.

Rémuné-
rations,
etc.

Le comité exécutif, cependant, fixe leur rémunération et leurs autres conditions de travail.

Adjoints.

Le comité exécutif peut aussi nommer un secrétaire-adjoint, un trésorier-adjoint et un gérant-adjoint qui remplacent les

DIVISION V

ADMINISTRATIVE DEPARTMENTS AND OFFICERS

82. The Council shall appoint a secretary, a manager and a treasurer.

Appoint-
ments.

The Council, by by-law, may also define such of their duties as are not determined by this act. The Council, if it deems it expedient, may appoint a single person to fill the offices of secretary and treasurer. In such case, the officer filling such office shall then be known as the secretary-treasurer, and he shall have the same rights, powers and privileges, and shall be liable to the same obligations and penalties, as those determined and prescribed for such charges.

By-law
to define
duties,
etc.

However, the executive committee shall fix their remuneration and their other conditions of employment.

Remu-
neration,
etc.

The executive committee may also appoint an assistant-secretary, an assistant treasurer and an assistant manager to

Assistant-
secretary,
etc.

personnes dont ils sont les adjoints en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ces dernières.

Inéligibilité.

Une personne ne peut être nommée à titre permanent pour remplir un poste prévu au présent article ou au premier alinéa de l'article 83 si elle demeure à l'emploi d'une municipalité.

replace the persons whose assistants they are, if such persons are absent or unable to act.

A person shall not be appointed permanently to hold a position contemplated in this section or in the first paragraph of section 83 if he remains in the employ of a municipality.

Ineligibility.

Services de la Communauté.

83. Le Conseil peut créer, par règlement, les différents services de la Communauté et établir le champ de leurs activités; il nomme les chefs de ces services et définit leurs devoirs.

83. The Council, by by-law, may establish the various departments of the Community and establish the field of their activities; it shall appoint the heads of such departments and define their duties.

Departments of Community.

Remplacement temporaire.

84. En cas d'incapacité d'agir des fonctionnaires visés aux articles 82 et 83 ou si leur poste est vacant, le comité exécutif peut nommer un remplaçant pour une période maximum de 90 jours qui peut être renouvelée pour une autre période d'au plus 90 jours.

84. Where any officer contemplated in sections 82 and 83 is unable to act or his position is vacant, the executive committee may appoint a person to replace him for a maximum period of 90 days which may be renewed for another period not exceeding 90 days.

Temporary replacement.

Destitution du secrétaire, etc.

85. La majorité absolue des voix de tous les membres du Conseil est requise pour la destitution ou la réduction de traitement du secrétaire, du trésorier, du gérant ou d'un chef de service.

85. The absolute majority of the votes of all the members of the Council shall be required in order to remove or reduce the salary of the secretary, treasurer manager or head of a department.

Removal, etc., of secretary, etc.

Id., fonctionnaires et employés.

86. Le vote de la majorité absolue des membres du comité exécutif est requis pour la destitution ou la réduction de traitement de tout autre fonctionnaire ou employé de la Communauté qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail, et qui occupe ses fonctions depuis au moins six mois.

86. The vote of the absolute majority of the members of the executive committee shall be required in order to remove or reduce the salary of any other officer or employee of the Community who is not an employee within the meaning of the Labour Code and who has held his office for at least six months.

Id., other officers or employees.

Signification de résolution et appel.

87. La résolution destituant un fonctionnaire ou employé visé aux articles 85 ou 86 ou réduisant son traitement doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres; la personne ainsi destituée, ou dont le traitement a été ainsi réduit, peut, sous réserve de l'article 63 de la Loi de police (1968, chapitre 17), interjeter appel de cette décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

87. The resolution removing an officer or employee contemplated in section 85 or 86 or reducing his salary shall be served by handing a copy thereof to him in person; the person so removed or whose salary was so reduced may, subject to section 63 of the Police Act (1968, chapter 17), appeal from such decision to the Québec Municipal Commission which shall decide finally after inquiry.

Service of resolution and right of appeal.

Délai.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours de la signification de la résolution.

Such appeal shall be taken within fifteen days of the service of the resolution.

Delay.

Dépenses de l'appel.

88. Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la Communauté de payer à l'appellant une somme

88. If the appeal is upheld, the Commission may also order the Community to pay to the appellant such sum of money

Expenses for appeal.

d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête de l'appellant à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure, suivant leur juridiction respective; l'appellant peut ensuite exécuter le jugement contre la Communauté.

as it determines to indemnify him for the expenses he has incurred for such appeal; the order to that effect shall be homologated, upon motion by the appellant to the Provincial Court or to the Superior Court, according to their respective jurisdictions; the appellant may thereafter execute the judgment against the Community.

Devoirs
du
secrétaire.

89. Le secrétaire de la Communauté a la garde du sceau et des archives de la Communauté. Il dirige le service de secrétariat.

89. The secretary of the Community shall be the custodian of the seal and records of the Community. He shall manage the secretary's department. Duties of secretary.

Assistance
aux as-
semblées.
Force
probante
des procès-
verbaux,
etc.

Il assiste à toutes les assemblées du comité exécutif et du Conseil.

He shall attend all the meetings of the executive committee and of the Council. Attending meetings.

Les procès-verbaux des séances du comité exécutif, approuvés et signés par le président de ce comité et par le secrétaire, ainsi que les procès-verbaux des séances du Conseil, approuvés et signés par le président du Conseil et par le secrétaire, font preuve de leur contenu; il en est de même des documents et copies émanant de la Communauté et faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont certifiés par le secrétaire. Le secrétaire signe tous les contrats de la Communauté.

The minutes of the sittings of the executive committee, approved and signed by the chairman of such committee and by the secretary, and the minutes of the sittings of the Council, approved and signed by the chairman of the Council and by the secretary, shall be taken as evidence of their contents; the same shall apply to documents or copies emanating from the Community and forming part of its records, when certified by the secretary. The secretary shall sign all the contracts of the Community. Evidence of minutes, etc.

Devoirs
du gérant.

90. Sous réserve des dispositions de la présente loi, le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent:

90. Subject to the provisions of this act, the manager shall have the following functions and duties. Duties of manager.

a) administrer les affaires de la Communauté sous l'autorité du comité exécutif;

(a) under the authority of the executive committee, to manage the affairs of the Community;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du secrétaire et du commissaire à l'évaluation;

(b) as mandatar of the executive committee, to exercise authority over the heads of departments, with the exception of the secretary and the valuation commissioner;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services;

(c) to ensure coordination between the executive committee and the heads of departments;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la Communauté;

(d) to transmit to the executive committee any correspondence sent to him by the departments of the Community;

e) assister aux réunions du comité exécutif;

(e) to attend the meetings of the executive committee;

f) avoir accès à tous les dossiers de la Communauté;

(f) to have access to all the Community's records;

g) obliger tout fonctionnaire ou employé de la Communauté à lui fournir tous les renseignements et tous les documents qu'il lui aura demandés;

(g) to compel any officer or employee of the Community to furnish him with all information and documents which he requires;

h) assurer la réalisation des plans et des programmes de la Communauté sous l'autorité du comité exécutif;

i) obtenir, examiner et présenter au comité exécutif, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du Conseil;

j) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif;

k) s'assurer que l'argent de la Communauté est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

l) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer.

Communi-
cations.

Toutes les communications entre le comité exécutif et les fonctionnaires de la Communauté se font par l'entremise du gérant.

Trésorier.

91. Le trésorier dirige le service de la trésorerie.

(h) under the authority of the executive committee, to ensure the carrying out of the plans and programmes of the Community;

(i) to obtain, examine and present to the executive committee projects prepared by heads of departments on matters requiring the approval of the executive committee or of the Council;

(j) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee;

(k) to satisfy himself that the money of the Community is used in accordance with the appropriations comprised in the budget, by-laws and resolutions;

(l) to submit forthwith, to the executive committee, a list of accounts payable.

All communications between the executive committee and the officers of the Community shall be made through the manager.

Communi-
cations.

91. The treasurer shall direct the treasury department. Treasurer.

SECTION VI

POUVOIRS GÉNÉRAUX

Pouvoirs
de la
Commu-
nauté.

92. La Communauté peut, en outre des autres pouvoirs qu'elle possède en vertu de la présente loi:

a) avoir un sceau qu'elle peut modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) s'obliger et obliger autrui envers elle en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;

d) acquérir de gré à gré tout bien meuble ou immeuble;

e) vendre, échanger, grever, donner à bail ou aliéner tout bien meuble ou immeuble en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;

f) construire, posséder, entretenir, améliorer et utiliser, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a la jouissance, tout ouvrage susceptible de favoriser l'exercice de sa compétence et contribuer ou aider de toute manière à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de tels ouvrages;

g) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de

SECTION VI

GENERAL POWERS

92. In addition to the other powers which it has under this act, the Community may: Powers of
Communi-
ty.

(a) have a seal which it may alter at will;

(b) appear before the courts;

(c) bind itself and bind others towards it by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;

(d) acquire by agreement any moveable or immoveable property;

(e) sell, exchange, encumber, lease or alienate any moveable or immoveable property by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;

(f) construct, own, maintain, improve and use, on its property or on that of which it has the enjoyment, any work calculated to further the exercise of its powers, and contribute to or assist in any manner in the construction, improvement or maintenance of such work;

(g) establish and maintain or assist in the establishment or maintenance of relief

secours ou de retraites ou de régimes de rentes en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

h) adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite de ses affaires;

i) faire toutes les études qu'elle juge utiles à l'exercice de sa compétence, que ces études portent sur son territoire ou sur un autre territoire.

Ententes.

93. La Communauté peut, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci, et peut, avec l'autorisation du ministre, conclure avec tout autre organisme public, y compris une municipalité et une commission scolaire, des ententes relatives à l'exercice de sa compétence; elle peut alors les exécuter, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent, et ce même à l'extérieur de son territoire.

Expropriation.

94. La Communauté peut acquérir par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou droit réel quelconque, dans les limites de son territoire ou à l'extérieur de celui-ci, dont elle a besoin pour la réalisation de ses objets.

Autorisation en certains cas.

Cependant, s'il s'agit d'un immeuble, partie d'immeuble ou droit réel consacré à un usage public ou non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale, l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil est requise.

Procédure.

95. Pour exproprier, la Communauté procède, *mutatis mutandis*, selon les dispositions du Code de procédure civile.

Émission de permis de construction, etc.

96. Après l'adoption d'une résolution du Conseil décrétant l'expropriation d'un immeuble, aucun permis de construction, modification ou réparation ne peut être émis par une municipalité relativement à cet immeuble sauf pour une réparation urgente. Cette prohibition cesse après six mois à compter de la date de la

or retirement funds or pension plans for its officers and employees, or for their relatives and dependent persons, and pay premiums for them, the whole subject to the Supplemental Pension Plans Act;

(h) make by-laws for its internal management and the conduct of its affairs;

(i) carry out such studies as it deems necessary for the exercise of its competence, whether such studies deal with its territory or with any other territory.

Agreements.

93. The Community shall, with the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, make with the government of Canada or any body thereof, and may with the authorization of the Minister, make with any other public body, including a municipality and a school board, agreements respecting the exercise of its competence; it may then carry out such agreements and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations arising therefrom, even outside its territory.

Power to expropriate.

94. The Community may acquire by expropriation any immovable, part of an immovable or any real right, within or without the limits of its territory, which it may require for the attainment of its objects.

Authorization in certain cases.

However, in the case of an immovable, part of an immovable or any real right set apart for a public use or not susceptible of expropriation according to some general law or special act, the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council shall be required.

Procedure.

95. In order to expropriate, the Community shall proceed *mutatis mutandis* in accordance with the Code of Civil Procedure.

Building, etc., prohibited.

96. After the passing of a resolution by the Council ordering the expropriation of an immovable, no permit for building, alteration or repair shall be issued by a municipality as regards such immovable, except for urgent repairs. Such prohibition shall cease after six months from the date of the resolution unless expropriation pro-

résolution à moins que les procédures d'expropriation soient commencées avant l'expiration de ce délai.

Érections,
etc., après
résolution
d'expro-
priation.

Il n'est pas accordé d'indemnité ni de dommages-intérêts pour des bâtiments érigés ou des améliorations faites sur un immeuble après l'adoption de cette résolution pourvu qu'elle soit suivie de procédures en expropriation dans les six mois suivants. Cette disposition ne s'applique pas à des réparations urgentes effectuées à la suite de l'obtention d'un permis à cet effet.

ceedings have commenced prior to the expiry of such delay.

No indemnity or damages shall be granted for buildings erected on or improvements made to an immovable property after such resolution has been passed, provided that such resolution be followed by expropriation proceedings within the following six months. Such provision shall not apply to urgent repairs made after a permit for such purpose has been obtained.

Erections,
etc., after
resolution.

Confection
de plans,
etc.

97. La Communauté peut se prévaloir, pour un temps maximum de cinq ans, des dispositions de l'article 431 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) pour la confection de plans et l'homologation, en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est indiquée, relativement à tout droit qu'elle peut exproprier.

97. For a maximum period of five years, the Community may avail itself of the provisions of section 431 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) for the making of plans and for homologation by following, *mutatis mutandis*, the procedure indicated therein, respecting any right which it may expropriate.

Power to
make
plans, etc.

Copies de
résolutions
aux muni-
cipalités.

98. Le secrétaire de la Communauté doit transmettre sans délai à chaque municipalité intéressée une copie certifiée de toute résolution adoptée en vertu des dispositions de l'article 96 ou de tout règlement adopté en vertu de l'article 97.

98. The secretary of the Community shall send forthwith to each municipality concerned a certified copy of every resolution passed under section 96 or any by-law passed under section 97.

Certified
copies to
muni-
cipalities.

Améliora-
tions
contenues
dans le
plan non
obliga-
toires.

99. La Communauté n'est pas tenue, en raison de la confirmation d'un plan d'homologation ou de quelque addition ou modification qui peut y être apportée, d'effectuer les améliorations que comporte ce plan, cette addition ou cette modification, à moins que la Communauté n'en décide autrement, ni de payer une indemnité ou des dommages-intérêts à raison simplement de la confirmation de ce plan, de cette addition ou modification.

99. The Community shall not be required, by reason of the confirmation of a homologation plan or of any addition or alteration which may be made thereto, to make the improvements comprised in such plan, addition or alteration unless the Community decides otherwise, or to pay an indemnity or damages by reason of the mere confirmation of such plan, addition or alteration.

Making of
improve-
ments not
required.

Indemnité
pour cons-
truction
sur
propriétés
réservées.

100. La Communauté n'est pas tenue de payer une indemnité ou des dommages-intérêts pour un bâtiment construit ou des améliorations faites sur un terrain ou une propriété réservés pour les fins de la Communauté par règlement décrétant une homologation ni en raison de baux ou contrats passés relativement à un tel terrain ou à une telle propriété après la date d'enregistrement du jugement confirmant les plans d'homologation. La présente dis-

100. The Community shall not be required to pay any indemnity or damages for a building erected on or improvements made to any land or property reserved for the purposes of the Community by a by-law ordering a homologation, or by reason of leases or contracts made respecting such land or property after the date of registration of the judgment confirming the homologation plans. This provision shall not apply to urgent repairs made

Commu-
nity not
liable.

position ne s'applique pas aux réparations urgentes effectuées après avoir obtenu un permis de la municipalité.

after a permit has been obtained from the municipality.

Taxes sur terrain vague réservé.

101. Lorsqu'un terrain vague, c'est-à-dire non exploité, ni occupé, et sur lequel il n'y a aucune construction, est affecté par une homologation, les taxes foncières municipales et scolaires affectant ce terrain ainsi réservée pour les fins de la Communauté sont à la charge de cette dernière. La Communauté peut exercer quant à ce terrain tous les droits que confère la loi à un propriétaire relativement au rôle de perception de la municipalité où il est situé.

101. Where land which is vacant, that is to say neither exploited nor occupied and on which there is no structure, is affected by a homologation, the municipal and school real estate taxes affecting the land so reserved for the purposes of the Community shall be charged to the Community. The Community may exercise with respect to such portion of land all the rights assigned by law to a proprietor as regards the collection roll of the municipality where it is situated.

Liability for taxes in case of vacant land.

Construction, etc., sur immeuble réservé.

102. Aucun permis de construction, modification, réparation ou agrandissement ne peut être accordé pour un immeuble si la Communauté décide de le réserver pour ses fins en adoptant un règlement décrétant la confection de plans prévus à l'article 97.

102. No building, alteration, repair or enlargement permit shall be granted for an immovable if the Community decides to reserve such immovable for its purposes by passing a by-law ordering the making of plans provided for in section 97.

Improvements on reserved property prohibited.

Cessation de prohibition.

Cette prohibition cesse après une année à compter de la date de ce règlement, sauf si les procédures pour la confirmation de ces plans sont commencées avant l'expiration de ce délai. Durant cette prohibition, il y a exception dans le cas d'une demande de permis pour faire des réparations urgentes, ce permis pouvant être accordé en tout temps.

Such prohibition shall cease after one year from the date of such by-law, unless proceedings for the confirmation of such plans are commenced before the expiry of such delay. During such prohibition there shall be an exception in the case of an application for a permit to make urgent repairs; such permit may be granted at any time.

Cessation of prohibition.

Façons d'aliéner des biens.

103. La Communauté ne peut aliéner de quelque façon que ce soit un bien meuble dont la valeur excède \$500, suivant rapport du gérant, ni aliéner de quelque façon que ce soit un immeuble, si ce n'est à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale de Québec.

103. The Community shall not in any way alienate moveable property the value of which exceeds \$500 according to the manager's report, or otherwise alienate immovable property, except by auction, by public tenders or in any other manner approved by the Québec Municipal Commission.

Mode of alienation of certain property.

Idem.

Sous réserve de l'alinéa précédent, le comité exécutif peut vendre tout bien meuble ou immeuble dont la valeur n'excède pas \$10,000 suivant rapport du gérant.

Subject to the preceding paragraph, the committee may sell any moveable or immovable property the value of which does not exceed \$10,000 according to the report of the manager.

Idem.

Soumissions publiques et délai.

104. À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, tout contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par

104. Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, no contract for the performance of work or the supply of equipment or materials or the providing of services other than professional services shall be awarded except after a call for public tenders by advertisement in a

Call for tenders and delay to tender.

annonce dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la corporation. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours. Les soumissions ne sont demandées et les contrats qui peuvent en découler ne sont accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire.

Ouverture des soumissions.

Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions. Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Octroi des contrats.

La Communauté ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in the territory of the corporation. The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days. Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices.

All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders. All those who have tendered may be present at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

The Community shall not, without the prior authorization of the Minister, award the contract to any person other than the person who submitted the lowest tender within the prescribed delay.

SECTION VII

COMPÉTENCE DE LA COMMUNAUTÉ

Matières de la compétence de la Communauté.

105. La Communauté possède sur son territoire la compétence prévue par la présente loi sur les matières suivantes:

- a) l'évaluation des biens immobiliers dans son territoire, la révision de cette évaluation et le recensement;
- b) l'élaboration d'un schéma d'aménagement du territoire;
- c) l'établissement d'un service centralisé de traitement des données, la facturation et l'envoi des comptes de taxes;
- d) l'établissement de fonds industriels et la promotion industrielle;
- e) la promotion touristique;
- f) l'uniformisation de la réglementation de la circulation, la synchronisation des systèmes de contrôle mécanique de la circulation sur les grandes voies de communication et les rues intermunicipales;
- g) l'élaboration de normes minimales en matière de construction.

DIVISION VII

COMPETENCE OF THE COMMUNITY

105. The Community shall have in its territory such competence as is provided by this act in the following matters:

- (a) the valuation of immovable property in its territory, the revision of such valuation and the census;
- (b) the preparation of a development plan for the territory;
- (c) the establishment of a centralized department for data-processing, and for the billing and sending of tax accounts;
- (d) the establishment of industrial funds and industrial promotion;
- (e) tourist promotion;
- (f) the uniformity of traffic regulation, the synchronization of mechanical traffic control systems on the main communication thoroughfares and intermunicipal streets;
- (g) the preparation of minimum standards for construction.

Compé-
tence des
muni-
cipalités.

106. Sous réserve des dispositions de la présente loi, les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur compétence sur les matières énumérées à l'article 105, jusqu'à ce que la Communauté exerce sa compétence relativement à ces matières et dans la mesure où la Communauté s'est abstenue de le faire.

Règle-
ment
contraire,
etc.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire contraire ou inconciliable avec une disposition d'un règlement de la Communauté sur une matière prévue à l'article 105 cesse immédiatement d'avoir effet.

Règle-
ment
pour
étendre
compé-
tence.

107. La Communauté peut, par règlement adopté à la majorité des voix des membres du Conseil présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, décréter que la Communauté aura compétence sur l'une ou l'autre des matières suivantes en totalité ou en partie sur tout ou partie du territoire savoir:

- a) l'établissement de systèmes inter-municipaux d'eau potable;
- b) la disposition des ordures;
- c) les loisirs à caractère régional, y compris l'établissement de parcs régionaux;
- d) la construction de logements à loyer modique;
- e) la coordination des services de police et de protection contre l'incendie;
- f) l'intégration des services de police;
- g) la santé publique;
- h) les bibliothèques intermunicipales.

Appro-
bation.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe la date de son entrée en vigueur.

Publi-
cation.

Un avis de cette approbation doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Juridic-
tion des
muni-
cipalités.

108. Les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur juridiction sur les matières énumérées à l'article 107 jusqu'à ce que la Communauté exerce sa compétence sur ces matières et dans la mesure où la Communauté s'est abstenue de le faire.

Règle-
ment
contraire,
etc.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté contraire ou inconciliable avec une

106. Subject to the provisions of this act, the municipalities in the territory of the Community shall retain their competence in the matters enumerated in section 105, until the Community exercises its competence respecting such matters and to the extent that the Community has refrained from doing so.

Compe-
tence of
muni-
cipalities.

Every provision of a by-law of any municipality in the territory contrary to or inconsistent with any provision of a by-law of the Community respecting any matter contemplated in section 105 shall cease forthwith to have effect.

By-laws
of Com-
munity to
prevail.

107. The Community, by by-law passed by a majority vote of the members of the Council present at a special meeting called for such purpose, may order that the Community shall have competence in any one of the following matters in whole or in part, in all or part of its territory:

By-law
to expand
field of
compe-
tence.

- (a) the establishment of inter-municipal drinking water systems;
- (b) garbage disposal;
- (c) recreation of a regional nature, including the establishment of regional parks;
- (d) the construction of low-rental dwellings;
- (e) the co-ordination of the police and fire prevention departments;
- (f) the integration of the police departments;
- (g) public health;
- (h) intermunicipal libraries.

Such by-law, to come into force, shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the date of its coming into force.

Approval.

Notice of such approval shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Publica-
tion.

108. The municipalities in the territory of the Community shall retain their jurisdiction over the matters enumerated in section 107, until the Community exercises its competence in such matters and to the extent that the Community has refrained from doing so.

Jurisdic-
tion of
muni-
cipalities
retained.

Every provision of a by-law of a municipality in the territory of the Community contrary to or inconsistent with

Right to
repeal in-
consistent
provi-
sions.

disposition d'un règlement adopté par la Communauté en vertu de l'article 107 cesse immédiatement d'avoir effet.

any provision of a by-law passed by the Community under section 107 shall immediately cease to have effect.

§ 1.—Évaluations

§ 1.—Valuations

Service d'évaluation, etc.

109. La Communauté doit, par règlement, organiser un service d'évaluation pour l'ensemble de son territoire et nommer un commissaire à l'évaluation.

109. The Community, by by-law, shall establish a valuation department, etc. for the whole of its territory and shall appoint a valuation commissioner.

Rôle d'évaluation.

110. Il est du devoir du commissaire à l'évaluation de dresser à tous les cinq ans un rôle d'évaluation des biens immobiliers imposables ou non suivant leur valeur réelle et leur valeur annuelle véritable.

110. The valuation commissioner shall, every five years, draw up a valuation roll of the taxable or non-taxable immoveable property, according to its real value and its real annual value.

Nouveau rôle.

Toutefois, la Communauté peut si elle le juge nécessaire, demander au commissaire à l'évaluation de dresser un nouveau rôle avant l'expiration de ce délai.

However, the Community may, if it deems it necessary, request the valuation commissioner to draw up a new roll before the expiry of such delay.

Biens imposables.

111. Les biens imposables pour les fins de la Communauté sont les biens déclarés tels par les lois applicables à chacune des municipalités.

111. The taxable property for the purposes of the Community shall be the property declared to be such by the laws applicable to each of the municipalities.

Omission du rôle.

112. Si un immeuble a été omis, en tout ou en partie, du rôle d'évaluation, il peut être entré l'année suivante sur le rôle d'évaluation, et être chargé pour les taxes de l'année alors courante et pour les arrérages des années pendant lesquelles il a été ainsi omis en tout ou en partie, mais pour pas plus de trois années d'arrérages.

112. If an immoveable has been wholly or partly omitted from the valuation roll, it may be entered the following year on the valuation roll, and be charged with the taxes for the then current year and with the arrears for the years during which it has so been wholly or partly omitted, but not for more than three years of arrears.

Base de l'évaluation.

L'évaluation dudit immeuble ou partie d'immeuble omis, devra être basée sur l'évaluation pour chaque année desdits arrérages.

The valuation of the said immoveable or part of an immoveable omitted must be based on the valuation for each year of the said arrears.

Contestation.

Le propriétaire intéressé ne peut contester la légalité des rôles d'évaluation antérieurs à ceux de l'année courante, sauf quant à ce qui concerne le montant de l'évaluation de l'immeuble ainsi omis.

The owner concerned cannot contest the legality of the valuation rolls previous to those of the current year, except as regards the amount of the valuation of the immoveable so omitted.

Visite des immeubles.

113. Le commissaire à l'évaluation et toute personne préposée à la confection du rôle d'évaluation peuvent visiter et examiner, entre dix heures de l'avant-midi et cinq heures de l'après-midi, sauf les dimanches et jours fériés, toute propriété immobilière ainsi que l'intérieur ou l'exté-

113. The valuation commissioner and every person entrusted with making the valuation roll may visit and examine, between ten o'clock in the morning and five o'clock in the afternoon, excepting Sundays and holidays, any immoveable property, as well as the interior or exterior

rieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques, pour procéder à leur évaluation.

of any house, building or structure for the purpose of assessing the same.

Augmen-
tation ou
réduction
d'évalua-
tion.

114. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur par le fait de nouvelles constructions, additions ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, ou subit une diminution de valeur par suite d'incendie, de démolition ou de quelque autre cause, le Conseil peut, s'il juge importante cette augmentation ou cette diminution de valeur, ordonner au commissaire à l'évaluation d'augmenter ou de réduire l'estimation de cette propriété à sa valeur réelle, établir la valeur locative ou annuelle de toute nouvelle construction; le trésorier doit modifier en conséquence, pour le reste de l'année en cours, le montant des taxes imposées sur cette propriété. Avis de huit jours doit être donné au propriétaire intéressé, lequel peut porter plainte et en appeler en la manière ordinaire.

114. If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value due to new constructions, additions or improvements, or subdivision into building-lots, or suffers a reduction in value in consequence of fire, demolition or any other cause, the Council may, if it deems important such increase or reduction in value order the valuation commissioner to increase or decrease the assessment of such property to its real value, fix the rental or annual value of any new construction; the treasurer shall alter accordingly, for the remainder of the current year, the amount of taxes imposed upon such property. Eight days' notice must be given to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal therefrom in the ordinary manner.

Correc-
tions lors
de muta-
tion de
propriété.

115. Après chaque mutation de propriété d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur, le commissaire à l'évaluation doit, sur réception de l'avis prévu à l'article 51 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), corriger le rôle en conséquence. Le commissaire à l'évaluation doit pareillement, sur preuve suffisante, corriger le rôle pour tenir compte des changements de locataires.

115. After every change of owner of an immovable on the valuation roll in force, the valuation commissioner, upon receipt of the notice prescribed in section 51 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), shall correct the roll accordingly. The valuation commissioner shall also, upon sufficient proof, correct the roll to reflect changes of tenants.

Révision
annuelle.

116. Il est aussi du devoir du commissaire à l'évaluation de réviser le rôle d'évaluation tous les ans en tenant compte de tous les facteurs affectant la valeur des immeubles et les dispositions de la loi applicables à la confection du rôle, aux plaintes et à l'appel s'appliquent *mutatis mutandis*.

116. It shall also be the duty of the valuation commissioner to revise the valuation roll each year, taking into account all the factors affecting the value of the immovables and the provisions of law applicable to the making of the roll, to complaints and appeals shall apply *mutatis mutandis*.

Fins du
rôle.

117. Le rôle d'évaluation de la Communauté, à l'exclusion de tout autre, sert aux fins suivantes:

(a) au partage des coûts répartis entre certaines ou plusieurs des municipalités sur une base d'évaluation foncière;

117. The valuation roll of the Community, to the exclusion of any other, shall be used for the following purposes:

(a) for sharing the costs apportioned among certain or several of the municipalities on a real estate valuation basis;

b) à la détermination des subventions du gouvernement du Québec quand l'évaluation en est le critère;

c) à la fixation de la contribution municipale en vertu des articles 4 et 5 de la Loi des unités sanitaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 162);

d) au partage du coût des dépenses faites en commun par plusieurs municipalités lorsque l'évaluation en est la base;

e) à l'imposition de la taxe scolaire par toute commission scolaire dont le territoire est compris dans celui de la Communauté;

f) à la détermination des contributions de toute commission scolaire, dont le territoire est compris dans celui de la Communauté, au coût des dépenses d'une commission scolaire régionale.

Évaluation réduite.

Cependant, dans le cas des paragraphes e et f, il doit être donné effet à toute loi spéciale accordant à des contribuables le bénéfice d'une évaluation réduite.

Avis d'évaluation aux contribuables.

118. Dans les quinze jours de la date du dépôt du rôle d'évaluation de la Communauté, le commissaire à l'évaluation doit faire livrer ou expédier par courrier ordinaire, à chaque contribuable inscrit à cette partie du rôle d'évaluation, à l'adresse qui y apparaît, un avis de son évaluation l'informant de son droit de porter plainte et du délai durant lequel il peut le faire.

Entrée en vigueur.

119. Le rôle d'évaluation de la Communauté entre en vigueur, sauf pour les parties contestées, sans qu'il soit besoin d'homologation, à l'expiration du délai accordé pour porter plainte.

Ancien rôle en vigueur.

Lorsque le rôle d'évaluation est cassé, l'ancien rôle redevient en vigueur et sert jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau.

Bureau de révision.

120. La Communauté doit par règlement établir un Bureau de révision des évaluations.

Nombre de membres, etc.

121. Le règlement constituant le Bureau de révision doit fixer le nombre de membres et déterminer la durée de leur mandat.

(b) for determining subsidies from the government of the province of Québec where valuation is a factor;

(c) for calculating the municipal contribution under sections 4 and 5 of the Health Units Act (Revised Statutes, 1964, chapter 162);

(d) for sharing the cost of expenses incurred jointly by several municipalities where the sharing is based on valuation;

(e) for the levying of the school tax by any school board whose territory is comprised in that of the Community;

(f) for determining the contributions of any school board whose territory is included in the territory of the Community towards the cost of the expenses of a regional school board.

However, in the case of sub-paragraphs e and f, any special act granting to the ratepayers the benefit of a reduced valuation shall apply. Reduced valuation.

118. Within fifteen days of the date of deposit of the valuation roll of the Community, the valuation commissioner shall cause to be delivered or forwarded by ordinary mail, to each ratepayer entered on such part of the valuation roll, at the address indicated thereon, a notice of his valuation, informing such ratepayer of his right to lodge a complaint and of the delay during which he may do so. Notice of valuation to ratepayers.

119. The valuation roll of the Community, except for the contested parts, shall come into force upon the expiry of the delay granted for lodging a complaint, without homologation being required. Coming into force.

Whenever the valuation roll has been set aside, the former roll shall revive and shall avail until a new valuation roll comes into force. Revival of former roll.

120. The Community, by by-law, shall establish a Board of Revision of Valuations. Board of Revision.

121. The by-law establishing the Board of Revision shall determine the number of members and the duration of their term of office. Number of members, etc.

Nominations.

Le Conseil doit, par résolution, nommer ces membres et désigner parmi eux un président; le comité exécutif doit en outre nommer un secrétaire, autant de secrétaires-adjoints que nécessaire, et déterminer la durée de leur mandat.

The Council, by resolution, must appoint such members and designate a chairman from among their number; the executive committee must also appoint a secretary and as many assistant secretaries as are required and determine the duration of their terms of office.

Appointments.

Président du Bureau.

122. Le président du Bureau de révision doit être un avocat d'au moins cinq années d'exercice.

122. The chairman of the Board of Revision must be an advocate of at least five years' practice.

Chairman of Board.

Surveillance des membres, etc.

Les membres et les fonctionnaires du Bureau de révision sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président de ce Bureau en ce qui regarde la distribution des plaintes, la tenue des séances, et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.

The members and the officers of the Board of Revision shall be subject to the supervision, orders and control of the chairman of such Board as regards the distribution of complaints, the holding of sittings, and generally all administrative matters concerning them.

Supervision, etc., over members.

Assignation de responsabilités.

123. Le président du Bureau de révision peut assigner de temps à autre à chacun des membres des responsabilités particulières quant à l'exercice de la juridiction de ce Bureau sur tout ou partie du territoire de la Communauté.

123. The chairman of the Board of Revision may from time to time assign special responsibilities to each of the members respecting the exercise of the jurisdiction of such Board over all or part of the territory of the Community.

Special responsibilities.

Traitements.

124. Le traitement des membres du Bureau de révision est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil et celui du secrétaire et des secrétaires-adjoints par le comité exécutif.

124. The salaries of the members of the Board of Revision shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and the salaries of the secretary and of the assistant secretaries shall be fixed by the executive committee.

Salaries.

Inéligibilité.

125. Ne peuvent être nommés membres du Bureau de révision les membres du Conseil ou employés de la Communauté ou d'une municipalité.

125. Members of the Council or employees of the Community or of a municipality shall not be appointed members of the Board of Revision.

Ineligibility.

Adoption de règles.

126. Les membres du Bureau de révision réunis en assemblée plénière, sur convocation faite par le secrétaire à la demande du président du Bureau, peuvent en tout temps adopter, à la majorité des membres présents, des règles pour la conduite des affaires qui sont de la juridiction du Bureau de révision et pour déterminer la procédure à suivre pour l'examen de ces affaires.

126. The members of the Board of Revision, meeting in committee of the whole on convocation by the secretary on the request of the chairman of the Board, may at any time adopt, by the majority of the members present, rules for the transaction of the matters which are under the jurisdiction of the Board of Revision and to determine the procedure to be followed for the examination of such matters.

Rules.

Homologation, etc.

Ces règles de procédure sont homologuées par le Conseil et entrent en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Such rules of procedure shall be homologated by the Council and shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*.

Homologation, etc.

- Division des Bureaux.** **127.** Le règlement constituant le Bureau de révision doit pourvoir à l'établissement du nombre de divisions nécessaire à l'expédition rapide des affaires du Bureau.
- Divisions of Board.** **127.** The by-law establishing the Board of Revision must provide for the establishment of such number of divisions as is necessary for the rapid dispatch of the Board's business.
- Composition.** Chaque division peut être constituée d'un ou de trois membres; dans le cas où une division est composée de trois membres, au moins l'un des membres doit être un avocat d'au moins cinq années d'exercice.
- Composition.** Each division may consist of one or three members; where a division is composed of three members, at least one of them shall be an advocate of not less than five years' practice.
- Secrétaire.** Il doit être adjoint à chaque division un secrétaire.
- Secretary.** Each division must have a secretary added to it.
- Vacances.** Toute vacance doit être comblée dans les soixante jours.
- Vacancies.** Every vacancy must be filled within sixty days.
- Autorité du président.** **128.** Le président du Bureau de révision a autorité pour former chaque division, pour en modifier de temps à autre la composition et pour désigner le président de chaque division.
- Authority of Chairman.** **128.** The chairman of the Board of Revision shall have authority to constitute each division, to change the composition thereof from time to time and to appoint the chairman of each division.
- Décisions à la majorité.** **129.** Au cas où une division se compose de plus d'un membre, les décisions sont prises à la majorité des voix, avec voix prépondérante au président au cas d'égalité des voix, à l'exception toutefois des questions de droit, qui sont décidées par le président du Bureau de révision.
- Decisions by majority vote.** **129.** Where a division consists of more than one member, decisions shall be taken by majority vote, the chairman having a casting-vote in the case of a tie, except however on questions of law, which shall be decided by the chairman of the Board of Revision.
- Séances publiques.** **130.** Les séances du Bureau de révision sont publiques.
- Sittings public.** **130.** The sittings of the Board of Revision shall be public.
- Audition de plaintes.** **131.** Pour l'audition de toute plainte portant sur une valeur foncière inférieure à \$15,000 ou sur une valeur locative ou annuelle inférieure à \$500, la division du Bureau de révision chargée de l'audition doit siéger dans la municipalité où est situé l'immeuble en cause et en dehors des heures normales de travail, sauf du consentement du plaignant.
- Hearing of complaints.** **131.** For hearing any complaint respecting a real estate valuation of less than \$15,000 or a rental or annual value of less than \$500, the division of the Board of Revision entrusted with the hearing shall sit in the municipality where the immoveable in question is situated, outside of normal working hours, except with the complainant's consent.
- Signature du procès-verbal.** **132.** Le procès-verbal de toute séance est signé par le président de la division et par son secrétaire.
- Signing minutes.** **132.** The minutes of each sitting shall be signed by the chairman of the division and by its secretary.
- Témoins, etc.** **133.** Le Bureau de révision peut assigner des témoins, interroger sous serment les parties et leurs témoins; il peut lui-même faire des expertises et ordonner qu'il en soit faites afin d'être en mesure de décider de la valeur des biens sous examen.
- Witnesses, etc.** **133.** The Board of Revision may summon witnesses and examine the parties and their witnesses under oath; it may itself make expert appraisals or order the same to be made, to enable it to decide on the value of the property under examination.

Serments.	Le président de chaque division est autorisé à faire prêter le serment aux témoins.	The chairman of each division may administer the oath to witnesses.	Oaths.
Assignation.	Les témoins sont assignés à la diligence des parties par voie d'ordonnance signée par le président ou par un membre du Bureau et sont soumis, au cas de défaut, aux pénalités prévues à l'article 69.	The witnesses shall be summoned at the diligence of the parties by an order signed by the chairman or by a member of the Board and, in case of default, shall be subject to the penalties provided in section 69.	Summoning.
Frais.	Les témoins ont droit de réclamer de la partie qui les a assignés le paiement des frais que la Cour supérieure accorde en semblable matière.	The witnesses shall be entitled to claim from the party summoning them the payment of the costs which the Superior Court allows in similar matters.	Costs.
Sténographie.	Les dépositions sont prises en sténographie par un sténographe officiel lorsque l'une des parties l'exige.	The depositions shall be taken in stenography by an official stenographer when one of the parties so requires.	Depositions in stenography.
Frais à la partie qui succombe.	La partie qui succombe doit payer les frais de sténographie et de traduction suivant le tarif de la Cour supérieure, à moins que pour des raisons spéciales le Bureau n'en ordonne autrement.	The losing party shall pay the costs of stenography and transcription, in accordance with the tariff of the Superior Court, unless the Board orders otherwise for special reasons.	Costs by losing party.
Recours.	Le sténographe a un recours pour ses honoraires contre la partie qui a été condamnée par le Bureau à les payer.	The stenographer shall have recourse for his fees against the party condemned by the Board to pay them.	Recourse.
Visite des immeubles.	134. Les membres du Bureau de révision ont droit de visiter en tout temps les immeubles inscrits au rôle d'évaluation de la Communauté.	134. The members of the Board of Revision shall have the right to visit at any time the immovables entered on the valuation roll of the Community.	Right to visit.
Certificat.	135. Lorsque le Bureau de révision ordonne ou autorise une modification au rôle d'évaluation, le président signe un certificat et le délivre au commissaire à l'évaluation.	135. When the Board of Revision orders or authorizes a change in the valuation roll, the chairman shall sign a certificate and send it to the valuation commissioner.	Certificate.
Décisions motivées.	136. Toutes les décisions du Bureau de révision doivent être motivées.	136. All decisions of the Board of Revision must state the reasons on which they are based.	Reasons for decisions.
Changements aux rôles.	137. Sur réception d'un certificat établi suivant les dispositions de l'article 135, le commissaire à l'évaluation effectue les changements requis au rôle d'évaluation, et le trésorier au rôle de perception.	137. On receipt of a certificate issued in accordance with section 135, the valuation commissioner shall make the required changes in the valuation roll, and the treasurer shall make the required changes in the collection roll.	Changes in rolls.
Avis de réception de plaintes.	138. Le commissaire à l'évaluation doit aviser par écrit la municipalité intéressée de la réception d'une plainte portant sur un immeuble situé dans son territoire et cette municipalité peut intervenir devant le Bureau de révision.	138. The valuation commissioner shall notify the municipality concerned, in writing, of the receipt of any complaint respecting an immovable situated in its territory and such municipality may intervene before the Board of Revision.	Notice of receipt of complaint.
Mise en cause.	Cette municipalité doit être mise en cause dans tout appel d'une décision du	Such municipality shall be summoned in any appeal from a decision of the Board	Summoning.

Bureau de révision relativement à un immeuble situé sur son territoire.

of Revision respecting an immovable situated in its territory.

Appel.

139. Il y a appel à la Cour provinciale, avec enquête, de la décision du Bureau sur une plainte prévue à l'article 131; cet appel est formé dans les trente jours de la signification par écrit de cette décision, par voie de requête signifiée au secrétaire de la Communauté. La procédure est pour le surplus régie par les dispositions législatives applicables à la municipalité où est situé l'immeuble en question.

139. An appeal shall lie to the Provincial Court, with an investigation, from the decision of the Board on any complaint contemplated in section 131; such appeal shall be taken, within thirty days of the service in writing of such decision, by a motion served upon the secretary of the Community. In addition, procedure shall be governed by the legislative provisions applicable to the municipality in which the immovable concerned is situated.

Appeal.

Idem.

Cependant l'appel de toute décision du Bureau de révision sur une plainte portant sur une valeur foncière de \$50,000 ou plus, ou sur une valeur locative ou annuelle de \$2,000 ou plus, est entendu uniquement sur la base d'une copie du dossier du Bureau et de la traduction des notes sténographiques prises devant le Bureau.

However, an appeal from any decision of the Board of Revision on a complaint respecting a real estate valuation of \$50,000 or more or a rental or annual value of \$2,000 or more shall be heard solely on the basis of a copy of the records of the Board and of a transcription of the stenographic notes taken before the Board.

Idem.

Garde des archives.

140. Le secrétaire de la Communauté a la garde des archives du Bureau de révision.

140. The secretary of the Community shall be the custodian of the records of the Board of Revision.

Secretary is custodian.

Copies de documents.

Il doit livrer à qui en fait la demande et contre paiement d'honoraires fixés par le comité exécutif et versés à la Communauté, des copies et extraits de tous documents ou certificats faisant partie de ces archives.

He must deliver copies of or extracts from any documents or certificates forming part of such records to any person who requests the same, upon payment of the fees fixed by the executive committee and paid to the Community.

Copies of documents.

Procès-verbaux.

Le secrétaire du Bureau de révision et les secrétaires-adjoints doivent tenir un procès-verbal exact et fidèle des affaires qui sont soumises à chaque division, des procédures qui sont faites devant celle-ci et des décisions rendues.

The secretary of the Board of Revision and the assistant secretaries must keep precise and faithful minutes of the matters submitted to each division, the proceedings had before such division and the decisions rendered.

Minutes.

Recensement.

141. La Communauté peut faire des règlements pour prendre un recensement des habitants de son territoire, dans le but de constater leur nombre, et d'obtenir des statistiques concernant leur âge ainsi que leur condition sociale et économique.

141. The Community may make by-laws to take a census of the inhabitants of its territory in order to ascertain their number and to obtain statistics respecting their age and their social and economic condition.

Census of inhabitants.

§ 2.—Schéma d'aménagement

§ 2.—Development plan

Contenu du schéma.

142. La Communauté doit, par règlement, dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi, élaborer un schéma d'aménagement de son territoire comprenant:

142. Within one year after the coming into force of this act, the Community, by by-law, shall prepare a development plan for its territory comprising:

By-law for development plan.

1° les affectations du sol et les densités approximatives d'occupation;

2° le tracé approximatif des principales voies de circulation;

3° la nature et l'emplacement approximatif des équipements urbains;

4° la nature, l'emplacement et le tracé approximatif des services d'utilité publique;

5° un projet de réaménagement des limites territoriales des municipalités.

Études en matière d'urbanisme.

Toute municipalité doit mettre à la disposition de la Communauté un exemplaire de toute étude en matière d'urbanisme qu'elle a faite ou fait exécuter dans le passé sur son territoire ou sur un territoire plus étendu, ainsi que tous les documents pertinents qui sont en sa possession.

Loi n'affecte pas compétence.

La présente loi n'a pas pour effet de conférer à la Communauté ou d'enlever aux municipalités la compétence prévue au paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes ou aux dispositions équivalentes de la Charte de la Ville de Québec ou du Code municipal.

(1) the assignment of the use of land and the approximate occupation densities;

(2) the approximate routes of the main traffic thoroughfares;

(3) the nature and approximate location of urban installations;

(4) the nature, location and approximate routes of public utility services;

(5) a project for rearranging the territorial limits of the municipalities.

Every municipality shall make available to the Community a copy of every study in the field of town-planning which it has made or caused to be carried out in the past in its territory or in a more extensive territory, and any relevant documents in its possession.

Copy of study in town-planning.

This act shall not have the effect of conferring upon the Community or of depriving the municipalities of the competence contemplated in paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act or in the equivalent provisions of the charter of the City of Québec or of the Municipal Code.

Competence not affected by act.

Publications et audiences publiques.

143. Avant d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement relatif à son schéma d'aménagement, la Communauté doit :

1° publier dans un quotidien de langue française et de langue anglaise circulant sur son territoire un avis indiquant de façon générale la nature de la mesure qu'elle se propose d'adopter et invitant les intéressés à se présenter devant elle, à une date qu'elle fixe au plus tôt quinze jours francs après la date de cette publication, pour lui faire les représentations que les intéressés jugent appropriées;

2° tenir à la date, à l'heure et à l'endroit mentionnés dans l'avis par l'entremise d'une commission qu'elle constitue une audience publique, qu'elle ajourne autant de fois que nécessaire, pour entendre les représentations des intéressés.

§ 3.—*Traitement des données et facturation des comptes de taxes*

143. Before making, amending or repealing a by-law respecting its development plan the Community must:

Publication and public hearing.

(1) publish in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in its territory a notice stating generally the nature of the measure which it proposes to make and inviting the persons concerned to present themselves before it on a date to be fixed by it which shall not be earlier than fifteen clear days after the date of such publication, to make to it such representations as the persons concerned deem proper;

(2) hold, on the date and at the time and place mentioned in the notice, through a commission established by it a public hearing, which it shall adjourn as often as necessary, to hear the representations of the persons concerned.

§ 3.—*Data-processing and billing of tax accounts*

Réglementation.

144. La Communauté peut, par règlement :

144. The Community, by by-law, may:

By-laws.

1° pourvoir à l'établissement et à l'exploitation d'un système central de traitement des données;

2° prescrire les types et modèles d'équipement de traitement des données et d'accessoires s'y rapportant qui peuvent être acquis, loués ou utilisés par les municipalités de façon à permettre l'intégration de cet équipement et de ces accessoires avec le système de traitement des données de la Communauté;

3° prescrire toute mesure et norme qu'elle juge opportunes pour réaliser l'intégration prévue au paragraphe 2°;

4° autoriser la location de ce système à des tiers et l'exécution, au moyen de ce système, de travaux pour des tiers aux conditions qu'elle juge équitables;

5° prescrire les formules à utiliser par les municipalités de son territoire et la façon de les utiliser, dans la cueillette de données relevant de leur compétence et toute autre méthode à suivre par les municipalités dans l'utilisation de leur équipement mécanographique, de façon à faciliter le traitement des données par la Communauté.

Système central de confection de rôle.

145. Dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi, la Communauté doit, par règlement, établir un système central de confection de rôle de perception, de facturation et d'envoi de comptes de taxes municipales, en déterminer les conditions et fixer, avec l'approbation du ministre, un tarif pour ce faire.

Poursuites.

Toutes poursuites judiciaires en recouvrement de taxes, autres que celles de la Communauté, sont cependant intentées par les municipalités intéressées.

Comptes de taxes des commissions scolaires.

146. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, obliger toute commission scolaire dont le territoire est compris en tout ou en partie dans celui de la Communauté à confier à celle-ci la facturation et l'envoi de ses comptes de taxes.

Approbation de contrats.

147. Aucun contrat pour l'achat, la location ou le renouvellement de la location d'équipement de traitement des données ne peut être consenti par une municipalité sans l'approbation du ministre.

(1) provide for the establishment and operation of a central data-processing system;

(2) prescribe the types and models of data-processing equipment and the accessories relating thereto which may be acquired, leased or used by the municipalities, so as to permit such equipment and the accessories thereof to be integrated into the data-processing system of the Community;

(3) prescribe any measure or standard which it deems expedient to achieve the integration contemplated in paragraph 2;

(4) authorize the rental of such system to third persons and the carrying out of work for third persons through such system on such terms and conditions as it deems equitable;

(5) prescribe the forms to be used by the municipalities in its territory and the manner of using the same in the gathering of data within their competence, and any other method to be followed by the municipalities in the utilization of their data-processing equipment so as to facilitate data-processing by the Community.

145. Within one year from the coming into force of this act, the Community, by by-law, shall establish a central system for making a collection roll and for billing and sending accounts of municipal taxes, determine the conditions thereof and fix, with the approval of the Minister, a tariff for doing so.

Central system for making roll.

However, all judicial proceedings for the recovery of taxes, other than those of the Community, shall be instituted by the municipalities concerned.

Proceedings.

146. The Lieutenant-Governor in Council, upon such conditions as he determines, may compel any school board whose territory is wholly or partly comprised in the territory of the Community to entrust to the latter the billing and sending of its tax accounts.

Tax accounts of school boards.

147. No contract for the purchase, lease or renewal of the lease of data-processing equipment shall be made by a municipality without the approval of the Minister.

Approval of contracts.

§ 4.—*Fonds industriels et promotion industrielle*

Applica-
tion des
S.R., c.
175.

148. La Communauté peut seule, à l'exclusion des municipalités de son territoire se prévaloir des dispositions de la Loi des fonds industriels (Statuts refondus, 1964, chapitre 175) sauf le pouvoir de ces municipalités de se prévaloir des dispositions autres que les articles 2 et 3 de ladite loi.

Fonds
affectés
à la pro-
motion in-
dus-
trielle.

149. Ces municipalités ne peuvent à l'avenir affecter des fonds publics à la promotion industrielle que relativement aux pouvoirs qui leur restent selon l'article 148 et pour l'exécution de conventions avec des tiers antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Service
de promo-
tion in-
dus-
trielle,
etc.

150. La Communauté peut, par règlement, établir un service de promotion industrielle et pourvoir à la nomination d'un commissaire industriel et des fonctionnaires nécessaires à cette fin.

Commis-
sion in-
dus-
trielle
et com-
position.

151. La Communauté peut, par règlement, constituer une commission industrielle et pourvoir à la nomination de ses membres, à leur rémunération par des jetons de présence, au remboursement des dépenses encourues par ses membres dans l'exécution de leurs fonctions et à toute autre matière jugée utile au bon fonctionnement d'une telle commission.

Services.

152. La Communauté est autorisée à organiser et à fournir tous les services qu'elle juge utiles à l'exploitation de ses terrains industriels et à y effectuer tous les travaux qu'elle juge nécessaires à cette fin.

§ 5.—*Promotion touristique*

Compé-
tence de
la Com-
munauté.

153. La Communauté a compétence, à l'exclusion des municipalités de son territoire sur la promotion touristique.

Affecta-
tion de
fonds
pour la
promo-
tion tou-
ristique.

À compter de la fin de son présent exercice financier, aucune de ces municipalités ne peut affecter de fonds publics pour la promotion touristique, si ce n'est pour l'exécution de conventions avec des tiers antérieures à la sanction de la présente loi.

§ 4.—*Industrial funds and industrial promotion*

148. The Community alone, to the exclusion of the municipalities in its territory, may avail itself of the provisions of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175) except for the power of such municipalities to avail themselves of the provisions other than sections 2 and 3 of the said act.

Applica-
tion of
R.S., c.
175.

149. Such municipalities shall not in future set aside public funds for industrial promotion except as regards the powers which remain vested in them in accordance with section 148 and for the carrying out of agreements with third parties prior to the coming into force of this act.

Public
funds for
industrial
develop-
ment.

150. The Community, by by-law, may establish an industrial promotion department and provide for the appointment of an industrial commissioner and the officers necessary for such purpose.

Industrial
promotion
depart-
ment, etc.

151. The Community, by by-law, may establish an industrial commission and provide for the appointment of its members, their remuneration by attendance allowances, the repayment of the expenses incurred by its members in the performance of their duties and any other matter deemed useful for the proper operation of such a commission.

Industrial
commis-
sion, etc.

152. The Community may organize and furnish all the services it deems expedient for the exploitation of its industrial lands and it may carry out thereon all the work which it deems necessary for such purpose.

Services.

§ 5.—*Tourist promotion*

153. The Community shall have competence, to the exclusion of the municipalities in its territory, over tourist promotion.

Compe-
tence of
Com-
munity.

From the end of its present fiscal year, none of such municipalities shall set aside public funds for tourist promotion, unless for the carrying out of agreements with third parties prior to the sanction of this act.

Public
funds
for tourist
promo-
tion.

§ 6.—Circulation

Règle-
ments
de circu-
lation.

154. La Communauté peut, par règlement, sous réserve des dispositions du Code de la route:

1° déterminer les grandes voies de circulation et les rues intermunicipales de son territoire;

2° régler ou interrompre la circulation dans ces rues intermunicipales, ces grandes voies de circulation et les voies d'accès à celles-ci;

3° prescrire la signalisation qui doit être employée pour avertir de l'exécution des travaux sur ces rues intermunicipales et ces grandes voies de circulation;

4° régler ou prohiber le stationnement ou l'arrêt temporaire de véhicules sur ces rues intermunicipales et ces grandes voies de circulation;

5° décréter que ces rues intermunicipales et ces grandes voies de circulation sont à sens unique en tout temps ou à certaines périodes;

6° régler la vitesse des véhicules sur ces rues intermunicipales et ces grandes voies de circulation;

7° prescrire un type uniforme de signalisation routière qui doit être utilisé par toutes les municipalités de son territoire;

8° établir des normes minimales de déneigement et d'entretien d'hiver de ces grandes voies de circulation et des rues intermunicipales.

Règle-
ment
uniforme
de circu-
lation.

155. La Communauté peut préparer un projet de règlement uniforme de circulation qui ne devient obligatoire dans le territoire d'une municipalité que si cette municipalité l'adopte.

§ 7.—Normes de construction

Règle-
ments sur
normes
de cons-
truction.

156. La Communauté peut, par règlement, élaborer des normes minimales relatives à la construction des bâtiments et autres ouvrages dans son territoire; ces normes peuvent varier d'une partie à l'autre du territoire de la Communauté selon la géographie des lieux et selon le caractère urbain ou rural du territoire.

Normes
inférieures
prohibées.

Aucun règlement d'une municipalité relativement à ces matières ne peut valablement imposer des normes de construc-

§ 6.—Traffic

154. The Community, by by-law, ^{Traffic by-laws.} subject to the provisions of the Highway Code, may:

(1) determine the main traffic thoroughfares and intermunicipal streets in its territory;

(2) regulate or interrupt traffic in such intermunicipal streets and main traffic thoroughfares and the roads which give access thereto;

(3) prescribe the signals to be used to give warning of the carrying out of works on such intermunicipal streets and main traffic thoroughfares;

(4) regulate or prohibit the parking or temporary stopping of vehicles on such intermunicipal streets and main traffic thoroughfares;

(5) order that such intermunicipal streets and main traffic thoroughfares be one way at all times or during certain periods;

(6) regulate the speed of vehicles on such intermunicipal streets and main traffic thoroughfares;

(7) prescribe a uniform type of highway signals to be used by all the municipalities in its territory;

(8) determine minimum standards for snow removal and winter maintenance on such main traffic thoroughfares and intermunicipal streets.

155. The Community may prepare ^{Uniform traffic by-law.} a draft uniform traffic by-law which shall not be binding in the territory of a municipality unless such municipality adopts it as its traffic by-law.

§ 7.—Construction standards

156. The Community, by by-law, ^{By-laws.} may prepare minimum standards for the construction of buildings and other works in its territory; such standards may vary in different parts of the territory of the Community according to the geography of the place and the urban or rural nature of the territory.

No by-law of a municipality respecting ^{Inferior standards forbidden.} such matters shall validly impose construction standards which are inferior to

tion inférieures à celles qui sont mentionnées dans le règlement de construction de la Communauté.

those mentioned in the building by-law of the Community.

Appro-
bation de
règle-
ments de
construc-
tion.

157. À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement de la Communauté adopté en vertu des dispositions de l'article 156, tout règlement d'une municipalité adoptant, modifiant ou abrogeant un règlement de construction de cette municipalité doit, avant sa publication, être soumis au comité exécutif pour approbation.

157. From the coming into force of a by-law of the Community made under section 156, every by-law of a municipality making, amending or repealing a building by-law of such municipality must be submitted to the executive committee for approval before publication.

Approval
of build-
ing by-
law.

Refus
d'appro-
bation.

Le comité exécutif de la Communauté ne peut refuser d'approuver un règlement de construction qui lui est ainsi soumis sauf dans le cas où ce règlement aurait pour effet de prescrire des normes de construction inférieures aux normes minimales prévues par le règlement de construction de la Communauté.

The executive committee of the Community shall not refuse to approve a building by-law so submitted to it except in a case where the effect of such by-law would be to prescribe construction standards inferior to the minimum standards prescribed by the Community's building by-law.

Refusing
approval.

§ 8.—*Aqueducs*

Règle-
ments sur
normes de
travaux
d'aqueduc,
etc.

158. La Communauté peut, par règlement, établir des normes minimales pour l'ensemble de son territoire relativement aux méthodes d'exécution de tous travaux d'aqueduc et de construction d'usines ou ouvrages de traitement d'eau ainsi qu'aux matériaux employés dans l'exécution de ces travaux. Ces règlements sont obligatoires pour toutes les municipalités de son territoire; ils n'entrent en vigueur que sur approbation de la Régie des eaux du Québec.

158. The Community, by by-law, may establish minimum standards for all of its territory respecting the methods of carrying out all work respecting waterworks, and the construction of water treatment plants or works, and the materials used in the carrying out of such works. Such by-laws shall be binding upon all the municipalities in its territory; they shall not come into force except upon the approval of the Québec Water Board.

By-law
for
standards
of works.

Appro-
bation de
certains
projets.

159. Ces municipalités doivent soumettre au comité exécutif, pour approbation, tout projet de construction, d'agrandissement ou de modification d'un réseau d'aqueduc et d'usines ou ouvrages de traitement d'eau, avant d'adopter la résolution ou le règlement nécessaire à la mise en oeuvre de ce projet.

159. Such municipalities shall submit to the executive committee for approval any project for the construction, enlargement of alteration of a waterworks system and of water treatment plants or works, before passing the resolution or the by-law necessary for implementing such project.

Certain
projects
submitted
for ap-
proval.

Délai
pour
décision.

Dans les quinze jours de la réception de cette demande, le comité exécutif doit déterminer si ce projet est de nature purement locale ou s'il a des incidences intermunicipales.

Within fifteen days after receiving such application, the executive committee shall determine whether such project is of a purely local nature or has any intermunicipal repercussion.

Delay for
deter-
mination.

Inci-
dences inter-
municipa-
les.

Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation de la Régie des eaux du Québec, ordonner les modifications qu'elle juge utiles aux plans et devis des travaux pro-

If the executive committee decides that the project has intermunicipal repercussions the Council may, by resolution, subject to the approval of the Québec Water Board, order such alterations as it deems expedient in the plans and specifications of

Project
with
inter-
municipal
repercus-
sions.

jetés, autoriser la municipalité à exécuter ces travaux et répartir selon les dispositions de la présente loi l'excédent du coût des travaux par rapport à ce qu'aurait été ce coût sans modifications aux plans et devis.

Restrictions aux pouvoirs de la Régie des eaux.

160. La Régie des eaux du Québec ne peut quant aux travaux d'aqueduc et usines ou ouvrages de traitement d'eau:

a) exercer à l'égard d'aucune municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus aux articles 17, 18, 21, 23 et 25 de la Loi de la Régie des eaux sans avoir appelé la Communauté à lui faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins que le consentement de la Communauté n'ait été produit à la Régie des eaux avec une demande d'approbation prévue auxdits articles;

b) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 19 de la Loi de la Régie des eaux, si ce n'est dans le cas où la Régie des eaux se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, la Régie ne peut ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté; la Régie ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.

Ordonnances dans les causes pendantes.

La Régie des eaux du Québec peut rendre, à l'égard de la Communauté, dans les causes pendantes devant elle à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute ordonnance qu'elle aurait pu rendre à l'égard d'une municipalité comme si la Communauté avait été en tout temps partie aux procédures.

Travaux permis.

161. Sous réserve de la juridiction de la Régie des eaux du Québec, la Communauté peut par règlement décréter l'exécution, même à l'extérieur de son

the proposed works, authorize the municipality to carry out such works and apportion in accordance with this act the excess of the cost of the works over what the cost of such works would have been without any alterations in the plans and specifications.

160. As regards waterworks and water treatment plants or works, the Québec Water Board shall not:

Powers of Board restricted.

(a) exercise respecting any municipality in the territory of the Community the powers contemplated in sections 17, 18, 21, 23 and 25 of the Water Board Act without having called upon the Community to make to it such representations as it deems appropriate, unless the consent of the Community has been filed with the Water Board together with an application for approval contemplated in the said sections;

(b) exercise as regards any of such municipalities the powers contemplated in section 19 of the Water Board Act, except in the case where the Water Board limits itself to ratifying an agreement among such municipalities which has already been approved by the Community; failing an agreement approved by the Community, the Board shall not order the carrying out of intermunicipal works except by the Community; such Board shall establish the apportionment of the cost of the works and the cost of maintenance and operation thereof, determine the method of payment or fix the indemnity, whether periodical or not, payable by the municipalities in the territory of the Community for the use of the works or service provided only after having called upon the Community to put forward its representations in this respect.

The Québec Water Board may make with respect to the Community, in the cases pending before it on the date of the coming into force of this act, any order which it might have made with respect to any municipality as if the Community had always been a party to the proceedings.

Order in pending cases.

161. Subject to the jurisdiction of the Québec Water Board, the Community, by by-law, may order the carrying out even outside its territory, of all work for

Construction work authorized.

territoire, de tous travaux de construction d'usines ou ouvrage de traitement d'eau et de conduites maîtresses d'aqueduc destinés à desservir plus d'une municipalité de son territoire.

the construction of water treatment plants or works and of water mains intended to serve more than one municipality in its territory.

Acquisitions d'usine de traitement d'eau, etc.

162. La Communauté peut par règlement, acquérir la propriété de tout ouvrage ou usine de traitement d'eau et de toute conduite maîtresse d'aqueduc appartenant à une municipalité de son territoire desservant ou pouvant desservir plus d'une municipalité.

162. The Community, by by-law, may acquire the ownership of any water treatment work or plant or any water main owned by a municipality in its territory which serves or is able to serve more than one municipality in its territory.

Acquisitions authorized.

Approbation préalable.

Les acquisitions prévues à l'alinéa précédent ne peuvent être faites qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent.

The acquisitions contemplated in the preceding paragraph shall be made only with the prior approval of the Québec Municipal Commission and of the Québec Water Board, upon such conditions as they shall determine.

Prior approval.

Droits, etc., dévolus à la Communauté.

163. Lorsqu'une municipalité dont certains ouvrages, usines ou conduites sont acquis par la Communauté s'était engagée par contrat avec une autre municipalité à lui fournir de l'eau potable, et que les ouvrages, usines ou conduites acquis par la Communauté étaient nécessaires à l'exécution de ce contrat, la Communauté est substituée à cette municipalité dans tous les droits et obligations de cette municipalité résultant de ce contrat.

163. Whenever a municipality some of whose works, plants or mains are acquired by the Community has bound itself contractually with another municipality to supply such other municipality with drinking water, and such works, plants or mains acquired by the Community were necessary for the carrying out of such contract, the Community shall be substituted for such municipality in all the rights and obligations of such municipality resulting from such contract.

Community substituted in rights, etc.

Perte de compétence.

164. Lorsque toutes les usines ou ouvrages de traitement d'eau d'une municipalité du territoire de la Communauté sont acquis par la Communauté, cette municipalité perd toute compétence pour établir de telles usines ou ouvrages.

164. When all the water treatment works or plants of a municipality in the territory of the Community are acquired by the Community, such municipality shall no longer have power to establish such works or plants.

Power to establish works, etc., forfeited.

Pouvoirs non limités.

La présente loi n'a pas pour effet de limiter les pouvoirs d'une municipalité de distribuer à ses contribuables l'eau potable qui lui est fournie par la Communauté.

This act shall not have the effect of restricting the power of a municipality to distribute to its ratepayers drinking water supplied to it by the Community.

Distribution power not restricted.

Eau potable.

165. La Communauté peut fournir de l'eau potable uniquement à une municipalité.

165. The Community may supply drinking water only to a municipality.

Drinking water.

Consentement pour fournir de l'eau.

166. À compter de la date d'entrée en vigueur de règlements adoptés en vertu de l'article 162, aucune municipalité qui reçoit de l'eau de la Communauté ne peut, sans le consentement de la Communauté, fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit.

166. From the coming into force of the by-laws made under section 162, no municipality which receives water from the Community shall, without the consent of the Community, supply water to any other municipality.

Consent required to supply water.

Respect
des con-
trats an-
térieurs.

167. Rien dans l'article 166 n'est censé empêcher une municipalité de fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit en vertu de contrats antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi, si les ouvrages, usines et conduites nécessaires pour ce faire n'ont pas été acquis par la Communauté.

Règle-
ments.

168. La Communauté peut adopter des règlements pour:

1° la fourniture d'eau potable aux municipalités;

2° l'entretien, la gestion et l'exploitation de ses usines ou ouvrages de traitement d'eau et de ses conduites maîtresses d'aqueduc;

3° l'établissement d'un tarif pour la fourniture aux municipalités des services d'eau;

4° la location des compteurs, le cas échéant;

5° la détermination des conditions, y compris le paiement d'honoraires, de tout raccordement à son réseau d'aqueduc.

Appro-
bation.

Ces règlements requièrent l'approbation de la Régie des eaux du Québec.

Contrat
de four-
niture
d'eau
potable.

169. La présente loi n'empêche pas la Communauté de s'engager par contrat à fournir de l'eau potable à une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire.

§ 9.—Disposition des ordures

Centres de
disposi-
tion des
ordures.

170. La Communauté peut établir, posséder et exploiter des centres de disposition des ordures dans son territoire ou à l'extérieur et en réglementer l'utilisation et vendre l'énergie résultant de l'exploitation de ce centre.

Contrats
pour col-
lections
des or-
dures.

À compter du moment où un tel centre de disposition des ordures est exploité, aucune municipalité du territoire de la Communauté ne peut accorder ou renouveler un contrat pour la collecte des ordures sans que le mode de disposition de ces dernières ne soit approuvé par la Communauté.

Opéra-
tions con-
tinuées.

Ces municipalités peuvent continuer d'exploiter, d'entretenir et de réparer tous les centres de disposition des ordures qui sont déjà en exploitation ou en construction au moment de l'entrée en vigueur de

167. Nothing in section 166 shall be deemed to prevent any municipality from supplying water to any other municipality under contracts made before the coming into force of this act if the works, plants and mains necessary to do so have not been acquired by the Community.

Prior
contracts
safe-
guarded.

168. The Community may make by-laws to:

(1) supply drinking water to the municipalities;

(2) maintain, manage and operate its water treatment plants or works and the water mains;

(3) establish a tariff for the supply of water services to the municipalities;

(4) rent meters, if necessary;

(5) determine the conditions, including the payment of fees, for any connection to its waterworks system.

Such by-laws shall require the approval of the Québec Water Board.

Approval.

169. This act shall not prevent the Community from binding itself by contract to supply drinking water to any municipality which does not form part of its territory.

Contract
to supply
drinking
water.

§ 9.—Garbage disposal

170. The Community may establish, possess and operate garbage disposal centres within or without its territory, and regulate the use thereof, and sell the energy resulting from the operation of such centres.

Garbage
disposal
centres,
etc.

From the time when such a garbage disposal centre is in operation, no municipality in the territory of the Community shall grant or renew a contract for garbage collection unless the Community approves the method of disposal of such garbage.

Contract
for gar-
bage col-
lection.

Such municipalities may continue to operate, maintain and repair all the garbage disposal centres already in operation or under construction at the time of the coming into force of this act. They shall

Contin-
uance of
opera-
tions,
etc.

la présente loi. Elles ne peuvent cependant, sans l'autorisation de la Communauté, affecter des fonds publics à l'agrandissement de centres déjà en existence ou en aménager de nouveaux.

Règlement de mise à la disposition de centres.

La Communauté peut, par règlement, obliger les municipalités de son territoire qui possèdent un centre de disposition des ordures à les mettre à la disposition des autres municipalités moyennant une compensation fixée par la Communauté et approuvée par la Commission municipale de Québec.

not, however, without the authorization of the Community, allocate public funds to the enlargement of existing centres, or develop new ones.

The Community, by by-law, may compel the municipalities in its territory which possess garbage disposal centres to make them available to other municipalities, upon payment of a compensation fixed by the Community and approved by the Québec Municipal Commission.

By-law to make centres available.

§ 10.—Loisirs et parcs

Règlements sur les parcs, etc.

171. La Communauté peut, par règlement soumis à l'approbation du ministre, déterminer les parcs, centres de loisirs et autres équipements de loisirs qui sont à caractère régional.

Entretien, etc.

172. Lorsque la Communauté a obtenu compétence sur ces matières en vertu de l'article 107, elle est chargée de l'entretien et de l'exploitation de ces parcs, centres et de tous autres équipements qu'elle détermine par la suite par règlement soumis à l'approbation du ministre.

Nouveaux parcs, etc.

Elle peut également, par la suite, en établir de nouveaux avec la même approbation.

Approbation de projets de parcs, etc.

173. À compter de la date où la Communauté acquiert compétence sur ces matières, tout projet d'établissement par une municipalité d'un parc, d'un centre ou d'un autre équipement de loisirs doit, avant l'adoption de la résolution ou du règlement nécessaire à sa mise en oeuvre, être soumis à l'approbation du comité exécutif avec tous les documents et études à ce sujet en possession de la municipalité; le comité exécutif ne peut refuser cette approbation que s'il est d'opinion que le projet est à caractère régional; il y a appel de cette décision à la Commission municipale de Québec.

§ 10.—Recreation and parks

171. The Community, by by-law subject to the approval of the Minister, may determine which parks, recreational centres and other recreational installations are of a regional nature.

By-law respecting parks, etc.

172. When the Community has obtained competence in such matters under section 107, it shall maintain and operate such parks, centres and all other installations which it determines thereafter by by-law subject to the approval of the Minister.

Maintenance, etc.

It may also thereafter establish new parks, centres and installations with the same approval.

New parks, etc.

173. From the date on which the Community acquires competence in such matters, any project for the establishment by a municipality of a park, a centre or other recreational installation must, prior to the passing of the resolution or by-law required to put it into operation, be submitted for the approval of the executive committee, with all the documents and studies on such subject in the possession of the municipality; the executive committee shall not refuse such approval except if it is of opinion that the project is of a regional nature; an appeal shall lie from such decision to the Québec Municipal Commission.

Prior approval of projects for parks, etc.

§ 11.—Logements à loyer modique

Application de 1966/67, c. 55.

174. À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté par la Communauté en vertu du paragraphe d de l'article

§ 11.—Low-rental dwellings

174. From the coming into force of a by-law passed by the Community under sub-paragraph d of section 107 of this

Community deemed municipality.

107 de la présente loi, la Communauté est une municipalité pour les fins de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55).

act, the Community shall be a municipality for the purposes of the Québec Housing Corporation Act (1966/1967, chapter 55).

SECTION VIII

DIVISION VIII

*Dispositions financières**Financial provisions*

Exercice financier.

175. L'exercice financier de la Communauté commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

175. The fiscal year of the Community shall begin on the 1st of January and end on the 31st of December each year.

Fiscal year.

Budget annuel.

176. La Communauté a l'obligation de préparer et d'adopter un budget chaque année.

176. The Community must prepare and adopt a budget each year.

Annual budget.

Préparation du budget.

177. Le comité exécutif dresse le budget de la Communauté pour le prochain exercice financier; il le dépose chez le secrétaire de la Communauté qui transmet à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil, au plus tard le 15 octobre, une copie de ce budget, de celui de la Commission de transport et de celui du Bureau d'assainissement ainsi que toutes recommandations du comité exécutif à ce sujet.

177. The executive committee shall draw up the budget of the Community for the ensuing fiscal year; it shall deposit such budget with the secretary of the Community who, not later than on the 15th of October, shall send to each municipality and to each member of the Council a copy of such budget, of the budget of the Transit Commission and of that of the Purification Board, and all the recommendations of the executive committee respecting such matter.

Budget for ensuing fiscal year.

Soumission des budgets.

178. Ces budgets sont soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

178. Such budgets shall be submitted to the Council not later than on the 15th of November at a special meeting called for such purpose.

Budgets submitted to Council.

Assemblée pour adopter les budgets.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve de l'alinéa suivant, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que les budgets soient adoptés.

Such meeting shall be adjourned as often as necessary and, subject to the following paragraph, shall not be closed unless the budgets are adopted.

Meeting to adopt budgets.

Entrée en vigueur automatique.

S'ils n'ont pas été adoptés par le Conseil le 15 décembre, ceux-ci entrent automatiquement en vigueur à compter de cette date.

If they are not adopted by the Council before the 15th of December, such budgets shall automatically come into force from such date.

Automatic coming into force.

Demande de modifications à la Commission municipale.

Cependant, s'ils entrent en vigueur automatiquement en vertu des dispositions du présent article sans avoir été formellement approuvés par le Conseil, cinq membres du Conseil, peuvent s'adresser à la Commission municipale de Québec, par requête signifiée à la Communauté et, le cas échéant, à la Commission de transport, ou au Bureau d'assainissement, et produite à la Commission muni-

However, if they come into force automatically under this section without having been formally approved by the Council, five members of the Council may apply to the Québec Municipal Commission, by a petition served upon the Community and, where such is the case, upon the Transit Commission, or upon the Water Purification Board and filed with the Municipal Commission before the ensuing 1st

Application for amendments to budgets.

cipale avant le 1^{er} janvier qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, ces budgets.

Décision.

La Commission municipale, après avoir avisé les municipalités intéressées et entendu celles qui en ont manifesté le désir, doit rendre sa décision avant le 1^{er} février qui suit. Elle peut confirmer le budget ou le modifier. Elle ne peut cependant modifier le budget que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

of January, to have such budgets amended in whole or in part.

After it has notified the municipalities interested and heard those which expressed the desire to be heard, the Municipal Commission must render its decision before the ensuing 1st of February. It may confirm or amend the budget. Nevertheless, it shall not amend the budget unless it is convinced that such budget entails a serious prejudice to the rate-payers.

Decision.

Paiement des dépenses d'appel.

Elle peut ordonner le paiement, par la Communauté, la Commission de transport, le Bureau d'assainissement ou les municipalités qu'elle désigne, selon la partie qui succombe, à la Communauté ou aux municipalités qu'elle désigne, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle Cour.

It may order the Community, the Transit Commission, the Water Purification Board or such municipalities as it designates, to pay, according to the losing party, to the Community or to the municipalities which it designates, such amount as it considers equitable to meet the expenses incurred for such appeal; the order for such purpose shall be homologated upon a motion to the Provincial Court or to the Superior Court, according to their respective jurisdictions; the order so homologated shall be executory in the same manner as a judgment of such a court.

Payment of expenses for appeal, etc.

Ordonnance interlocutoire.

Elle peut également rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.

It may also make any interlocutory order to safeguard the rights of the interested parties during the suit.

Interlocutory order.

Gestion des budgets.

179. Le chef de chaque service est responsable de la gestion du budget de son service, selon les prescriptions de la présente loi, sous le contrôle du comité exécutif.

179. The head of each department shall be responsible for the management of the budget of his department, according to the provisions of this act, under the supervision of the executive committee.

Management of budgets.

Budget supplémentaire.

180. La Communauté peut, en cours d'exercice, adopter tout budget supplémentaire qu'elle juge nécessaire.

180. During a fiscal year, the Community may adopt any supplementary budget which it deems necessary.

Supplementary budget.

Virement de crédits.

181. Le comité exécutif peut virer d'une division à une autre du même service les crédits attribués à l'une d'elles dans le budget, sur recommandation du chef de ce service.

181. The executive committee may transfer from one division to another of the same department the appropriations attributed to any of them in the budget upon the recommendation of the head of such department.

Transfers authorized.

Approbation.

Tout autre virement des fonds requiert l'approbation du Conseil.

Any other transfer of funds shall require the approval of the Council.

Approval.

Certificat du trésorier.

182. Aucun règlement ou résolution du Conseil, aucun rapport ou résolution du comité exécutif qui autorise ou recommande la dépense de deniers n'a d'effet

182. No by-law or resolution of the Council or report or resolution of the executive committee authorizing or recommending the expenditure of moneys shall

Previous certificate.

sans certificat du trésorier attestant qu'il y a des fonds disponibles.

have effect without a certificate by the treasurer attesting that there are available funds.

Fonds disponibles.

183. Les fonds appropriés par voie de budget pendant un exercice financier à des travaux déterminés restent disponibles pendant l'exercice suivant pour l'exécution de ces travaux, qu'ils soient commencés ou non.

183. The funds appropriated by a budget during a fiscal year for specified work shall remain available during the ensuing fiscal year for the carrying out of such work, whether it has commenced or not.

Funds available for works.

Affectation de surplus, etc.

184. Tout surplus ou déficit d'un exercice financier doit être porté aux revenus ou aux dépenses du budget de l'exercice suivant le rapport des vérificateurs, le tout sous réserve de l'article 180.

184. Any surplus or deficit for a fiscal year shall be entered in the revenues or expenses of the budget for the fiscal year according to the auditors' report, the whole subject to section 180.

Surplus, etc., to be entered.

Responsabilité du trésorier.

185. Le trésorier est personnellement responsable de tous deniers qu'il paie et qui, à sa connaissance, excèdent le montant approprié à cette fin.

185. The treasurer shall be personally responsible for all moneys which he pays and which, to his knowledge, exceed the amount appropriated for such purpose.

Responsibility of treasurer.

Compensation au lieu de taxes.

186. Sous réserve de l'article 189 la Communauté n'est assujettie au paiement d'aucune taxe générale ou spéciale pour fins municipales ou scolaires, mais elle paie une compensation pour les services municipaux, et les travaux d'amélioration locale dont elle bénéficie directement. À défaut d'entente sur le montant de cette compensation, celle-ci est déterminée par la Commission municipale de Québec.

186. Subject to section 189 the Community shall not be required to pay any general or special tax for municipal or school purposes, but shall pay a compensation for the municipal services and local improvement works from which it benefits directly. Failing agreement on the amount of such compensation, such compensation shall be determined by the Québec Municipal Commission.

Exemption from taxes, etc.

Fonds général en garantie.

187. Le paiement des dépenses de la Communauté, y compris le paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, est garanti par son fonds général.

187. The payment of the expenses of the Community, including payment of interest on and amortization of its loans, shall be guaranteed by its general fund.

General fund as guarantee.

Imposition de taxes.

188. Lors de l'adoption de son budget ou d'un budget supplémentaire, la Communauté peut, par résolution aux fins de payer ses dépenses, imposer soit une taxe basée sur l'évaluation des biens-fonds imposables de son territoire, soit une taxe basée sur leur valeur annuelle, soit ces deux taxes à la fois.

188. Upon adopting its budget or a supplementary budget, the Community, by resolution, for the purpose of paying its expenses, may impose a special tax based on the valuation of the taxable real estate in its territory, or a tax based on its annual value, or both such taxes at once.

Levying special taxes, etc., for expenses.

Pouvoirs exclusifs sur taxe foncière.

189. La Communauté exerce de plus, à l'exclusion des municipalités de son territoire, à l'égard des terrains qu'elle acquiert pour fins industrielles et autres immeubles dessus érigés, les pouvoirs prévus par la Loi des cités et villes quant à l'imposition et la perception de la taxe foncière générale.

189. The Community shall also exercise, to the exclusion of the municipalities in its territory, as regards land which it acquires for industrial purposes and other immovables erected thereon, the powers provided in the Cities and Towns Act with respect to the levying and collection of the general real estate tax.

Exclusive powers of Community.

Taux
de la
taxe.

Le taux de cette taxe est celui qui est en vigueur dans la municipalité où se trouvent ces immeubles. La Communauté doit annuellement faire remise à cette municipalité du tiers de la taxe ainsi prélevée ou d'une somme équivalente tant qu'elle est propriétaire de ces terrains.

The rate of such tax shall be that which is in force in the municipality in which such immovables are situated. The Community must remit to the municipality each year one-third of the tax so levied or an equivalent amount, as long as it is the owner of such land.

Taux
d'intérêt.

190. Les taxes portent intérêt au taux fixé par le Conseil lors de l'adoption du budget. Le Conseil peut alors également accorder un escompte n'excédant pas cinq pour cent à tout contribuable qui acquitte ses taxes avant échéance.

190. Taxes shall bear interest at a rate to be fixed by the Council when it adopts the budget. The Council may also at such time grant a discount of not more than five per cent to every ratepayer who pays his taxes before they are due.

Créance
privilegiée.

191. Les taxes et leurs intérêts constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement.

191. Taxes and interest due thereon shall be privileged claims which need not be registered.

Prescription.

192. Les arrérages de taxes se prescrivent par trois ans.

192. Arrears of taxes shall be prescribed by three years.

Description
de
propriété.

193. Le numéro du cadastre donné à une propriété immobilière sur le plan officiel et dans le livre de renvoi pour la division territoriale dans laquelle cette propriété est située, est une description suffisante de cette propriété dans les rôles d'évaluation et de perception pour autoriser la Communauté à prélever la contribution sur cette propriété.

193. The cadastral number given to immovable property upon the official plan and in the book of reference for the territorial division in which such property is situated shall, for taxation purposes, be a sufficient description and identification of such property in the valuation and collection rolls.

Subdivi-
sion non
enregist-
trée.

Tant que la subdivision d'une propriété n'a pas été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où cette propriété est située, le commissaire à l'évaluation peut l'évaluer comme un seul immeuble, sans tenir compte de la subdivision, et il est loisible à la Communauté de prélever la taxe sur la totalité ou sur les parties de cette propriété; si, au contraire, la subdivision a été enregistrée, il est du devoir du commissaire à l'évaluation d'évaluer séparément chaque lot subdivisé et la taxe est imposée sur chacun des lots suivant son évaluation.

Whenever the subdivision of any property has not been registered in the registry office for the registration division within which such property is situated, the valuation commissioner may assess it as a whole, without taking any notice of the subdivision, and the Community may levy the tax on the whole or on any part of such property; but if a subdivision thereof has been registered, the valuation commissioner shall assess each subdivided lot separately, and the taxes shall be imposed on each of the lots according to its valuation.

Subroga-
tion.

194. Quiconque, n'étant pas propriétaire, paie les taxes imposées par la Communauté, est subrogé de plein droit aux privilèges de celle-ci, contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer

194. Any person, not being the owner, who pays taxes imposed by the Community, shall be subrogated without other formality, in the privileges of the Community on the moveable or immovable property of the owner, and may, unless there be an agreement to the contrary, withhold from the rent or from any

de lui, par action personnelle, le montant qu'il a payé en capital, intérêts et frais.

Subro-
gation.

Sauf les dispositions de l'alinéa précédent, quiconque, n'étant pas débiteur, paie une taxe de la Communauté, générale ou spéciale, avec le consentement de ce dernier, est subrogé de plein droit aux privilèges de la Communauté sur les biens meubles et immeubles du débiteur et peut recouvrer de lui le montant des taxes qu'il a ainsi payé. Cette subrogation n'a d'effet que si le reçu donné par le trésorier de la Communauté qui est tenu d'émettre tel reçu comporte que le paiement a été fait par un tiers pour le débiteur.

Notation
de subro-
gation.

Le fait que les taxes ont été payées par un tiers et que ce dernier est subrogé aux privilèges de la Communauté doit être noté dans les livres de celle-ci et mentionné dans tout état fourni par un officier concernant les taxes dues par une personne ou grevant un immeuble. L'omission de cette mention rend la Communauté responsable du préjudice en résultant pour une tierce personne sauf recours contre l'officier en défaut.

Personnes
tenues de
payer les
taxes.

195. Les taxes imposées sur un terrain peuvent être réclamées aussi bien du locataire, de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de ce terrain, lors même que tel locataire, occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation.

Règle-
ments de
percep-
tion.

196. Le conseil peut adopter les règlements qui sont nécessaires pour assurer la perception de toute taxe imposée en vertu de la présente loi.

Effet de
vente
forcée.

Cependant la vente par le shérif ou toute autre vente ayant l'effet du décret ne purge pas l'immeuble des taxes non échues imposées sur cet immeuble.

Rôle
général
de percep-
tion.

197. Il est du devoir du trésorier de faire, chaque année, au temps fixé par le Conseil, un rôle général de perception comprenant toutes les taxes alors imposées, et les mentionnant séparément.

other debt which he owes him, or recover from him by personal action, the amount which he has paid in principal, interest and costs.

Saving the provisions of the preceding paragraph, any person, not being the debtor, who pays a general or special tax of the Community, with the consent of the latter, is of right subrogated in the privileges of the Community on the moveable and immoveable property of the debtor and may recover from him the amount of taxes so paid. Such subrogation shall be of no effect unless the receipt given by the treasurer of the Community who is bound to issue such receipt states that the payment was made by a third party for the debtor.

Subroga-
tion.

The fact that the taxes were paid by a third party and that the latter is subrogated in the privileges of the Community must be noted in the books of the Community and mentioned in every statement furnished by an officer respecting the taxes owed by any person or affecting an immoveable. The omission of such mention shall render the Community liable for the prejudice caused thereby to a third person, saving its recourse against the officer in default.

Subroga-
tion to be
noted.

195. Taxes imposed on any land may be collected from the tenant, occupant or other possessor of such land as well as from the owner thereof, or from any subsequent acquirer of such land, even where such tenant, occupant, possessor or acquirer is not entered on the valuation roll.

Persons
liable for
taxes.

196. The council may pass such by-laws as may be necessary to enforce the collection of any tax imposed in virtue of this act.

By-law to
enforce
collection.

Nevertheless a sale by the sheriff or any other sale having the effect of a forced sale shall not free an immoveable from the taxes imposed on such immoveable which are not yet due.

Effect of
forced
sale.

197. The treasurer shall make a general collection roll, each year, at the time fixed by the Council, including all taxes then imposed, mentioning them separately.

General
collection
roll.

Rôle spécial de perception.
Devoir du trésorier au cas de plaintes.

Il est aussi de son devoir de dresser un rôle spécial de perception à la suite de l'adoption d'un budget supplémentaire.

Lorsqu'une plainte est portée contre le rôle d'évaluation, et qu'une décision finale en dernière instance n'est pas rendue lors de la confection du rôle de perception, le trésorier établit le montant de la taxe payable par le plaignant comme si aucune plainte n'avait été portée. Après décision finale sur la plainte, tout montant payé en trop par le plaignant lui est remboursé avec intérêt au taux fixé suivant l'article 190 à compter de la date du paiement.

Demande de paiement.

198. Dans les soixante jours qui suivent celui où un rôle a été complété, le trésorier transmet par la poste, à toute personne inscrite à ce rôle, une demande de paiement des taxes. Celles-ci sont payables dans les trente jours qui suivent la mise à la poste de cette demande de paiement.

Recouvrement de taxes impayées.

199. Si les taxes ne sont pas payées à l'expiration du délai prévu à l'article 193, le trésorier peut les recouvrer selon les articles 543 à 575 de la Loi des cités et villes, *mutatis mutandis*; les mots « conseil », « maire » et « greffier » désignent respectivement « comité exécutif », « président du comité exécutif » et « secrétaire ».

Remise aux pauvres.

200. Le conseil peut, par résolution, faire remise du paiement des taxes municipales aux personnes pauvres.

Emprunts.

201. La Communauté peut, avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions approuvées par la Commission municipale de Québec. Le terme de ces emprunts ne peut en aucun cas excéder cinquante ans.

Idem.

202. Les emprunts de la Communauté sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une simple résolution approuvée par la Commission municipale de Québec suffit.

Special collection roll.

It shall also be his duty to prepare a special collection roll following the adoption of a supplementary budget.

Duty of treasurer in case of complaint.

When a complaint is lodged against the valuation roll and a final decision in last resort is not rendered at the time when the collection roll is made, the treasurer shall establish the amount of the tax payable by the complainant in the same manner as if a complaint had not been lodged. After a final decision on the complaint, any excess amount paid by the complainant shall be repaid to him with interest at the rate fixed in accordance with section 190 from the date of payment.

Demand for payment.

198. Within sixty days following the day on which a roll was completed, the treasurer shall transmit by mail, to every person entered on such roll, a demand for payment of the taxes. Such taxes shall be payable within thirty days following the mailing of such demand for payment.

Recovery of unpaid taxes.

199. If the taxes have not been paid at the expiry of the delay provided in section 193, the treasurer may recover such taxes in accordance with sections 543 to 575 of the Cities and Towns Act *mutatis mutandis*; the words "council", "mayor" and "clerk" mean "executive committee", "chairman of the executive committee" and "secretary" respectively.

Exemption for poor.

200. The Council may, by resolution, exempt the poor of the municipality from the payment of taxes.

Loans.

201. With the authorization of the Québec Municipal Commission, the Community may contract loans by notes, bonds or other securities, at the rate of interest and on the other conditions approved by the Québec Municipal Commission. The term of such loans shall in no case exceed fifty years.

Idem.

202. The loans of the Community shall be ordered by by-law, except in the case of loans by notes the term for repayment of which does not exceed one year; in such last mentioned case, a mere resolution approved by the Québec Municipal Commission shall be sufficient.

Taux d'intérêt.

203. Le Conseil peut fixer le taux d'intérêt sur ses emprunts et les échéances, déterminer les autres conditions des obligations, débetures, rentes inscrites, bons du trésor ou autres effets négociables émis ou à émettre, désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir, et déterminer les conditions de leur émission et vente.

203. The Council may fix the interest rates on its loans and the dates on which they become due, determine the other conditions of the bonds, debentures, inscribed stock, treasury bills or other negotiable securities issued or to be issued, designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities hereinabove mentioned and the persons authorized to keep such register, and determine the conditions for their issue and sale.

Rate of interest.

Délégation de pouvoirs.

Le Conseil peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'un quelconque des pouvoirs mentionnés à l'alinéa précédent et celui de disposer de ces effets.

The Council, by by-law, may delegate to the executive committee any of the powers mentioned in the preceding paragraph and the power to dispose of such securities.

Delegation of powers.

Dispositions applicables.

204. Les dispositions de l'article 7 et des sections v à xi de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires s'appliquent à la Communauté.

204. Section 7 and Divisions v to xi of the Municipal and School Debt and Loan Act shall apply to the Community.

Provisions to apply.

Placements autorisés.

205. Les obligations, billets et autres titres émis par la Communauté sont des placements autorisés au sens des articles 981^o et suivants du Code civil. Ces obligations, billets et autres titres constituent pour leurs détenteurs des obligations directes et générales de la Communauté et des municipalités.

205. The bonds, notes and other securities issued by the Community shall be authorized investments within the meaning of articles 981^o and following of the Civil Code. Such bonds, notes and other securities shall constitute for the holders thereof direct and general obligations of the Community and of the municipalities.

Bonds, etc., deemed authorized investments.

Responsabilité solidaire.

206. Les municipalités du territoire de la Communauté sont solidairement responsables envers les détenteurs d'obligations, billets et autres titres émis par la Communauté, du remboursement de ces derniers, en principal, intérêts et autres accessoires, de même que de toutes autres obligations contractées par la Communauté envers ces détenteurs.

206. The municipalities in the territory of the Community shall be severally liable toward the holders of bonds, notes and other securities issued by the Community for the repayment of such bonds, notes and other securities, in principal, interest and other accessories, and of all other obligations contracted by the Community towards such holders.

Liability for repayment of bonds, etc.

Signature des obligations, etc.

207. Les obligations, billets et autres titres de la Communauté sont signés par le président ou le vice-président du comité exécutif et par le secrétaire ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par règlement de la Communauté.

207. The bonds, notes and other securities of the Community shall be signed by the chairman or the vice-chairman of the executive committee and by the secretary or, if the secretary is absent or unable to act, by the person designated for such purpose by by-law of the Community.

Signature of bonds, etc.

Fac-similé.

208. Le fac-similé de la signature du président peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations et tel fac-

208. The facsimile of the signature of the chairman may be engraved, lithographed or printed on the bonds and such

Facsimile.

similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

facsimile shall have the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

Fac-similé de signatures.

Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire de la Communauté peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations et sur les chèques émis par la Communauté et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

The facsimile of the signature of the chairman and of the secretary of the Community may be engraved, lithographed or printed on the bond coupons and cheques issued by the Community and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves had been affixed thereto.

Facsimile of signature.

Vérificateurs.

209. Le ou avant le 1^{er} février de chaque année, la Communauté doit nommer un ou des vérificateurs pour l'exercice financier courant. Ces vérificateurs doivent faire rapport à la Communauté de leur examen dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration de l'exercice financier. La Commission municipale de Québec peut ordonner la nomination de tout autre vérificateur qu'elle juge nécessaire et exiger un rapport.

209. On or before the 1st of February each year the Community shall appoint one or more auditors for the current fiscal year. Such auditors shall report to the Community on their examination within ninety days following the expiry of the fiscal year. The Québec Municipal Commission may order the appointment of any other auditor whom it deems necessary and require a report.

Auditors.

TITRE II

TITLE II

COMMISSION DE TRANSPORT

TRANSIT COMMISSION

SECTION I

DIVISION I

GÉNÉRALITÉS

GENERAL PROVISIONS

Constitution.
Nom.

210. Une corporation publique est par les présentes constituée sous le nom, en français, de « Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec » et, en anglais, de « Québec Urban Community Transit Commission ».

210. A public corporation is hereby constituted under the name of "Québec Urban Community Transit Commission" in English and "Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec" in French.

Constitution.

Name.

Objets.

211. La Commission de transport a pour objet d'exploiter un réseau général de transport en commun en surface, en sous-sol ou au dessus du sol, y compris des ascenseurs, dans son territoire.

211. The objects of the Transit Commission shall be to operate, within its territory, a general network for public transport on, above or beneath the surface of the ground, including elevators.

Objects.

Compétence.

212. La Commission de transport a compétence sur le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe B.

212. The Transit Commission shall have competence within the territory of the municipalities mentioned in Schedule B.

Territorial competence.

Dévolution des biens.

213. Au cas de dissolution de la Commission, ses biens, après paiement de ses dettes, sont dévolus à la Communauté de la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

213. In the case of dissolution of the Commission, its property, after payment of its debts, shall be vested in the Community in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

Vesting of property upon dissolution.

Usage
des
revenus.

214. Tous les revenus de la Commission de transport servent à acquitter ses obligations et à exploiter, maintenir et améliorer son réseau de transport.

214. All the revenue of the Commission shall be used to discharge its obligations and to operate, maintain and improve its transport network.

Use of
revenue.

SECTION II

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Compo-
sition.

215. La Commission de transport se compose de trois commissaires, dont un président-directeur général, nommés de la façon ci-après prévue.

215. The Transit Commission shall consist of three commissioners, one of whom shall be chairman and general manager, appointed in the manner hereinafter provided.

Composi-
tion.

Mandat
des com-
missaires.

216. Les commissaires sont nommés pour un mandat de dix ans. Néanmoins, tout commissaire demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur.

216. The commissioners shall be appointed for a term of office of ten years. Nevertheless, every commissioner shall remain in office after the expiry of his term until his successor is appointed.

Term of
office of
commis-
sioners.

Idem.

Ces mandats sont renouvelables.

Such terms shall be renewable.

Renewal.

Nomina-
tion.

217. Le président-directeur général est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

217. The chairman and general manager shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Chair-
man and
general
manager.

Idem.

Les autres commissaires sont désignés par résolution du conseil de la Communauté.

The other commissioners shall be appointed by resolution of the Council of the Community.

Other
commis-
sioners.

Quorum.

Le quorum des séances de la Commission de transport est de la majorité des membres, dont le président-directeur général.

A majority of the members, including the chairman and general manager, shall constitute a quorum at sittings of the Commission.

Quorum.

Vote.

Chaque commissaire y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, le président a, en plus, un vote prépondérant.

Each commissioner including the chairman shall be entitled to one vote at every sitting of the Commission; in the case of a tie vote, the chairman shall also have a casting-vote.

Vote.

Compo-
sition du
Conseil
aux fins
du pré-
sent titre.

218. Le conseil de la Communauté pour les fins du présent titre se compose d'un représentant par municipalité mentionnée à l'annexe B, le maire y est d'office délégué à moins que le conseil de la municipalité ne désigne par résolution un autre de ses membres.

218. The Council of the Community for the purposes of this title shall consist of one representative for each municipality mentioned in Schedule B; the mayor shall be a delegate *ex officio* unless the council of the municipality appoints another of its members by resolution.

Composi-
tion of
Council
for this
title.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions de la section IV du titre I de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis*, sauf quant à la convocation des assemblées spéciales qui pourront l'être en outre à la demande du président-directeur général ou à celle des deux commissaires.

The provisions of Division IV of Title I of this act shall apply *mutatis mutandis*, except as regards the calling of special meetings which may also be called at the request of the chairman and general manager or at the request of the two commissioners.

Provisions
to apply.

Décisions.

219. Les décisions du Conseil pour les fins du présent titre sont prises de la façon ci-après prévue.

219. The decisions of the Council for the purposes of this title shall be taken in the manner hereinafter provided.

Decisions.

Voix « A ».	Chaque membre dispose d'une voix appelée voix « A ».	Each member shall have one vote "A" vote. called an "A" vote.
Voix « B ».	Il dispose, en outre de sa voix « A », d'un nombre de voix « B » proportionnel à la quote-part de la municipalité qu'il représente dans le déficit d'exploitation de la Commission de transport.	In addition to his "A" vote, he shall "B" have a number of "B" votes proportional to the aliquot share of the municipality which he represents in the operating deficit of the Transit Commission.
Idem.	L'ensemble des voix « B » est égal au double du nombre des voix « A ».	All of the "B" votes shall be equal to Idem. twice the number of "A" votes.
Nombre de voix « B ».	Les mots « nombre de voix « B » comprennent les fractions de voix « B ».	The words "number of "B" votes" shall Number of "B" include fractions of "B" votes. votes.
Usage des voix « B ».	Les voix « B » sont exprimées seulement si une municipalité est appelée à contribuer au paiement du déficit d'exploitation pour le dernier exercice financier de la Commission de transport.	The "B" votes shall be cast only if a municipality is called upon to contribute towards the payment of the operating deficit for the last fiscal year of the Transit Commission. Casting of "B" votes.
Services exclusifs.	220. Le président-directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission de transport et des devoirs de son office et ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunérée.	220. The chairman and general manager shall devote his time exclusively to the work of the Transit Commission and the duties of his office and shall not engage in any other remunerative employment or occupation. Full-time employment.
Autres commissaires.	Les autres commissaires doivent consacrer aux affaires de la Commission tout le temps nécessaire.	The other commissioners shall devote such time as is necessary to the business of the Commission. Other commissioners.
Fonctions incompatibles.	221. Sont incompatibles avec la fonction de commissaire, la fonction de membre du Conseil, du comité exécutif ou de fonctionnaire de la Communauté et la fonction de maire, de membre du conseil ou de fonctionnaire d'une municipalité du territoire de la Commission de transport.	221. The office of member of the Council or of the executive committee, or of officer of the Community, and the office of mayor, councillor or officer of a municipality in the territory of the Transit Commission shall be incompatible with the office of commissioner. Incompatible offices.
Conflits d'intérêts.	Aucun commissaire ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission de transport.	Under pain of forfeiture of his office, no commissioner shall have any direct or indirect interest in an undertaking which puts his personal interest in conflict with that of the Transit Commission. Conflict of interest.
Exception.	Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.	Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch. Exception.
Honoraires, etc.	222. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations, traitements et pensions des commissaires. Ces sommes sont payées par la Commission de transport.	222. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances, salaries and pensions of the commissioners. Such sums shall be paid by the Transit Commission. Fees, etc.
Immunité.	223. Les commissaires et le secrétaire de la Commission de transport ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.	223. The commissioners and the secretary of the Transit Commission cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions. Immunity.

Recours
prohibés.

224. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission de transport, les commissaires ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.

224. None of the extraordinary recourses contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Transit Commission, the commissioners or the secretary acting in their official capacity, unless applied for by the Lieutenant-Governor in Council, the Community or any municipality thereunto authorized by the Community.

Recourses
denied.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

225. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Commission de transport, sauf sur une demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.

225. Article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Transit Commission, except upon an application by the Lieutenant-Governor in Council, the Community or any municipality thereunto authorized by the Community.

Provision
not to
apply.

Annula-
tion de
bref, etc.

226. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref ou toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de la présente loi.

226. Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to this act.

Annul-
ment of
writ, etc.

SECTION III

DIVISION III

POUVOIRS DE LA COMMISSION DE TRANSPORT

POWERS OF THE TRANSIT COMMISSION

Disposi-
tions ap-
plicables.

227. Les articles 3, 4, 92, 94, 95, 103 et 104 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* à la Commission de transport.

227. Sections 3, 4, 92, 94, 95, 103 and 104 of this act shall apply *mutatis mutandis* to the Transit Commission.

Provisions
to apply.

Pouvoirs
particu-
liers.

La Commission peut, en outre des pouvoirs généraux prévus au présent titre, exercer les pouvoirs particuliers suivants:

In addition to the general powers contemplated by this title, the Commission may exercise the following special powers:

Special
powers.

a) conclure, avec l'approbation de la Régie des transports, toute entente jugée utile avec toute entreprise de transport en commun;

(a) with the approval of the Transportation Board, to make any agreement deemed useful with any public transport undertaking;

b) donner à loyer, sur ses propriétés, des espaces pour tous commerces qu'elle pourra déterminer et réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements ainsi que louer des espaces publicitaires sur ses propriétés et ses véhicules;

(b) to lease, on its property, space for any business which it may determine and regulate the use of showcases and display windows in such establishments, and lease advertising space on its property and in its vehicles;

c) acquérir, posséder et exploiter elle-même tous commerces aux endroits décrits au paragraphe précédent;

(c) to acquire, possess and operate, by itself, any business at the places described in the preceding paragraph;

d) adopter des règlements concernant la conduite des personnes sur ses propriétés de façon à assurer au public le confort et la sécurité;

(d) to make by-laws respecting the conduct of persons on its properties in such a way as to ensure comfort and safety to the public;

e) avec l'approbation de la Communauté, faire tous travaux qu'elle juge nécessaires à une meilleure exploitation de ses services, y compris construire, posséder et exploiter des parcs ou garages de stationnement, des quais et débarqu岸, faire des travaux d'élargissement ou de redressement de rues et tous autres travaux qu'elle considère nécessaires ou utiles à une exploitation efficace de ses services.

(e) with the approval of the Community, to perform such work as it deems necessary for the better operation of its services including the power to build, possess and operate grounds or garages for parking, wharves and unloading docks, to perform works for the widening or straightening of streets and any other works it deems necessary or useful for the efficient operation of its services.

Acquisition d'actifs d'entreprises de transport.

228. La Commission de transport peut, avec l'autorisation de la Communauté et de la Commission municipale de Québec, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, la totalité ou toute partie des actifs ou du capital-actions de toute entreprise de transport en commun exploitée, en tout ou pour la plus grande partie, à l'intérieur de son territoire.

228. With the authorization of the Community and of the Québec Municipal Commission, the Transit Commission may acquire by agreement or by expropriation all or part of the assets or of the capital stock of any public transport undertaking operated wholly or for the most part within its territory.

Acquisition of assets, etc., of undertaking.

Conditions d'exploitation de service dans certains territoires.

La Commission de transport ne peut exploiter aucun service de transport en commun dans le territoire actuellement desservi par l'une ou l'autre des compagnies Autobus Dupont, Ltée (service Montmorency), Autobus Fournier, Ltée, Autobus Laval, Ltée, Autobus Vanier, Ltée, La Cie d'Autobus de Charlesbourg, Ltée, Québec-Autobus Ltée, Transport Boischatel, Ltée, sans acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de l'une ou l'autre de ces entreprises de transport desservant le territoire auquel la Commission de transport établit ainsi son service.

The Transit Commission shall not operate any public transport service in the territory presently served by one or another of the following companies, *viz.*, Autobus Dupont, Ltée (Montmorency service), Autobus Fournier, Ltée, Autobus Laval, Ltée, Autobus Vanier, Ltée, La Cie d'Autobus de Charlesbourg, Ltée, Québec-Autobus Ltée and Transport Boischatel, Ltée, without acquiring, by agreement or by expropriation, the capital stock or the moveable and immoveable property of whichever of such transport undertakings serves the territory in which the Transit Commission so establishes its service.

Conditions for operating service in certain territories.

Expropriation.

Pour exproprier, elle procède en utilisant, *mutatis mutandis*, les pouvoirs de la Communauté, sauf que dans le cas d'acquisition par expropriation avec possession préalable, la Commission doit déposer au préalable une somme équivalente à soixante-quinze pour cent des revenus bruts d'exploitation du dernier exercice financier de l'expropriée, tels qu'établis par les états financiers déposés à la Régie des transports qui en délivre un certificat.

In expropriating, it shall proceed, *mutatis mutandis*, by using the powers of the Community, except that in the case of acquisition by expropriation with prior possession, the Commission shall previously deposit a sum equal to seventy-five per cent of the gross operating revenue for the last fiscal year of the expropriated party, as established by the financial statements deposited with the Transportation Board, which shall deliver a certificate thereof.

Expropriation powers.

Dispositions applicables.

Dans le cas d'une acquisition prévue au présent article, l'article 36 du Code du travail s'applique.

In the case of an acquisition contemplated by this section, section 36 of the Labour Code shall apply.

Provisions to apply.

Administrateur.

229. Dès l'acquisition par la Commission de transport de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en

229. As soon as the Transit Commission acquires all of the capital stock of a public transport undertaking, the func-

Commissioners sole directors.

commun, les fonctions des administrateurs alors en fonctions de l'entreprise prennent fin et les commissaires deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.

Nullité
d'émission
d'actions,
etc.

230. Toute émission d'actions ou d'obligations faite par une entreprise de transport en commun après la date de la résolution de la Commission de transport décrétant l'expropriation du capital-actions de cette entreprise est nulle et de nul effet.

Juridic-
tion au
cas d'ex-
propria-
tion.

231. Dans le cas d'une expropriation prévue par l'article 228, la Régie des transports a, à l'exclusion de la Régie des services publics, juridiction pour fixer les conditions de l'expropriation et l'indemnité.

Droits
des entre-
prises de
transport
sauvegar-
dés.

232. Nonobstant toute loi, convention, acte de fiducie ou disposition quelconque, aucune des dispositions de la présente loi ni l'exercice d'aucun des pouvoirs qu'elle confère à la Commission, ni aucun des actes qu'elle autorise n'a pour effet de constituer une entreprise de transport en commun en défaut aux termes des conventions et actes de fiducie ayant trait à des obligations, ni de rendre le paiement exigible avant échéance, ni de permettre aux créanciers ou aux fiduciaires ou représentants des créanciers d'exercer les pouvoirs et recours prévus pour le cas de défaut de l'entreprise de transport en commun relativement à ces obligations, sauf dans le cas où le paiement de la dette n'a pas été assumé par la Commission.

Effet de
prise à
charge
d'obliga-
tions.

233. La prise à sa charge par la Commission des obligations d'une entreprise de transport en commun tient lieu de toutes hypothèques et garanties s'y rapportant et grevant les biens de cette entreprise, et ces hypothèques et garanties sont éteintes.

Radiation
d'hypo-
thèques,
etc.

La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enre-

tions of the directors of the undertaking then in office shall cease and the commissioners shall become the sole directors of such undertaking, without remuneration, and even if not personally shareholders of such undertaking, notwithstanding any inconsistent provision of any law, charter or by-law.

230. Every issue of shares or bonds made by a public transport undertaking after the date of the resolution of the Transit Commission ordering the expropriation of the capital stock of such undertaking shall be null and void.

Nullity
of issue
of shares,
etc.

231. In the case of an expropriation contemplated by section 228, the Transportation Board, to the exclusion of the Public Service Board, shall have jurisdiction to fix the conditions for the expropriation and the indemnity.

Jurisdic-
tion re-
specting
expropria-
tion.

232. Notwithstanding any law, agreement, trust deed or other provision, none of the provisions of this act or the exercise of any of the powers which it assigns to the Commission, or any of the acts which it authorizes shall have the effect of putting a public transport undertaking in default under the terms of the agreements and trust deeds relating to bonds, or of making the payment exigible before maturity, or of enabling the creditors or the trustees or representatives of the creditors to exercise the powers and recourses contemplated in the case of default of the public transport undertaking as regards such bonds, except in the case where payment of the debt has not been assumed by the Commission.

Public
transport
under-
taking
not in
default.

233. The assumption of the obligations of a public transport undertaking by the Commission shall be in lieu of all hypothecs and guarantees relating thereto and encumbering the property of such undertaking, and such hypothecs and guarantees shall be extinguished.

Effect of
assump-
tion of
obliga-
tions.

The cancellation of the registration of such hypothecs and guarantees shall be effected by the presentation and deposit, for purposes of cancellation, in the office

Cancellat-
ion of
hypothecs,
etc.

gistrement visée, d'une réquisition à cet effet, signée par le président-directeur général et le secrétaire de la Commission, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents, désignant les immeubles affectés par cet enregistrement et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'autorité des signataires.

of the registration division contemplated, of a requisition therefor, signed by the chairman and general manager and the secretary of the Commission, attesting that it has acquired the ownership and final possession of the pertinent moveable and immoveable property, designating the immoveable property affected by such registration and specifying the registration numbers of the hypothecs and guarantees to be cancelled. Such requisition shall make *prima facie* proof of its contents without its being necessary to prove the authority of the signatories.

Dévolu-
tion des
biens, etc.,
après
acquisi-
tion ou
expro-
priation.

234. Dans le cas d'acquisition ou d'expropriation du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, tous les biens, droits et obligations de cette entreprise sont dévolus à la Commission et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le montant total du prix ou de l'indemnité payable pour les actions a été payé à ceux qui y ont droit ou déposé selon la loi, de décréter par arrêté en conseil l'annulation de la charte de l'entreprise de transport en commun. Un avis de l'adoption de cet arrêté en conseil est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et l'annulation prend effet à compter de la date fixée par l'arrêté en conseil. S'il reste alors des réclamations ou procédures judiciaires pendantes entre cette entreprise et des tiers, la Commission est, à compter de l'annulation de la charte de cette entreprise, aux droits et obligations de celle-ci; dès cette annulation, la Commission est, dans toutes les causes pendantes, substituée à l'entreprise, de plein droit et sans reprise d'instance, et les jugements obtenus sont exécutoires par ou contre la Commission, selon le cas.

234. In the case of acquisition or expropriation of the capital stock of a public transport undertaking, all the property, rights and obligations of such undertaking shall devolve upon the Commission, and the Lieutenant-Governor in Council, whenever the total amount of the price or indemnity payable for the shares has been paid to those entitled thereto or deposited in accordance with the law, may cancel the charter of the public transport undertaking by order in council. Notice of the passing of such order in council shall be published in the *Québec Official Gazette* and the cancellation shall take effect from the date fixed by the order in council. If there then remain any claims or judicial proceedings pending between such undertaking and third parties, the Commission, from the cancellation of the charter of such undertaking, shall be in the rights and obligations of such undertaking; upon such cancellation, the Commission, in all pending cases, shall be substituted for the undertaking of right and without proceedings in continuance of suit, and the judgments obtained shall be executory by or against the Commission, as the case may be.

Dévolu-
tion of
property,
etc., upon
acquisition
or expro-
priation.

Établis-
sement, etc.,
de circuits
d'autobus.

235. La Commission, de sa seule autorité et sans autre approbation, peut établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique qu'elle juge appropriée dans son territoire. Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Commu-

235. The Commission, on its own authority and without any further approval, may establish, change or cancel lines, replace autobus lines by lines of other means of public transport, change their routes and, for any such purpose, use any public street which it deems expedient in its territory. The secretary of the Commission shall send forthwith to the Community and to the municipalities,

Authority
over lines.

nauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans son territoire une copie certifiée de la résolution de la Commission.

and cause to be published without delay in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in its territory, a certified copy of the resolution of the Commission.

Appel de décisions.

236. Toute décision de la Commission abolissant ou modifiant un circuit ou refusant l'établissement d'un nouveau circuit ou le prolongement ou la modification d'un circuit existant peut être révisée par la Régie des transports, sur appel de la Communauté ou de toute municipalité ou personne intéressée. Cet appel est formé par requête signifiée à la Commission, à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 235. La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution nonobstant l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

236. Any decision of the Commission cancelling or changing a line or refusing to establish a new line or to extend or alter an existing line may be revised by the Transportation Board, upon an appeal by the Community or by any municipality or person concerned. Such appeal shall be brought by a petition served upon the Commission, the Community and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the publication contemplated in section 235. The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date fixed by the order of the Board; the decision of the Commission shall be enforced notwithstanding the appeal, unless the Transportation Board orders it to suspend the execution of such decision.

Appeal from decision.

Tarifs.

237. La Commission peut, en tout temps, établir des tarifs pour le transport des usagers, ainsi qu'établir des tarifs différents selon les moyens de transport ou les catégories d'usagers.

237. The Commission may at any time establish tariffs for the transport of users, and establish different tariffs according to the means of transport or the classes of users.

Tariffs.

Copie certifiée de résolution.

Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Communauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire sous sa juridiction une copie certifiée de la résolution de la Commission.

The secretary of the Commission shall send forthwith to the Community and the municipalities and cause to be published without delay in a French language daily newspaper and an English language daily newspaper circulating in the territory under its jurisdiction, a certified copy of the resolution of the Commission.

Certified copy of resolution.

Appel sur les tarifs.

238. Toute décision de la Commission relative aux tarifs peut être révisée par la Régie des transports sur appel de la Communauté ou de toute municipalité ou personne intéressée.

238. Any decision of the Commission respecting tariffs may be revised by the Transportation Board upon an appeal by the Community or by any municipality or person concerned.

Appeal from decision on tariffs.

Requête.

L'appel est formé par requête signifiée à la Commission ainsi qu'à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 237.

The appeal shall be taken by a petition served upon the Commission, the Community and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the publication provided for in section 237.

Petition.

Modifi-
cation de
décision,
etc.

La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution notwithstanding l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date to be fixed by an order of the Board; the decision of the Commission shall be executed notwithstanding any appeal, unless the Transportation Board orders it to suspend the execution of such decision.

Amend-
ment of
decision,
etc.

Juridic-
tion.

239. La Commission n'est pas soumise à la juridiction de la Régie des transports autrement qu'en vertu d'une disposition de la présente loi.

239. The Commission shall not be subject to the jurisdiction of the Transportation Board otherwise than under a provision of this act.

Jurisdic-
tion.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

240. La Commission peut faire vendre à l'encan, les effets mobiliers qui ont été trouvés dans ses véhicules ou sur ses propriétés et qui n'ont pas été réclamés dans les deux mois.

240. The Commission may cause to be sold at auction moveable effects found in its vehicles or on its property and which have not been claimed within two months.

Sale of
unclaimed
objects.

Délai
après pu-
blication.

La vente ne peut avoir lieu qu'au moins dix jours après la publication, dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise, d'un avis de vente mentionnant la nature des biens et indiquant le lieu, le jour et l'heure où la vente sera faite.

The sale shall not take place less than ten days after the publication in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper of a notice mentioning the nature of the effects and indicating the place, date and time of the sale.

Delay
after pub-
lication.

Respon-
sabilité
et pres-
cription.

La Commission n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente. La réclamation du propriétaire à ce sujet se prescrit par un an à compter de la vente.

The Commission shall then not be liable to the owner except for the proceeds of the sale, less the costs of preservation and sale. The owner's claim in this respect shall be prescribed within one year from the date of the sale.

Liability
and pres-
cription.

Dons
d'effets
périss-
ables.

La Commission peut donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets périssables trouvés aux mêmes endroits et non réclamés dans les douze heures.

The Commission may give perishable effects found in such places and unclaimed within twelve hours to charitable institutions or undertakings.

Gifts of
perish-
able
effects.

Id., effets
non
vendus.

Elle peut aussi donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets qui n'ont pas trouvé preneur lors d'un encan.

It may also give to charitable institutions or undertakings any effects which have remained unsold at an auction.

Id.,
effects
unsold.

Aucune
responsa-
bilité.

Dans les cas des deux alinéas précédents, la Commission est indemne de toute responsabilité à l'égard des propriétaires des effets en question.

In the case of the two preceding paragraphs, the Commission shall be free from any liability towards the owners of the effects concerned.

No
liability

S.R., c.
290, non
applica-
ble.

241. La Commission de transport n'est pas soumise à l'application de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290).

241. The Transit Commission shall not be subject to the application of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290).

R.S., c.
290, inap-
plicable.

SECTION IV

DIVISION IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

FINANCIAL PROVISIONS

Budget
annuel.

242. La Commission de transport dresse son budget chaque année pour le

242. The Transit Commission shall prepare each year its budget for the ensu-

Annual
budget.

prochain exercice financier et le dépose chez le secrétaire de la Communauté avant le 1^{er} octobre.

ing fiscal year and deposit it with the secretary of the Community before the 1st of October.

Modifications au budget.

243. Le budget de la Commission de transport peut être modifié par le Conseil à la demande de la Commission de transport; le comité exécutif doit faire rapport au Conseil sur cette demande de la Commission de transport.

243. The budget of the Transit Commission may be amended by the Council upon an application by the Transit Commission; the executive committee shall report to the Council on such application by the Transit Commission. Application for amendment, etc.

Gestion du budget.

244. Les commissaires sont responsables de la gestion du budget de la Commission de transport selon des prescriptions de la présente loi.

244. The commissioners shall be responsible for the administration of the budget of the Transit Commission in accordance with the requirements of this act. Administration of budget.

Dispositions applicables.

245. Les articles 175, 178, 183, 184 et 186 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Commission de transport.

245. Sections 175, 178, 183, 184 and 186 shall apply, *mutatis mutandis*, to the Transit Commission. Provisions to apply.

Virement de fonds.

246. Tout virement de fonds de la Commission requiert l'approbation du Conseil; ce dernier peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'approbation de tout virement de fonds de la Commission, en deçà d'un montant déterminé par ce règlement.

246. Any transfer of funds of the Commission must be approved by the Council which, by by-law, may delegate to the executive committee the right to approve any transfer of funds of the Commission within an amount determined by such by-law. Approval of transfer of funds.

Quote-part de déficit d'exploitation.

247. Chaque année, au mois de mars, la Commission de transport détermine par résolution la quote-part de son déficit d'exploitation pour l'année financière écoulée payable par chacune des municipalités de son territoire; une telle résolution doit, pour être valide, recevoir l'approbation de la Commission municipale de Québec.

247. In the month of March each year, the Transit Commission shall determine by resolution the aliquot share of its operating deficit for the previous fiscal year payable by each of the municipalities in its territory; to be valid, such resolution shall be approved by the Québec Municipal Commission. Determination of aliquot share of operating deficit.

Paiement des déficits.

248. Le paiement des déficits d'exploitation de la Commission de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités desservies par le réseau du transport en commun de la Commission de transport, soit par la circulation de véhicules de la Commission de transport sur leur territoire, soit de toute autre manière indirecte dont la Commission de transport décide de tenir compte avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

248. The payment of the Transit Commission's operating deficits, including those which result from the payment of interest on and amortization of the loans of the Commission, shall be charged to the municipalities served by the Transit Commission's public transit network either by the running of the Transit Commission's vehicles in the territory of such municipalities or in any other indirect manner which the Commission decides to take into account with the approval of the Lieutenant-Governor in Council. How operating deficits paid.

Répartition.

Ces dépenses sont réparties entre ces municipalités en proportion soit du nom-

Such expenses shall be apportioned among such municipalities in proportion Apportionment.

bre de milles parcourus sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de la somme du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Commission de transport a circulé sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de leur population, soit de l'évaluation uniformisée totale des immeubles imposables, situés dans chacune de ces municipalités, soit en proportion à la fois de quelques-uns ou de plusieurs de ces critères. Pour les fins de cette uniformisation, les articles 312 à 315 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Échantillonnage.

Le nombre de milles parcourus et le nombre d'heures passées par les véhicules de la Commission de transport dans le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

Exception.

La Commission de transport n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits d'exploitation afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.

Emprunts.

249. La Commission peut, avec l'approbation du Conseil et de la Commission municipale de Québec, contracter des emprunts selon les articles 196 à 203, *mutatis mutandis*.

Vérificateurs.

Le ou avant le 1^{er} février de chaque année, la Commission doit nommer un ou des vérificateurs pour l'exercice financier courant. Ces vérificateurs doivent faire rapport à la Commission et à la Communauté de leur examen dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration de l'exercice financier. La Commission municipale de Québec peut ordonner la nomination de tout autre vérificateur qu'elle juge nécessaire et exiger un rapport.

to the number of miles covered in the territory of each during the preceding fiscal year, or to the total number of hours during which each vehicle of the Transit Commission circulated in the territory of each during the preceding fiscal year, or to their population, or to the total uniform valuation of the taxable immoveables situated in each of such municipalities, or according to certain or several of such criteria taken together. For the purposes of such uniformity, sections 312 to 315 shall apply *mutatis mutandis*.

The number of miles covered and hours spent by the Transit Commission's vehicles within the territory of each municipality may be determined by verification.

Verification.

The Transit Commission shall not be required to apportion the operating deficits connected with the various means of public transport or the operating deficits connected with various lines of a single means of public transport, among the same municipalities or according to the same criteria.

Exception.

249. The Commission may contract loans with the approval of the Council and of the Québec Municipal Commission, in accordance with sections 196 to 203, *mutatis mutandis*.

Loans.

On or before the 1st of February each year, the Commission shall appoint one or more auditors for the current fiscal year. Such auditors shall report to the Commission and to the Community on their examination within ninety days following the end of the fiscal year. The Québec Municipal Commission may order the appointment of any other auditor it deems necessary and require a report.

Auditors.

SECTION V

DIVISION V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

Utilisation de nom, etc.

250. Personne ne peut, sans l'autorisation de la Commission de transport, utiliser de quelque façon que ce soit le nom de la Commission de transport ou de l'un de ses services, son écusson ou son symbole graphique.

250. Without the authorization of the Transit Commission, no person shall in any manner use the name of the Transit Commission or of any one of its services, or its emblem or graphic symbol.

Authorization for use of name, etc.

Peines
pour in-
fractions.

Sans préjudice aux autres recours de la Commission de transport, toute personne qui viole les dispositions du présent article est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas \$200 et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, sur plainte portée devant toute Cour municipale ayant juridiction dans le territoire de la Commission de transport.

Without prejudice to the other recourses of the Transit Commission, any person infringing this section shall be liable, for each offence, to a fine of not more than \$200 and to imprisonment for not more than two months, upon the filing of a complaint before any Municipal Court which has jurisdiction in the territory of the Transit Commission.

Penalty
for
offence.

Permis de
voyages à
charte-
partie.

251. 1. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission de transport si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président-directeur général de la Commission de transport ou d'un autre commissaire ou fonctionnaire de la Commission de transport spécialement autorisé à cet effet par le président-directeur général, à moins que la Régie soit d'opinion que la Commission de transport n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

251. (1) No permit shall be granted by the Transportation Board to any carrier for the making of special charter trips by autobus from one point to another within the territory of the Transit Commission unless the applicant files, together with his application for the permit, the consent of the chairman and general manager of the Transit Commission or of another commissioner or officer of the Transit Commission specially authorized for such purpose by the chairman and general manager, unless the Board is of opinion that the Transit Commission is not in a position to provide the service covered in the application for a permit.

Permit
for special
charter
trips by
autobus.

Permis de
visites
touristi-
ques.

2. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de visites touristiques (*sightseeing*) par autobus à l'intérieur du territoire de la Commission de transport à moins que la Régie des transports soit d'avis, après avoir appelé la Commission de transport à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière n'exploite pas et n'est pas sur le point d'exploiter un tel service de visites touristiques qui réponde adéquatement aux besoins visés par la demande de permis.

(2) No permit shall be granted to any carrier by the Transportation Board for the operation of a sightseeing bus service within the territory of the Transit Commission unless the Transportation Board, after calling upon the Transit Commission to submit to it the representations which it deems proper, is of opinion that the latter does not operate and is not about to operate such a sightseeing service which adequately meets the needs referred to in the application for the permit.

Permit
for sight-
seeing bus
service.

Contrats
de trans-
port
d'écoliers.

3. Aucun contrat de transport d'écoliers ne peut être octroyé par une commission scolaire dont le territoire couvre, en tout ou en partie, le territoire de la Commission de transport s'il n'a été d'abord offert par écrit à la Commission de transport, qui a quinze jours pour accepter ce contrat aux tarifs prévus à l'article suivant ou pour refuser ce contrat; la demande de soumissions publiques prévue à l'article 207 de la Loi de l'instruction publique ne peut être faite qu'après le refus du contrat par la Commission de transport.

(3) No contract for the transport of schoolchildren shall be granted by any school board whose territory covers all or part of the territory of the Transit Commission unless it has first been offered in writing to the Transit Commission, which shall have fifteen days either to accept such contract, in accordance with the tariffs provided for in the following section, or to refuse such contract; the public tenders provided for in section 207 of the Education Act shall not be called for except after the Transit Commission has refused the contract.

Contract
for trans-
port of
school-
children.

Juridiction.

La Commission de transport a juridiction pour exécuter en dehors de son territoire un contrat qu'elle a accepté en vertu du présent article.

The Transit Commission shall have jurisdiction to carry out, outside its territory, any contract which it has accepted under this section.

Représentations avant octroi d'un permis.

4. Aucun nouveau permis ne peut être accordé par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de transport en commun par autobus de passagers d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission de transport sans avoir appelé la Commission de transport à faire valoir ses représentations.

(4) No new permit shall be granted by the Transportation Board for the operation of a public transport service of passengers by autobus from one point to another within the territory of the Transit Commission, unless the Transit Commission has been called upon to submit its representations.

Approbation des tarifs.

252. Avant d'exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, la Commission de transport doit soumettre à la Régie des transports, pour approbation, ses tarifs pour ces services.

252. Before exercising the powers contemplated in paragraphs 2 and 3 of the preceding section, the Transit Commission shall submit its tariffs for such services for the approval of the Transportation Board.

Intérêt pour comparaître, etc.

253. La Commission de transport a un intérêt suffisant pour comparaître devant la Régie des transports et faire toutes représentations qu'elle juge appropriées sur toute demande de permis faite par un transporteur de passagers et couvrant en tout ou en partie le territoire de la Commission de transport ou le territoire périphérique soit relativement aux parcours, soit relativement aux arrêts, soit relativement à toute autre condition pouvant affecter ce permis.

253. The Transit Commission shall have sufficient interest to appear before the Transportation Board and to make any representations it deems proper respecting any application for a permit made by a carrier of passengers and covering all or part of the territory of the Transit Commission or the peripheral territory, respecting routes, stops or any other condition which might affect such permit.

Avis d'audition.

Un avis de l'audition de telle demande de permis doit être transmis sans délai par la Régie des transports à la Commission de transport.

Notice of the hearing of such application for a permit shall be forwarded without delay by the Transportation Board to the Transit Commission.

Bureau des griefs.

254. La Commission de transport peut constituer un bureau d'examen des griefs dans chaque municipalité où elle exploite un service de transport en commun.

254. The Transit Commission may establish a bureau for the examination of grievances in each municipality where it operates a public transport service.

Désignation des membres.

À cette fin elle doit désigner au moins trois et au plus cinq personnes chargées de se réunir au moins une fois par mois afin d'entendre tout usager du service de transport en commun qui lui soumet un grief portant sur ce service.

For such purpose it shall designate not less than three nor more than five persons to meet at least once a month to hear any person using the public transport service who submits to it a grievance relating to such service.

Recommandations.

Les membres de ce bureau sont tenus de faire toute recommandation qui leur semble appropriée dans les circonstances.

The members of such bureau must make any recommendation they deem proper in the circumstances.

TITRE III

BUREAU D'ASSAINISSEMENT

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

255. Une corporation publique est par les présentes constituée sous le nom en français de « Bureau d'assainissement des eaux du Québec Métropolitain » et en anglais de « The Greater Québec Water Purification Board ».

256. Le Bureau d'assainissement a pour objet d'assurer l'assainissement des eaux dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe D.

257. Au cas de dissolution du Bureau, ses biens, après paiement de ses dettes, sont dévolus à la Communauté de la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

SECTION II

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

258. Le Bureau d'assainissement se compose de quatre membres dont un président, nommés de la façon ci-après prévue. Le quorum du Bureau est de trois membres dont le président.

259. Le président est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un mandat de dix ans.

Un membre est nommé par résolution du conseil de la Ville de Québec.

Deux membres sont nommés par le conseil, la Ville de Québec n'ayant pas droit de vote.

Le mandat des membres, autre que le président, est de trois ans.

Ils demeurent en fonction après l'expiration de leur mandat jusqu'à la nomination de leur successeur.

260. Le Conseil de la Communauté pour les fins du présent titre se compose

TITLE III

PURIFICATION BOARD

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

255. A public corporation is hereby constituted under the name of "Greater Québec Water Purification Board" in English and "Bureau d'assainissement des eaux du Québec Métropolitain" in French.

256. The object of the Purification Board shall be to ensure the purification of waters within the territory of the municipalities mentioned in Schedule D.

257. In the case of dissolution of the Board, its property, after payment of its debts, shall devolve to the Community in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

DIVISION II

COMPOSITION AND OPERATION

258. The Purification Board shall consist of four members, including a chairman, appointed in the manner herein-after prescribed. Three members, including the chairman, shall constitute a quorum of the Board.

259. The chairman shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a term of ten years.

One member shall be appointed by resolution of the council of the City of Québec.

Two members shall be appointed by the council and the City of Québec shall not be entitled to vote.

The term of office of the members other than the chairman shall be three years.

They shall remain in office after the expiry of their term until the appointment of their successor.

260. The Council of the Community for the purposes of this title shall consist

d'un représentant par municipalités mentionnées à l'annexe D.

of one representative for each of the municipalities mentioned in Schedule D.

Dispositions applicables.

261. Les articles 219 à 226 de la présente loi s'appliquent au Bureau d'assainissement *mutatis mutandis*.

261. Sections 219 to 226 of this act shall apply *mutatis mutandis* to the Purification Board. Provisions to apply.

SECTION III

POUVOIRS DU BUREAU

Idem.

262. Les articles 3, 4, 92, 103 et 104 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* au Bureau d'assainissement.

262. Sections 3, 4, 92, 103 and 104 of this act shall apply *mutatis mutandis* to the Purification Board. Idem.

Acquisition d'égouts, etc.

263. Le Bureau peut, dans les municipalités de son territoire, acquérir, construire et entretenir des égouts collecteurs, des stations de pompage et des usines ou ouvrages d'épuration des eaux.

263. In the municipalities in its territory, the Board may acquire, build and maintain main sewers, pumping stations and water purification plants or works. Sewers, etc., authorized.

Approbation.

Les acquisitions visées au premier alinéa ne peuvent être faites qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent. Ces acquisitions peuvent être faites de gré à gré ou par expropriation.

The acquisitions contemplated in the first paragraph may be made only with the prior approval of the Québec Municipal Commission and of the Québec Water Board, upon such conditions as they shall determine. Such acquisitions may be made by agreement or by expropriation. Approval.

Pouvoirs d'expropriation.

Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente section peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale.

The expropriation powers conferred by this division may be exercised in regard to any immovable, even one dedicated to public use and not even susceptible of expropriation according to any general law or special act. Expropriation powers.

Procédure.

L'expropriation autorisée par la présente section est faite en la manière prévue pour l'expropriation par le gouvernement, lorsqu'elle est requise pour les fins de la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1964, chapitre 133), le Bureau agissant aux lieux et place du ministre de la voirie et exerçant les pouvoirs de ce dernier.

An expropriation authorized by this division shall be made in the manner provided for expropriation by the government when it is required for the purposes of the Roads Act (Revised Statutes, 1964, chapter 133); the Board shall act in the place and stead of the Minister of Roads and shall exercise the powers of such minister. Procedure.

Autorisation pour certains travaux.

264. Le Bureau d'assainissement ne peut procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis à la Régie des eaux du Québec et d'avoir obtenu son autorisation.

264. The Purification Board shall not carry out sewerage works or works for the installation of appliances for the treatment of used water before submitting the plans and specifications therefor to the Québec Water Board and obtaining its authorization. Authorization for certain works.

Idem.

Cette autorisation est également requise pour les travaux de reconstruction, d'extension d'installations anciennes et de raccordements entre les conduites d'un système public et celles d'un système privé.

Such authorization is also required for works of reconstruction, extension of existing systems and connections between the mains of a public system and those of a private system. Idem.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Disposi-
tions ap-
plicables.

265. Les articles 242 à 247 et 249 de la présente loi s'appliquent au Bureau d'assainissement *mutatis mutandis*.

Base de
réparti-
tion des
dépenses.

266. Les dépenses du Bureau sont réparties entre les municipalités de son territoire en proportion soit de l'évaluation uniformisée totale des immeubles imposables ou non situés dans son territoire, soit de leur population, soit du nombre d'unités de logements situés dans leur territoire, soit du volume des eaux déversées par chacune de ces municipalités dans les ouvrages administrés par le Bureau, ou en proportion à la fois de plus d'un de ces critères.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Pour les fins de cette uniformisation, les articles 312 à 315 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Réparti-
tion par-
tielle.

Lorsque les ouvrages administrés par le Bureau ne bénéficient qu'à une partie du territoire d'une des municipalités desservies par ces ouvrages, les dépenses sont réparties en tenant compte de cette partie de territoire seulement.

Lettres
patentes
pour in-
clure mu-
nicipalité
dans an-
nexe D.

267. À compter du moment où le Bureau a décrété l'exécution de travaux dans le territoire d'une municipalité autre que celles mentionnées à l'annexe D de la présente loi ou commencé à desservir autrement le territoire de cette municipalité, le Bureau peut s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes aux fins d'inclure cette municipalité dans l'annexe D de la présente loi. Ces lettres patentes sont délivrées sur la recommandation du ministre et entrent en vigueur à compter du jour où elles sont publiées dans la *Gazette officielle du Québec*.

DIVISION IV

FINANCIAL PROVISIONS

265. Sections 242 to 247 and section 249 of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to the Purification Board. Provisions to apply.

266. The expenses of the Board shall be apportioned among the municipalities in its territory in proportion either to the uniform total valuation of the taxable or non-taxable immoveable property situated within its territory, or to their population or to the number of lodging units in their territories, or to the volume of water fed by each of such municipalities into the works administered by the Board, or in proportion to more than one of such criteria taken together. Basis of apportionment of expenses.

For the purposes of such uniformity, sections 312 to 315 shall apply *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

When the works administered by the Board benefit only a part of the territory of one of the municipalities served by such works, the expenses shall be apportioned with regard to such part of territory only. Partial apportionment.

267. From the time when the Board has ordered the carrying out of works in the territory of a municipality other than the municipalities mentioned in Schedule D to this act or has begun otherwise to serve the territory of such municipality, the Board may apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain letters patent for the purposes of including such municipality in Schedule D to this act. Such letters patent shall be issued upon the recommendation of the Minister and shall come into force upon the day on which they are published in the *Québec Official Gazette*. Letters patent to include municipality in Schedule D.

TITRE IV

COMMISSION D'AMÉNAGEMENT

Constitu-
tion.

268. Une commission consultative de la Communauté urbaine est créée sous

TITLE IV

PLANNING COMMISSION

268. An advisory commission to the Urban Community is established under Constitution.

- Nom.** le nom, en français de « Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec » et, en anglais de « Québec Urban Community Planning Commission ». Elle exerce, relativement au territoire, la compétence prévue par la présente loi. **the name of "Québec Urban Community Planning Commission" in English and "Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec" in French. With respect to the territory it shall exercise the jurisdiction provided in this act.** **Name.**
- Corporation non distincte.** **269.** Cette commission ne constitue pas une corporation distincte de la Communauté. **269.** Such commission shall not be a corporation distinct from the Community. **Prohibition.**
- Composition.** **270.** Elle se compose de cinq membres, dont le président du comité exécutif; le lieutenant-gouverneur en conseil nomme deux membres et désigne parmi eux le président; les autres membres sont nommés par le Conseil. **270.** It shall consist of five members, one of whom shall be the chairman of the executive committee; the Lieutenant-Governor in Council shall appoint two members and designate a chairman from among their number; the other members shall be appointed by the Council. **Composition.**
- Honoraires, etc.** **271.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, les honoraires, allocations ou traitement ou, selon le cas, les traitements additionnels de chacun des membres de la Commission d'aménagement. **271.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix, if necessary, the fees, allowances or salary or, as the case may be, the additional salary of each of the members of the Planning Commission. **Fees, etc.**
- Objets.** **272.** La Commission d'aménagement a pour but de conseiller le gouvernement du Québec, la Communauté et les municipalités relativement à l'aménagement, à la restauration et à l'embellissement du territoire, de façon à en conserver le cachet distinctif et de participer à l'élaboration du schéma d'aménagement. **272.** The object of the Planning Commission shall be to advise the government of the province of Québec, the Community and the municipalities respecting the planning, restoration and embellishment of the territory, in such a way as to retain its distinctive character, and to participate in the preparation of the development plan. **Object.**
- Règlements de régie interne.** **273.** Le comité exécutif de la Communauté adopte, modifie et abroge, sur la recommandation de la Commission d'aménagement, des règlements pour la régie interne de celle-ci; ces règlements n'entrent en vigueur qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. **273.** The executive committee of the Community, upon the recommendation of the Planning Commission, shall make, amend or repeal by-laws for the internal management of such Commission; such by-laws shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council. **By-laws for internal management.**
- Paiement des honoraires, etc.** **274.** Les honoraires, allocations, traitements ou traitements additionnels des membres de la Commission d'aménagement sont payés par le ministre, à même les deniers accordés à cette fin par la Législature. **274.** The fees, allowances, salaries or additional salaries of the members of the Planning Commission shall be paid by the Minister out of the moneys appropriated for such purpose by the Legislature. **Payment of fees, etc.**

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Lettres
patentes
pour inclure
municipalité
contiguë.

275. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour inclure dans le territoire de la Communauté, dans celui de la Commission de transport ou dans celui du Bureau d'assainissement toute municipalité contiguë qui en fait la demande.

Id., pour
modifier
les
secteurs.

276. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi délivrer des lettres patentes pour modifier les secteurs si les fluctuations de la population le rendent nécessaire.

Jurisdic-
tion des
Cours mu-
nicipales.

277. Toute Cour municipale du territoire de la Communauté a juridiction pour connaître de toute infraction aux règlements de la Communauté; la plainte doit autant que possible être portée devant la Cour municipale du domicile ou de la place d'affaires de l'intéressé.

Amende
et frais.

L'amende appartient à la Communauté et les frais à la municipalité dont la Cour municipale a rendu le jugement.

Prescrip-
tion.

278. Nulle poursuite pour infraction à un règlement de la Communauté ne peut être intentée après l'expiration des six mois qui suivent la date de la commission de cette infraction.

Deman-
deur.

Cette poursuite ne peut être intentée que par la Communauté.

Poursuites
som-
maires.

279. Les poursuites sont entendues et jugées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35). La deuxième partie de cette loi s'applique à ces poursuites.

Disposi-
tions ap-
plicables.

280. Les articles 628 à 641 de la Loi des cités et villes s'appliquent *mutatis mutandis* à la Communauté.

Applica-
tion à
certains
jugements.

Ces mêmes articles s'appliquent dans le cas de jugements rendus contre la Commission de transport ou le Bureau d'assainissement à l'égard des municipalités tenues au paiement du déficit d'exploitation ou aux dépenses selon le cas.

TITLE V

GENERAL PROVISIONS

275. The Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to include in the territory of the Community, in the territory of the Transit Commission or in the territory of the Purification Board any contiguous municipality which applies therefor.

Letters
patent to
include
contiguous
municipi-
pality.

276. The Lieutenant-Governor in Council may also issue letters patent to alter the sectors if fluctuations in the population render it necessary.

Id., to
alter
sectors.

277. Every Municipal Court in the territory of the Community shall have jurisdiction to hear any infringement of the by-laws of the Community; the complaint must as far as possible be brought before the Municipal Court of the domicile or of the place of business of the person concerned.

Jurisdic-
tion of
Municipal
Court.

The fine shall belong to the Community, and the costs shall be awarded to the municipality whose Municipal Court rendered the judgment.

Applica-
tion of
fine, etc.

278. No prosecution for infringement of a by-law of the Community shall be instituted after the expiry of six months following the date when such infringement was committed.

Prescrip-
tion.

Such prosecution shall be instituted only by the Community.

Plaintiff.

279. The prosecutions shall be heard and decided in accordance with the provisions of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35). Part II of such act shall apply to such prosecutions.

Procedure
for pros-
ecutions.

280. Sections 628 to 641 of the Cities and Towns Act shall apply *mutatis mutandis* to the Community.

Provisions
to apply.

Such above-mentioned provisions shall apply in the case of judgments rendered against the Transit Commission or the Purification Board as regards municipalities liable for the payment of the operating deficit or expenses as the case may be.

Applica-
tion to
certain
judgments.

Rapports
annuels.

281. La Communauté, la Commission de transport et le Bureau d'assainissement doivent transmettre avant le 1^{er} mai au ministre, à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités, leur rapport annuel. Ces rapports annuels comportent un exposé sommaire des activités, pour l'exercice financier précédent, des états financiers dans la forme prescrite par le ministre, un exemplaire certifié par le ou les vérificateurs de leurs rapports et tout autre renseignement prescrit par le ministre.

281. Before the 1st of May, the Community, the Transit Commission and the Purification Board shall send their annual report to the Minister, to the Québec Municipal Commission and to each of the municipalities. Such annual reports shall include a summary statement of activities for the preceding fiscal year, financial statements in the form prescribed by the Minister, one copy, certified by the auditor or auditors, of their report, and any other information prescribed by the Minister.

Annual
reports.

Proroga-
tion de
délais par
lt.-gouv.
en conseil.

282. Tout délai accordé par la présente loi à la Communauté pour adopter une mesure ou pour poser un geste peut être prorogé par le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de la Communauté, par arrêté en conseil qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, pour une période d'au plus un an.

282. Any delay granted by this act to the Community to adopt any measure or to perform any act may be extended for a period not exceeding one year by the Lieutenant-Governor in Council, upon application by the Community, by an order in council which shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Power of
L.-G. in C.
to extend
delays.

Règle-
ments
adoptés
par lt.-
gouv. en
conseil.

283. À défaut par la Communauté d'adopter un règlement ou une résolution dans le délai imparti par la présente loi, ce règlement ou cette résolution peuvent être adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et lient la Communauté comme si ce règlement ou cette résolution avaient été adoptés par la Communauté.

283. If the Community fails to make a by-law or a resolution within the delay prescribed by this act, such by-law or such resolution may be made by the Lieutenant-Governor in Council and shall be binding upon the Community in the same manner as if such by-law or such resolution had been made by the Community.

Power of
L.-G. in C.
to make
by-law,
etc.

Appro-
bation
d'abroga-
tion, etc.

Un règlement et une résolution ainsi adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne peuvent être abrogés ou modifiés qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

No by-law or resolution so made by the Lieutenant-Governor in Council shall be repealed or amended without the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Approval
of repeal,
etc.

Résolu-
tion, etc.,
après délai
imparti.

284. Rien dans la présente loi n'est censé empêcher la Communauté d'adopter une résolution ou un règlement après le délai imparti par la présente loi, mais avant que cette résolution ou ce règlement aient été adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

284. Nothing in this act shall be construed as preventing the Community from passing a resolution or by-law after the delay prescribed by this act, but before such resolution or by-law is made by the Lieutenant-Governor in Council.

Resolu-
tion, etc.,
after
delay.

Avis de
requête
pour con-
firmation
de plan.

285. Toute municipalité du territoire de la Communauté doit donner à celle-ci un avis d'au moins cinq jours francs de la présentation de toute requête à la Cour supérieure pour la confirmation d'un plan selon les dispositions de l'article 431 de la Loi des cités et villes ou, dans le cas de la Ville de Québec, des articles correspondants de sa charte.

285. Every municipality in the territory of the Community shall give the Community a notice of not less than five clear days of the presentation of any motion to the Superior Court for the confirmation of a plan in accordance with section 431 of the Cities and Towns Act, or in the case of the City of Québec, of the corresponding sections of its charter.

Notice of
motion for
confirmation
of
plan.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

286. Tant et aussi longtemps qu'une municipalité du territoire de la Communauté est assujettie au contrôle de la Commission municipale de Québec en vertu des dispositions des sections V, V-A ou VI de la Loi de la Commission municipale, les articles 7 à 17 et l'article 42 ne s'appliquent pas à cette municipalité pour la désignation de ses délégués; dans ce cas, le ministre nomme et remplace ces délégués sans qu'ils doivent être membres du conseil de cette municipalité.

286. As long as any municipality in the territory of the Community is subject to the control of the Québec Municipal Commission under Division V, V-A or VI of the Municipal Commission Act, sections 7 to 17 and section 42 shall not apply to such municipality as regards the appointment of its delegates; in such case, the Minister shall appoint and replace such delegates and they need not be members of the council of such municipality.

Provisions
not to
apply.

Objections
à la forme,
etc.

287. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission d'une formalité, même impérative, ne peut être admise dans une action, poursuite ou procédure quelconque concernant une matière prévue par la présente loi, à moins qu'une injustice réelle ne doive résulter du rejet de cette objection ou qu'il ne s'agisse d'une formalité dont l'omission comporte nullité en vertu d'une disposition expresse de la présente loi.

287. No objection made to the form or based upon the omission of any formality, even peremptory, shall be allowed in any action, suit or proceeding respecting any matter contemplated in this act, unless a real injustice would result from the dismissal of such objection or unless it relates to a formality the omission of which entails nullity under an express provision of this act.

Objec-
tions to
the form,
etc.

Insuffi-
sance,
etc.,
d'avis.

288. Toute personne qui s'est conformée à un avis ou qui, de quelque manière que ce soit, s'est mise suffisamment au fait de sa teneur ou de son objet ne peut invoquer ultérieurement l'insuffisance ou le défaut de forme de cet avis, ni l'omission de sa publication ou de sa signification.

288. No person who has complied with a notice or informed himself sufficiently in any way regarding the content or object thereof, shall subsequently invoke insufficiency or defect in the form of such notice, or the failure to publish or to serve the same.

Insuffi-
ciency,
etc., of
notice.

Conven-
tions col-
lectives.

289. La Communauté peut, en collaboration avec les associations qui représentent les employés des municipalités pour les fins de conclusion de conventions collectives, élaborer, adopter et réviser un ou des projets de conventions collectives types recommandant des clauses monétaires et des clauses normatives pour les municipalités et leurs employés.

289. The Community, in collaboration with the associations which represent the employees of the municipalities for the purposes of making collective agreements, may prepare, make and revise one or more draft models of collective agreements recommending monetary clauses and normative clauses for the municipalities and their employees.

Collective
agree-
ments.

Procès-
verbaux,
etc., docu-
ments
publics.

290. Les procès-verbaux et rôles de la Communauté ainsi que les résolutions du comité exécutif sont des documents publics et le secrétaire de la Communauté est tenu d'en laisser prendre connaissance par quiconque durant les heures normales de bureau et d'en délivrer à quiconque en fait la demande des copies ou des extraits sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil et approuvé par le ministre.

290. The minutes and rolls of the Community and the resolutions of the executive committee shall be public documents, and the secretary of the Community shall allow anyone to examine the same during normal office hours, and deliver copies or extracts thereof to anyone requesting the same upon payment of the fees payable under the tariff fixed by the Council and approved by the Minister.

Minutes,
etc.,
deemed
public
docu-
ments.

Docu-
ments
à trans-
mettre sur
demande.

291. Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute municipalité est tenu de transmettre sans frais à la Communauté, à la demande de celle-ci formulée par résolution de son Conseil ou de son comité exécutif, copie de tout document faisant partie des archives de cette municipalité.

Commu-
nauté con-
sidérée
comme
muni-
cipalité au
sens de
certaines
lois.

292. La Communauté est une municipalité au sens de la Loi du ministère des affaires municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 169), de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 173), de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176), de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161), de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) et une corporation municipale au sens du Code du travail et lesdites lois s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Communauté.

Nomina-
tions
par le
ministre,
etc.

293. Si une nomination prévue par la présente loi n'a pas été faite dans le délai imparti, elle peut être faite par le ministre; elle peut cependant être faite par les personnes à qui la présente loi impose ce devoir, même après l'expiration de ce délai, avec la permission du ministre.

Rempla-
cement
tempo-
raire.

294. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président du comité exécutif, du président-directeur général de la Commission de transport, du président du Bureau d'assainissement ou de tout membre de ces deux organismes, chacun d'eux peut être remplacé pendant que dure son absence ou son incapacité par une autre personne nommée à cette fin, de la même façon que pour la personne à remplacer.

Plan
d'inté-
gration
des
services.

295. Au plus tard le 1^{er} janvier 1972, le comité exécutif doit, après consultation avec les associations qui représentent les fonctionnaires et employés pour fins de conclusions de conventions collectives, soumettre au Conseil un plan d'intégration

291. The clerk or secretary-treasurer of any municipality must gratuitously forward to the Community, upon a request by the Community made by resolution of its Council or its executive committee, a copy of any document forming part of the records of such municipality.

Docu-
ments,
etc., to be
sent upon
request.

292. The Community shall be a municipality within the meaning of the Municipal Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 169), the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), the Municipal Bribery and Corruption Act (Revised Statutes, 1964, chapter 173), the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176), the Public Health Act (Revised Statutes, 1964, chapter 161), the Water Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 183) and any municipal corporation within the meaning of the Labour Code and the said acts shall apply *mutatis mutandis* to the Community.

Commu-
nity
deemed
municipal-
ity within
meaning
of certain
acts.

293. If any appointment contemplated by this act is not made within the prescribed delay, it may be made by the Minister; however, with the permission of the Minister, it may be made even after the expiry of such delay by the persons to whom this act assigns such duty.

Appoint-
ments by
Minister,
etc.

294. In the case of absence or inability to act of the chairman of the executive committee, the chairman and general manager of the Transit Commission, the chairman of the Purification Board or of any member of such two bodies, each of them may be replaced while he is absent or unable to act by another person appointed for such purpose, in the same manner as the person to be replaced.

Tempo-
rary
replace-
ment.

295. Not later than on the 1st of January 1972, the executive committee, after consultation with the associations representing the officers and employees for the purposes of making collective agreements, shall submit to the Council a

Plan for
integra-
tion of
depart-
ments.

totale ou partielle des services relatifs à l'exercice des compétences visées à l'article 105, comportant, entr'autre:

1° les étapes de l'intégration;

2° les modalités des transferts à l'emploi de la Communauté des fonctionnaires et employés affectés aux services ci-dessus des municipalités de telle façon que ces fonctionnaires et employés ne reçoivent pas de la Communauté des traitements inférieurs ou des bénéfices sociaux d'une valeur inférieure aux traitements et aux bénéfices sociaux qu'ils reçoivent des municipalités qui les emploient, le tout sous réserve des dispositions de l'article 36 du Code du travail dans le cas des salariés au sens de ce code et des associations accréditées pour les représenter;

3° les biens appartenant aux municipalités et affectés exclusivement par celles-ci aux services ci-dessus qui doivent être transférés à la Communauté ainsi que les modalités et conditions de ces transferts de propriété, de telle façon que la Communauté, comme condition minimum de ces transferts, rembourse aux municipalités les sommes nécessaires au service de la dette de toute émission d'obligations de ces municipalités dont le produit a servi à l'acquisition, à la construction ou à la transformation de ces biens, déduction faite de toute subvention fédérale ou provinciale;

4° les biens appartenant aux municipalités et affectés en partie par celles-ci aux services ci-dessus qui doivent être mis à la disposition de la Communauté et établissant les modalités et conditions selon lesquelles ces biens doivent être mis à la disposition de la Communauté.

Déficit
actuariel
ou
obligation,
etc.

La Communauté ne peut assumer aucun déficit actuariel ou obligation qui en résulte, encourus par une municipalité en rapport avec un régime de rente, une caisse de retraite ou un fonds de pension de fonctionnaires ou d'employés ci-dessus avant la date d'entrée en vigueur de ce plan; aucun fonctionnaire ou employé d'une municipalité ne peut être congédié ou mis à pied en raison de la mise en application d'un plan prévu au présent article.

plan for the total or partial integration of the departments relating to the exercise of the jurisdiction mentioned in section 105, comprising among other things:

(1) the stages of such an integration;

(2) the conditions for transferring to the employment of the Community officers and employees assigned to the above-mentioned departments of the municipalities in such a way that such officers and employees shall not receive from the Community salaries which are less or social benefits which are of a lesser value than the salaries and social benefits which they receive from the municipalities employing them, the whole subject to section 36 of the Labour Code in the case of employees within the meaning of such Code and of the associations certified to represent them;

(3) the property belonging to the municipalities and exclusively assigned by them to the abovementioned departments that must be transferred to the Community, and the terms and conditions of such transfers of ownership in such a way that, as a minimum condition for such transfers, the Community shall repay to the municipalities the sums necessary for the service of the debt of any bond issue of such municipalities the proceeds of which have been used for the acquisition, construction or alteration of such property, after deducting any federal or provincial grant;

(4) the property belonging to the municipalities and partly assigned by them to the abovementioned departments that must be placed at the disposal of the Community, establishing the terms and conditions according to which such property must be placed at the Community's disposal.

The Community shall assume no actuarial deficit or obligation resulting therefrom, incurred by any municipality in connection with a pension plan, retirement fund or pension fund of the above-mentioned officers or employees before the date of the coming into force of such plan; no officer or employee of a municipality shall be discharged or laid off by reason of the putting into effect of any plan contemplated in this section.

No as-
sumption
of
actuarial
deficit,
etc.

Mise en
vigueur
du plan.

296. Sur réception de ce plan, le Conseil doit adopter un règlement mettant en vigueur le plan proposé dans ce rapport, avec toutes les modifications qu'il juge bon d'y apporter.

296. Upon receipt of such plan, the Council shall make a by-law putting into force the plan proposed in such report, with such amendments as it deems fit to make thereto.

Putting
into force
of plan.

Trans-
mission
de règle-
ment.

297. Ce règlement est transmis sans délai à la Commission municipale de Québec par le secrétaire de la Communauté.

297. Such by-law shall be sent forthwith to the Québec Municipal Commission by the secretary of the Community.

Transmis-
sion of
by-law.

Publica-
tion d'avis
d'audien-
ce publi-
que.

298. La Commission municipale de Québec publie dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la Communauté un avis d'au moins quinze jours francs de la date, de l'heure et de l'endroit où elle tiendra une audience publique sur le règlement adopté par la Communauté et invitant les municipalités et tout intéressé à se présenter devant elle pour lui faire les représentations appropriées.

298. The Québec Municipal Commission shall publish in a French-language daily newspaper and an English-language daily newspaper circulating in the territory of the Community a notice of a least fifteen clear days of the date and time when and place where it will hold a public hearing on the by-law made by the Community, inviting the municipalities and any interested person to appear before the Commission to make any appropriate representations to it.

Publica-
tion of
notice of
public
hearing.

Rapport
des re-
commen-
dations.

299. Après cette audience publique, la Commission municipale de Québec fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de ses recommandations relativement au règlement adopté par la Communauté.

299. After such public hearing, the Québec Municipal Commission shall report to the Lieutenant-Governor in Council on its recommendations respecting the by-law made by the Community.

Report on
recom-
menda-
tions.

Entrée en
vigueur
de règle-
ment.

300. Ce règlement entre en vigueur après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

300. Such by-law shall come into force after approval by the Lieutenant-Governor in Council and publication in the *Québec Official Gazette*.

Coming
into force
of by-law.

Plan
d'intégra-
tion en
annexe.

301. Un règlement adopté en vertu de l'article 107 doit contenir en annexe un plan d'intégration des services qui deviennent de la compétence de la Communauté. Les articles 295 à 300 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce plan.

301. A by-law passed under section 107 must contain as a schedule a plan for the integration of the departments which shall come within the competence of the Community. Sections 295 to 300 shall apply *mutatis mutandis* to such plan.

By-law
to contain
plan as a
schedule.

Enregis-
trement.

302. Dès l'entrée en vigueur d'un règlement prévu aux articles 295 et 301, la Communauté peut, au moyen de l'enregistrement par dépôt d'une copie de ce règlement et d'une déclaration de son secrétaire décrivant les immeubles ou droits réels qui en font l'objet, obtenir l'enregistrement à son nom de ces immeubles ou droits réels.

302. Upon the coming into force of a by-law contemplated in sections 295 and 301, the Community, by registration by deposit of a copy of such by-law and of a declaration of its secretary describing the immovables or real rights which are the subject of such by-law, may have such immovables or real rights registered in its name.

Registra-
tion.

Bénéfices
sociaux
transfé-
rables.

303. Les bénéfices sociaux accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec, d'une municipalité ou

303. The social benefits accrued to the credit of an officer or employee of the Government of Canada, of the Government of the province of Québec, of a munic-

Transfer
of social
benefits.

du Bureau d'assainissement dans une caisse, un plan ou un fonds administrés par l'un de ces employeurs, par l'un de ces employeurs et ses employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes sont transférables à la demande du fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi de la Communauté ou de la Commission de transport ou du Bureau d'assainissement et vice-versa, le tout aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec.

ipality or of the Purification Board in a plan or fund administered by one of such employers, by one of such employers and his employees or by a third party on behalf of such persons, shall be transferable upon the application of the officer or employee transferred to the employ of the Community or of the Transit Commission or of the Purification Board and *vice versa*, the whole upon such conditions as are fixed by the Québec Pension Board.

Location
ou aliéna-
tion de
biens.

304. Aucune municipalité ne peut, sans l'autorisation du comité exécutif, donner à bail ou aliéner de quelque façon que ce soit un bien meuble ou immeuble affecté lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ou qu'elle affecte subséquemment, en tout ou en partie aux fins visées à l'article 105.

304. No municipality shall, without the authorization of the executive committee, lease or alienate in any manner any moveable or immovable property set aside at the time of the coming into force of this act or which it subsequently shall set aside in whole or in part for the purposes mentioned in section 105.

Author-
ization
for lease,
etc., of
certain
property.

Détermi-
nation de
la popula-
tion.

305. Pour les fins de la présente loi, la population de la Communauté consiste dans la somme des populations des municipalités d'après le dernier dénombrement reconnu valide par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) et du Code municipal.

305. For the purposes of this act, the population of the Community shall consist of the aggregate populations of the municipalities according to the last census recognized as valid by the Lieutenant-Governor in Council under the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) and under the Municipal Code.

Popula-
tion of
Communi-
ty.

Taxes
spéciales
pour défi-
cits d'ex-
ploitation.

306. Toute municipalité quelle que soit la loi qui la régit peut, aux fins de payer sa quote-part des déficits d'exploitation de la Commission de transport, imposer soit une taxe spéciale sur les bases prévues à l'article 522 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), soit une taxe selon le paragraphe 2 de l'article 525 de la même loi, soit ces deux taxes à la fois, ou exiger de tout propriétaire ou locataire d'immeubles dans la municipalité une compensation d'après un tarif qu'il juge convenable.

306. Every municipality, by whatever law governed, may, for the purposes of paying its aliquot share of the operating deficits of the Transit Commission, impose either a special tax on the bases contemplated in section 522 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) or a tax according to paragraph 2 of section 525 of such act, or both such taxes at the same time or require from any proprietor or tenant of immovables in the municipality a compensation according to such tariff as it deems suitable.

Special
taxes for
operating
deficits.

Appro-
bation du
tarif.

Le tarif de compensation requiert l'approbation de la Commission municipale de Québec.

The tariff of compensation shall require the approval of the Québec Municipal Commission.

Approval
of tariff.

Compen-
sations.

La compensation imposée aux propriétaires est assimilée à une taxe foncière et la compensation imposée aux locataires est assimilée à une taxe personnelle.

The compensation imposed upon the proprietors shall be assimilated to a real estate tax and the compensation imposed upon the tenants shall be assimilated to a personal tax.

Compen-
sations.

Applica-
tion de la
loi.

307. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

307. The Minister shall be entrusted with the carrying out of this act.

Carrying
out of act.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Secrétaire
inté-
rimaire.

308. Le ministre désigne une personne qui agit comme secrétaire intérimaire de la Communauté jusqu'à la nomination d'un secrétaire par celle-ci.

Désigna-
tion ou
élection.

Les membres du comité exécutif sont désignés ou élus, selon le cas, dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Budget.

309. Pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 1970, le comité exécutif doit dresser et déposer chez le secrétaire de la Communauté au plus tard le 1^{er} avril 1970 le budget de cet exercice financier; pour le surplus, les articles 176, 177, 178 et 318 s'appliquent en modifiant les dates en conséquence.

Délai
d'exercice
de pou-
voirs.

310. La Communauté doit exercer les pouvoirs prévu à l'article 109 dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Juridic-
tion sur
les esti-
mateurs.

311. À compter de la nomination du commissaire à l'évaluation, les estimateurs chargés de la confection et de la révision annuelle des rôles d'évaluation des municipalités, qu'il s'agisse d'estimateurs permanents ou non, tombent sous sa juridiction et doivent, dans l'exécution de leurs fonctions, se soumettre à toutes ses directives relativement aux méthodes et modalités à suivre dans l'exécution de leurs fonctions.

Devoirs
du com-
missaire
à l'éva-
luation.

312. Dès sa nomination, le commissaire à l'évaluation doit normaliser l'évaluation foncière dans le territoire de la Communauté. Il doit établir les normes qui doivent être suivies par les estimateurs dans la préparation des rôles d'évaluation des municipalités. Dans les six mois de sa nomination, le commissaire à l'évaluation soumet ces normes au Conseil. Le Conseil les homologue, avec ou sans modifications, dans les deux mois. Les normes sont obligatoires pour les municipalités.

TITLE VI

TRANSITIONAL PROVISIONS

308. The Minister shall appoint a ^{Acting secretary.} person who shall be the acting secretary of the Community until the Community appoints a secretary.

The members of the executive com- <sup>Appoint-
ment or
election.</sup> mittee shall be appointed or elected, as the case may be, within thirty days after the coming into force of this act.

309. For the fiscal year ending on ^{Budget.} the 31st of December 1970, the executive committee shall prepare and file with the secretary of the Community, not later than the 1st of April 1970, the budget for such fiscal year; in other respects, sections 176, 177, 178 and 318 shall apply, the dates being changed accordingly.

310. The Community shall exercise <sup>Delay to
exercise
powers.</sup> the powers contemplated in section 109 within three months from the coming into force of this act.

311. From the appointment of the <sup>Jurisdic-
tion over
assessors.</sup> valuation commissioner, the assessors entrusted with the making and annual revision of the valuation rolls of the municipalities, whether or not they are permanent assessors, shall be under the jurisdiction of the valuation commissioner and must, in the performance of their duties, comply with all his directives relating to the methods and conditions to be followed in the performance of their duties.

312. Immediately upon his appoint- <sup>Duties of
valuation
commis-
sioner.</sup> ment, the valuation commissioner shall standardize the real estate valuation in the territory of the Community. He must establish the standards to be followed by the assessors in preparing the valuation rolls of the municipalities. Within six months after his appointment, the valuation commissioner shall submit such standards to the Council. The Council shall homologate such standards, with or without amendments, within two months. Such standards shall be binding for the municipalities.

Rapports
au Con-
seil, etc.

Le commissaire à l'évaluation soumet également au Conseil des rapports aussi souvent que nécessaire pour que ces normes soient tenues constamment à jour; ces normes sont homologuées par le Conseil, avec ou sans modifications, avec le même effet que les normes initiales.

The valuation commissioner shall also submit reports to the Council as often as necessary in order that such standards be constantly kept up to date; such standards shall be homologated by the Council, with or without amendments, and shall have the same effect as the initial standards.

Reports
to Coun-
cil, etc.

Homolo-
gations.

Ces homologations sont faites par règlement.

Such homologations shall be effected by by-law.

Homolo-
gations.

Dépôt de
certificat
d'évalua-
tion
totale.

313. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, et sous réserve de l'article 327, il est du devoir du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute municipalité de déposer auprès du commissaire à l'évaluation au plus tard le 15 mai de chaque année, un certificat attestant l'évaluation totale des immeubles imposables, et qu'il appert du rôle d'évaluation en vigueur le 1^{er} mai de la même année dans la municipalité qu'il représente, montrant l'évaluation des terrains et l'évaluation des bâtiments séparément, mais sans inclure l'évaluation de la machinerie. Ce certificat doit également attester la valeur réelle des immeubles imposables bénéficiant d'une évaluation réduite en vertu d'une disposition législative particulière ainsi que cette valeur réduite; la différence entre ces deux valeurs doit être comprise dans l'évaluation totale des immeubles imposables de la municipalité.

313. From the coming into force of this act and subject to section 327, it shall be the duty of the clerk or secretary-treasurer of every municipality to deposit with the valuation commissioner, not later than the 15th of May each year, a certificate attesting the total valuations of the taxable immoveables, as set forth in the valuation roll in force on the 1st of May in such year in the municipality which he represents, showing the valuation of lands and the valuation of buildings separately but excluding the valuation of machinery. Such certificate shall also establish the real value of the taxable immoveables which enjoy a reduced valuation under a special legislative provision and such reduced value; the difference between such two values shall be included in the total valuation of the taxable immoveables of the municipality.

Deposit
of certifi-
cate of
total
valua-
tions.

Modifica-
tions.

La Communauté doit, par résolution et sur rapport du commissaire à l'évaluation, modifier les évaluations totales apparaissant aux certificats ainsi déposés de façon que ces évaluations totales paraissent avoir été établies suivant les mêmes normes.

The Community, by resolution and upon a report by the valuation commissioner, must amend the total valuations shown on the certificates so deposited, so that such total valuations appear to have been determined according to the same standards.

Amend-
ments.

Accès
aux regis-
tres, etc.

Le commissaire et les personnes autorisées par lui ont libre accès à tous les registres, rôles d'évaluation et autres documents des municipalités.

The commissioner and the persons authorized by him shall have free access to all registers, valuation rolls and other documents of the municipalities.

Right of
access to
registers,
etc.

Avis de
modifica-
tions.

314. Si le commissaire à l'évaluation recommande de modifier les évaluations totales des immeubles imposables mentionnées dans le certificat ainsi transmis par une municipalité, il doit en aviser, par écrit, la municipalité intéressée au moins trente jours avant le dépôt de son rapport.

314. If the valuation commissioner recommends that adjustments be made to the total valuations of the taxable immoveables mentioned in the certificate so sent by a municipality, he must notify the municipality concerned in writing not less than thirty days prior to the deposit of his report.

Notice of
adjust-
ments.

Plaintes.

Durant ce délai la municipalité peut se plaindre au commissaire à l'évaluation de

During such delay, the municipality may complain to the valuation commis-

Com-
plaints.

la modification projetée en lui transmettant par écrit les motifs de sa plainte.

sioner respecting the proposed adjustment, by forwarding a notice in writing to the latter stating the reasons for its complaint.

État de l'évaluation totale.

315. Le 15 août de chaque année, la Communauté transmet à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités intéressées, un état de l'évaluation totale des immeubles imposables dans chacune d'elles établi selon l'article 323.

315. On the 15th of August each year the Community shall send to the Québec Municipal Commission and to each municipality concerned a statement of the total valuation of the taxable immoveables in each of such municipalities established in accordance with section 323.

Statement of total valuations.

Appel.

La décision prise par la Communauté en vertu de l'article 322 est sujette à appel à la Commission municipale de Québec.

An appeal shall lie to the Québec Municipal Commission from any decision taken by the Community under section 322.

Appeal.

Requête.

L'appel doit être formé avant le 20 septembre par voie de requête libellée signifiée à la Communauté.

Such appeal shall be taken before the 20th of September by means of a petition in writing served upon the Community.

Petition.

Avis de présentation.

Cette requête doit être présentée à la Commission municipale de Québec avec avis de deux jours juridiques francs, aussitôt que possible après avoir été signifiée.

Such petition shall be presented to the Québec Municipal Commission with a notice of two juridical days, as soon as possible after having been served.

Notice of presentation.

Délai de révision.

Aucune révision ne peut être faite par la Commission municipale de Québec après le 14 octobre.

No revision shall be made by the Québec Municipal Commission after the 14th of October.

Revision.

Entrée en vigueur.

316. L'état des évaluations totales entre en vigueur le 15 octobre et est incontestable à compter de cette date.

316. The statement of total valuations shall come into force on the 15th of October and shall be incontestable from such date.

Coming into force.

Usage de l'état.

317. Sous réserve de l'article 318, l'état des évaluations totales de la Communauté sert aux fins de l'article 117.

317. Subject to section 318, the statement of total valuations of the Community shall be used for the purposes of section 117.

Use of statement.

Premier rôle.

318. Le premier rôle d'évaluation de la Communauté doit être déposé au plus tard le 1^{er} janvier 1972.

318. The first valuation roll of the Community shall be deposited not later than the 1st of January 1972.

First valuation roll.

Dispositions applicables.

Si ce rôle est cassé, les articles 313 à 317 continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle.

If such roll is set aside, sections 313 to 317 shall continue to apply until the coming into force of a new roll.

Provisions to apply.

Répartition des dépenses.

319. Sous réserve de l'article 318, les dépenses de la Communauté sont réparties entre les municipalités en proportion de l'évaluation uniformisée apparaissant à l'état des évaluations totales.

319. Subject to section 318, the expenses of the Community shall be apportioned among the municipalities in proportion to the uniform valuation shown on the statement of total valuations.

Apportionment of expenses.

Disposition applicable.

L'article 306 s'applique au paiement de ces dépenses.

Section 306 shall apply to the payment of such expenses.

Provisions to apply.

Délai d'exercice de pouvoir.

320. La Communauté doit exercer avant le 15 août 1971 le pouvoir prévu à l'article 120.

320. The Community must exercise the power provided in section 120 before the 15th of August 1971.

Delay to exercise power.

Procédures
pendantes
continues.

321. Les procédures et affaires pendantes, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans une matière relevant de la juridiction conférée au Bureau de révision sont continuées par ce dernier.

Décision
lorsque
preuve
complétée,
etc.

Toutefois, dans toute instance où la preuve a été complétée et l'affaire prise en délibéré, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la décision est rendue par le conseil municipal ou par le bureau de révision de la municipalité, selon le cas, qui a présidé à l'instruction et la décision a le même effet que si elle était rendue par le Bureau de révision des évaluations de la Communauté.

321. Proceedings and cases pending at the coming into force of this act in any matter within the jurisdiction assigned to the Board of Revision shall be continued by the Board.

Continu-
ance of
pending
proceed-
ings.

Nevertheless, in any suit where the evidence was completed and the matter taken under advisement before the coming into force of this act, the decision shall be rendered by the municipal council or by the board of revision of the municipality, as the case may be, which presided over the hearing and the decision shall have the same effect as if it had been rendered by the Board of Revision of Valuations of the Community.

Decision
where
evidence
comple-
ted, etc.

Date de la
première
assemblée.

322. La première assemblée du Conseil au cours de laquelle doivent être élus le président et le vice-président du Conseil est tenue dans les quarante-cinq jours de l'entrée en vigueur de la présente loi; cette assemblée est présidée par le ministre ou son représentant.

322. The first meeting of the Council during which the chairman and the vice-chairman of the Council must be elected shall be held within forty-five days after the coming into force of this act; such meeting shall be presided over by the Minister or his representative.

Date
of first
meeting
of
Council.

1968, c.
56, remp.

323. Le chapitre 56 des lois de 1968 est remplacé par la présente loi à compter du 1^{er} janvier 1971.

323. Chapter 56 of the statutes of 1968 is replaced by this act from the 1st of January 1971.

1968,
c. 56,
replaced.

Membres
du Bureau
d'assainis-
sement.

Les membres du Bureau d'assainissement alors en fonction le demeureront pour la partie non écoulée de leur mandat comme s'ils avaient été désignés en vertu de la présente loi.

The members of the Purification Board then in office shall remain in office for the unexpired portion of their term as if they had been appointed under this act.

Members
of Purifi-
cation
Board.

1960/1961,
c. 17, ab.

Exception.

324. La Loi de la Commission d'aménagement de Québec (1960/1961 chapitre 17) est abrogée; toutefois, si le président et le vice-président de la Commission d'aménagement de Québec deviennent membres de la Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec créée par l'article 268 de la présente loi, ils sont alors réputés continuer à être membres de la Commission d'aménagement de Québec pour les fins du paragraphe 6° de l'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14).

324. The Québec Planning Commission Act (1960/1961, chapter 17) is repealed; however, if the chairman and the vice-chairman of the Québec Planning Commission become members of the Québec Urban Community Planning Commission established by section 268 of this act, they shall then be deemed to continue to be members of the Québec Planning Commission for the purposes of paragraph 6 of section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14).

1960/1961,
c. 17,
repealed.
Proviso.

Mutation
de
personnel.

Les fonctionnaires et employés de la Commission d'aménagement de Québec deviennent des fonctionnaires et des employés du ministère des affaires municipales à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

The officers and employees of the Québec Planning Commission shall become officers and employees of the Department of Municipal Affairs from the coming into force of this act.

Transfer
of posts.

TITRE VII

SUBSIDES

Subsidies
à la
Commis-
sion de
transport.

325. Le ministre est autorisé à verser à la Commission de transport, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires au paiement de 50% de l'intérêt et du remboursement de capital des emprunts contractés par la Commission de transport pour acquitter le coût de l'acquisition des biens meubles, des immeubles, des actifs ou du capital-actions d'une entreprise de transport en commun que la Commission de transport est autorisée à acquérir en vertu de la présente loi.

Dépenses
du Bureau
d'assainis-
sement.

326. Les dépenses du Bureau d'assainissement ne sont à la charge des municipalités de son territoire, prévues par la présente loi, qu'à compter de son exercice financier 1972.

Subven-
tion au
Bureau.

327. Le ministre peut, aux conditions et de la manière déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder au Bureau une subvention de \$11,500,000 payable en 10 versements annuels consécutifs à compter de l'exercice financier 1968/1969 du gouvernement du Québec. Le premier de ces versements, qui peut atteindre une somme de \$1,500,000, est pris à même le fonds consolidé du revenu.

Subven-
tion
d'établis-
sement.

328. Le ministre est autorisé à verser à la Communauté, à titre de subvention d'établissement, pour chacun des exercices financiers 1970 et 1971, une somme égale à \$1.00 par habitant du territoire de la Communauté.

Verse-
ments.

Ces subventions sont payables en versements semi-annuels à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Déduc-
tion des
dépenses.

Le montant de ces subventions doit être déduit des dépenses de la Communauté avant la répartition de celles-ci entre les municipalités.

Paiement.

329. Ces subventions sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Entrée en
vigueur.

330. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970.

TITLE VII

SUBSIDIES

325. The Minister may pay to the Transit Commission, out of the consolidated revenue fund, the sums necessary for the payment of 50% of the interest and of the repayment of the principal on the loans contracted by the Transit Commission to pay the cost of acquiring the moveable and immovable property, the assets or the capital stock of any public transport undertaking which the Transit Commission is authorized to acquire under this act.

Subsidy to
Transit
Commis-
sion.

326. The expenses of the Purification Board shall not be charged to the municipalities in its territory, contemplated in this act, except from its fiscal year 1972.

Expenses
of Purifi-
cation
Board.

327. Upon the conditions and in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may make to the Board a grant of \$11,500,000 payable in 10 annual consecutive instalments from the fiscal year 1968/1969 of the government of the province of Québec. The first of such instalments, which may attain \$1,500,000, shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Grant
to Board.

328. The Minister may pay to the Community as a foundation grant for each of the fiscal years 1970 and 1971 an amount equal to \$1.00 for each inhabitant of the territory of the Community.

Founda-
tion
grants.

Such grants shall be payable in semi-annual instalments from the coming into force of this act.

Instal-
ments.

The amount of such grants shall be deducted from the expenses of the Community before such expenses are apportioned among the municipalities.

Deduction
from
expenses.

329. Such grants shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Payment.

330. This act shall come into force on the 1st of January 1970.

Coming
into force.

ANNEXE A

Secteur numéro 1: Ville de Québec.

Secteur numéro 2: Ville de Sainte-Foy, Cité de Sillery; Paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge.

Secteur numéro 3: Paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures; Ville de Ancienne-Lorette; Paroisse de L'Ancienne-Lorette; Ville de Neufchâtel; Cité de Loretteville; Village de Saint-Émile; Ville de Bélair; Ville de Notre-Dame-des-Laurentides; Municipalité de Lac Saint-Charles; Ville de Val Saint-Michel.

Secteur numéro 4: Ville de Duberger; Ville de Vanier; Cité de Charlesbourg; Ville d'Orsainville; Municipalité de Charlesbourg-Est; Municipalité de Charlesbourg-Ouest.

Secteur numéro 5: Cité de Giffard; Ville de Beauport; Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux; Ville de Villeneuve; Ville de Montmorency; Ville de Courville.

SCHEDULE A

Sector number 1: City of Québec.

Sector number 2: City of St. Foy, City of Sillery; Parish of Saint-Félix-du-Cap-Rouge.

Sector number 3: Parish of Saint-Augustin-de-Desmaures; Town of Ancienne-Lorette; Parish of L'Ancienne-Lorette; Town of Neufchatel; City of Loretteville; Village of Saint-Émile; Town of Bélair; Town of Notre-Dame-des-Laurentides; Municipality of Lac Saint-Charles; Town of Val Saint-Michel.

Sector number 4: Town of Duberger; Town of Vanier; City of Charlesbourg; Town of Orsainville; Municipality of Charlesbourg-Est; Municipality of Charlesbourg-Ouest.

Sector number 5: City of Giffard; Town of Beauport; Municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux; Town of Villeneuve; Town of Montmorency; Town of Courville.

ANNEXE B

Les cités de Charlesbourg, Giffard, Loretteville et Sillery; les villes de Ancienne-Lorette, Beauport, Courville, Duberger, Montmorency, Neufchâtel, Orsainville, Québec, Sainte-Foy, Vanier et Villeneuve; les villages de Saint-Émile et Saint-Jean-de-Boischatel; les paroisses de L'Ancienne-Lorette et Saint-Félix-du-Cap-Rouge; les municipalités de Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest et Sainte-Thérèse-de-Lisieux; la ville de Notre-Dame-des-Laurentides; la municipalité de Lac Saint-Charles.

SCHEDULE B

The cities of Charlesbourg, Giffard, Loretteville and Sillery; the towns of Ancienne-Lorette, Beauport, Courville, Duberger, Montmorency, Neufchatel, Orsainville, Québec, St. Foy, Vanier and Villeneuve; the villages of Saint-Émile and Saint-Jean-de-Boischatel; the parishes of L'Ancienne-Lorette and Saint-Félix-du-Cap-Rouge; the municipalities of Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest and Sainte-Thérèse-de-Lisieux; the Town of Notre-Dame-des-Laurentides; the municipality of Lac Saint-Charles.

ANNEXE C

Les cités de Lauzon, Lévis et Saint-Romuald; les villes de Beupré, Bélair, Château-Richer, Charny, Donnacona, Lac Delage, Lac Saint-Joseph, Lac Sergent, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Nicolas et Val Saint-Michel; les villages de Beaulieu, Fossambault-sur-le-Lac, Francoeur, Neuville, Pont-Rouge, Sainte-Anne-de-Beupré, Saint-Rédempteur et Saint-Vallier; les paroisses de L'Ange-Gardien, Saint-An-

SCHEDULE C

The cities of Lauzon, Lévis and St. Romuald; the towns of Beupré, Bélair, Château-Richer, Charny, Donnacona, Lac Delage, Lake Saint Joseph, Lac Sergent, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Nicolas and Val St. Michel; the villages of Beaulieu, Fossambault-sur-le-Lac, Francoeur, Neuville, Pont-Rouge, Sainte-Anne-de-Beupré, Saint-Rédempteur and Saint-Vallier; the parishes of L'Ange-Gardien, Saint-An-

toine-de-Tilly, Saint-Apollinaire, Saint-Augustin-de-Desmaures, Sainte-Brigitte-de-Laval, Sainte-Catherine, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Saint-Étienne-de-Beaumont, Sainte-Famille, I.O., Saint-François, I.O., Saint-Jean, I.O., Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Laurent, I.O., Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Michel et Saint-Pierre, I.O.; les cantons-unis de Stoneham et Tewkesbury; les municipalités de Bernières, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge et Shannon.

toine-de-Tilly, Saint-Apollinaire, Saint-Augustin-de-Desmaures, Sainte-Brigitte-de-Laval, Sainte-Catherine, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Saint-Étienne-de-Beaumont, Sainte-Famille, I.O., Saint-François, I.O., Saint-Jean, I.O., Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Laurent, I.O., Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Michel and Saint-Pierre, I.O., the united townships of Stoneham and Tewkesbury; the municipalities of Bernières, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge and Shannon.

ANNEXE D

Les villes de Ancienne-Lorette, Beauport, Bélair; la cité de Charlesbourg, les municipalités de Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest; les villes de Courville, Duberger; la cité de Giffard; la municipalité de Lac Saint-Charles; la paroisse de L'Ancienne-Lorette; les villes de Loretteville, Montmorency, Neufchâtel, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Québec; la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac Beauport; la ville de Sainte-Foy; le village de Saint-Émile; la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux; les villes de Val-Saint-Michel, Vanier et Villeneuve;

SCHEDULE D

The towns of Ancienne-Lorette, Beauport, Bélair; the city of Charlesbourg; the municipalities of Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest; the towns of Courville, Duberger; the city of Giffard; the municipality of Lac Saint-Charles; the parish of L'Ancienne-Lorette; the towns of Loretteville, Montmorency, Neufchâtel, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville; the city of Québec; the parish of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; the city of Sainte-Foy; the village of Saint-Émile; the municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux; the towns of Val St. Michel, Vanier and Villeneuve.